

LES PHOTOGRAPHES ET LA VILLE

L'évolution rapide de sept villes canadiennes entre 1850 et 1900 était abondamment illustrée dans une exposition de photographies rares tirées de la Collection nationale de photographies et présentées à l'édifice principal des Archives du 22 avril au 8 juillet 1980.

Intitulée *Espaces urbains - Photographies historiques de la croissance urbaine au Canada, vers 1850-1900*, cette exposition a été montée par Lilly Koltun, de la Collection nationale de photographies ; cette archiviste a aussi préparé le catalogue illustré qui accompagnait l'exposition.

Les œuvres présentées étaient groupées par catégories, selon qu'il s'agissait de vues panoramiques, de scènes de rue ou de gros plans ; cette disposition permettait de montrer aux spectateurs comment les photographies peuvent servir à l'étude critique de l'époque qu'elles représentent.

Vues anciennes de Victoria, Winnipeg, Toronto, Ottawa, Montréal, Québec et Halifax, elles nous font découvrir non seulement la vie des habitants de ces villes à un moment donné, mais elles illustrent aussi très clairement les différents modes de développement des diverses villes.

Ces photographies sont tout aussi fascinantes pour le grand public que pour les chercheurs et les archivistes.



Les jardins publics, Halifax (N.-É.) [au début des années 1900]. Photographe : John Wesley Swan. [C 17797]

Les vues panoramiques, bien qu'elles offrent peu de détails, permettent cependant de replacer la ville dans son milieu géographique et d'obtenir certaines indications sur son ampleur et sa complexité. Elles donnent un aperçu des divers types d'immeubles de la ville, délimitent clairement le paysage, décrivent les principales voies de circulation et divisent la ville en quartiers résidentiels ou en secteurs de travail. Elles fournissent des détails qu'un plan ne pourra jamais rendre, et mettent en relief les monuments imposants et les édifices publics, par le contraste saisissant qu'ils forment avec les habitations.

Les vastes espaces présentés dans les panoramas sont ramenés à l'échelle humaine dans les scènes de rue, sujet favori de bien des peintres. Lorsque le photographe apporte son appareil dans les quartiers résidentiels, il nous donne le privilège de connaître un peu la vie des habitants de la rue Sous-le-Cap, à Québec, par exemple, ou les maisons des immigrants chinois près du port de Victoria, en Colombie-Britannique.

Les gros plans permettent d'examiner les visages des gens au travail, dans les ports, au marché, dans les parcs, lors des réunions de famille, dans les charrettes et les traîneaux.



La rue Main, Winnipeg (Man.), en direction sud, 1879. Photographe : Robert Bell. [C 33881]

L'exposition comprenait des œuvres de photographes de renom comme William James Topley, Louis-Prudent Vallée, Frank W. Micklethwaite, Samuel McLaughlin et William Notman.

Le catalogue *Espaces urbains* est offert gratuitement au public. On peut se le procurer en écrivant à l'adresse suivante :

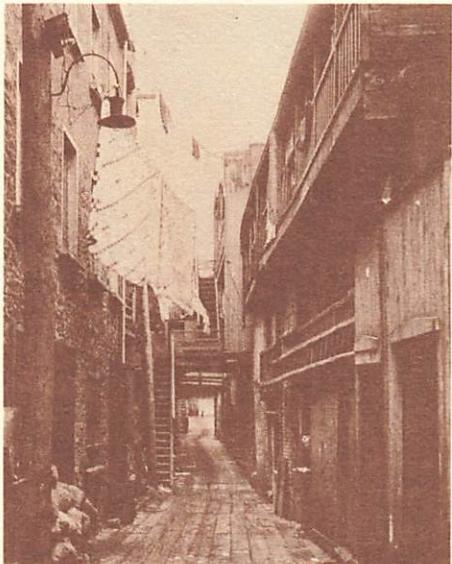
Services de l'information
Archives publiques du Canada
395, rue Wellington
Ottawa, CANADA
K1A 0N3



Des maisons chinoises, port de Victoria (C.-B.), 1886. Photographe : É. Deville. [C 23415]



La petite rue Champlain [Québec (Qué.), vers 1865]. Photographe : inconnu. [PA 103107]



La rue Sous-le-Cap [Québec (Qué.), 1902-1907]. Photographe : inconnu. [PA 122952]

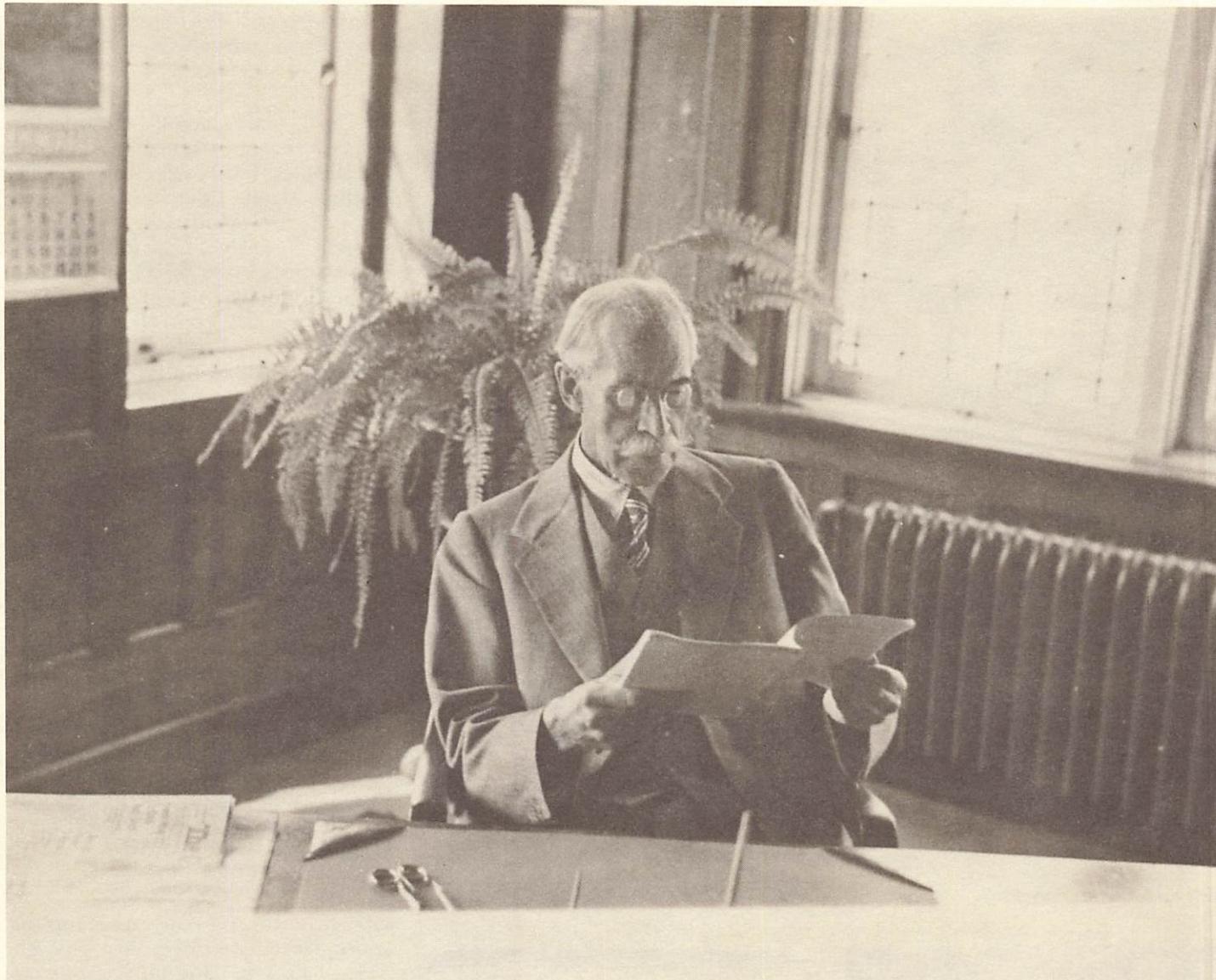
LES PAPIERS
PHILIP DANSKEN
ROSS

Philip Dansken Ross naquit à Montréal en 1858. Son père, Philip Simpson Ross, était arrivé d'Écosse en 1853 et avait fondé la même année l'une des premières firmes canadiennes d'experts comptables, P.S. Ross and Sons ; la firme existe encore, sous le nom de Touche Ross & Co. Les papiers de P.D. Ross comprennent d'ailleurs de nombreuses lettres reçues ou envoyées par P.S. Ross ; on y trouve des descriptions des

conditions sociales et commerciales à Montréal entre 1859 et 1903.

En 1878, après avoir obtenu un baccalauréat ès sciences (génie) de l'université McGill, P.D. Ross travailla quelque temps pour la Commission du port de Montréal. Toutefois, comme il préférait le journalisme, il entra au service du *Montreal Star* en 1879. En 1883, il devenait rédacteur sportif au *Toronto Mail*, puis secrétaire de rédaction au *Toronto News* ; en 1885, il fut nommé rédacteur gérant du *Montreal Star* et correspondant parlementaire de ce journal à Ottawa. La même année, il acheta d'A.S. Woodburn la moitié des actions de l'*Ottawa Journal* et, en 1891, il acquit le reste de ces actions, à l'aide d'un prêt de \$8 000 de Sir George Perley, de Nicholas Sparks et d'un dénommé Magee. Dix ans plus tard, le journal était rentable. Ross put y maintenir des normes de qualité élevées grâce à la collaboration d'hommes comme Gratton O'Leary et E. Norman Smith. Pendant de nombreuses années, l'*Ottawa Journal* fut l'un des journaux les plus respectés au Canada, après le *Winnipeg Free Press* et le *Globe and Mail*.

P.D. Ross s'intéressait beaucoup au sport. Dès l'âge de quinze ans, en 1873, il fut capitaine de l'équipe de rugby de McGill, qui affronta l'équipe de Harvard, lors du premier match international de rugby auquel le Canada participa. En 1886, l'équipe de Ross remporta à Toronto le championnat canadien de canot à quatre avirons. Ross s'illustra également à la crosse, en gymnastique, à la boxe et au hockey. De 1891 à 1895, il joua à l'aile droite pour l'équipe de hockey d'Ottawa et, trois fois au cours de ces cinq ans, son équipe gagna le championnat ontarien. En 1893, Lord Stanley en fit l'un des deux premiers gardiens de la coupe Stanley, et il occupa ce poste jusqu'à sa mort, en 1949. Golfeur enthousiaste, il fut nommé en 1909 président de l'Association royale de golf du Canada.



P.D. Ross à son bureau de l'*Ottawa Journal*, vers 1940. [PA 123539]

Élu conseiller municipal d'Ottawa, en 1902, il fonda trois ans plus tard, avec le maire Ellis, l'*Ottawa Hydro*, une centrale électrique municipale qui devait permettre de produire de l'électricité à meilleur compte pour Ottawa. Il siéga jusqu'en 1934 au conseil d'administration de l'*Ontario Hydro*, d'où il se retira après une dispute avec le premier ministre Hepburn. Par ailleurs, il occupa le poste de président de l'association conservatrice d'Ottawa en 1908. Il présida enfin, en 1928 et 1929, la

commission royale d'enquête ontarienne sur l'assistance publique, une commission chargée de rationaliser les programmes ontariens dans ce domaine en 1930.

Divers journaux intimes tenus religieusement pendant soixante-dix ans, soit de 1879 à 1948, constituent les documents les plus remarquables de la collection Ross. Les inscriptions y sont souvent brèves, mais elles contiennent de très nombreux renseignements historiques sur les

affaires, les sports, les affaires publiques et la vie culturelle. Ces papiers, remis aux Archives publiques en 1979 par M. I. Norman Smith, de Rockcliffe Village, comprennent également des lettres, des notes et des registres commerciaux (MG 30, D 98, 2m).

J.F. Kidd
Archives sociales et culturelles
Division des manuscrits





VUE DU MONUMENT NATIONAL ET RELIGIEUX ÉRIGÉ SUR LA MONTAGNE DE ST HILAIRE DE ROUILLE, CANADA
ET BÉNI PAR MG^{RE} DE FORBIN-JANSON, ÉVÈQUE DE NANCY, &c &c.

le 6 Octobre 1841.

Hoc signum crucis erit in celo, cùm dominus ad judicandum venerit.
sue pise du bas de la Montagne.

LES DÉBUTS DE L'ESTAMPE IMPRIMÉE AU CANADA

Grâce à l'aide que lui ont accordée les Musées nationaux du Canada dans le cadre de leurs programmes d'appui aux musées, le Royal Ontario Museum a rassemblé une impressionnante collection de gravures et de lithographies canadiennes anciennes en vue d'une exposition itinérante intitulée *Les débuts de l'estampe imprimée au Canada - Vues et portraits*.

Pour monter cette exposition, le Royal Ontario Museum a puisé non

seulement dans sa propre collection, mais aussi dans celles de nombreux organismes et particuliers, notamment le Département de l'iconographie des Archives publiques du Canada, le Musée McCord et le Musée de l'université McGill, à Montréal, le Musée provincial et les Archives publiques de la Nouvelle-Écosse, la Bibliothèque du Parlement du Canada, la Metropolitan Toronto Library et le Musée provincial du Nouveau-Brunswick.

Près du quart des 106 pièces qui seront exposées proviennent du Département de l'iconographie, aux Archives publiques du Canada. Ce service possède en effet la plus

importante collection au pays de gravures de cette époque.

Les vues et portraits exposés ont tous été gravés ou lithographiés au Canada entre 1792 et 1850. Il s'agit de paysages canadiens, de vues urbaines, de scènes de rue, de manifestations sportives et communautaires, de portraits, de caricatures, d'en-têtes de papier à lettres, de planches de mode et de certificats de sociétés locales.

Ces estampes rares illustrent l'évolution de l'image imprimée au Bas-Canada pendant les années 1790, dans les Maritimes au début du xixe siècle, et dans le Haut-Canada à partir des années 1830. Elles révèlent les noms d'éditeurs, de mécènes,

d'imprimeurs et d'artistes oubliés depuis longtemps. Certaines des plus anciennes sont réalisées avec un art consommé et une grande élégance, tandis que d'autres sont plus naïves, tant dans leur conception que dans leur exécution. Ensemble, elles présentent un grand intérêt, tant pour les professionnels que pour le grand public.

L'exposition, présentée à Toronto en avril et en mai, et à Montréal, du 11 juin au 13 juillet, sera à Ottawa du 24 juillet au 1^{er} septembre 1980, aux Archives publiques du Canada, 395, rue Wellington.

On peut obtenir un catalogue illustré de l'exposition en envoyant \$5, plus 50¢ de frais de port et d'emballage, à l'adresse suivante :

Royal Ontario Museum
Publication Services
100 Queen's Park
Toronto (Ontario)
CANADA
M5S 2C6



ARCHIVES MÉDICALES DU CANADA

Le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada et l'Institut Hannah de l'histoire de la médecine présentent, en collaboration avec les Archives publiques du Canada, une exposition de photographies et de documents divers sur l'histoire de la médecine au Canada. Mise sur pied à Ottawa, cette exposition a été inaugurée simultanément, le 3 juin 1980, aux Archives publiques du Canada (395, rue Wellington) et au Château Laurier.

Les pièces exposées reflètent la diversité et la complexité de la vie des médecins et de l'histoire des soins médicaux, compte tenu des



Les médecins et le personnel, 1909. Collection nationale de photographies. [C 20963]



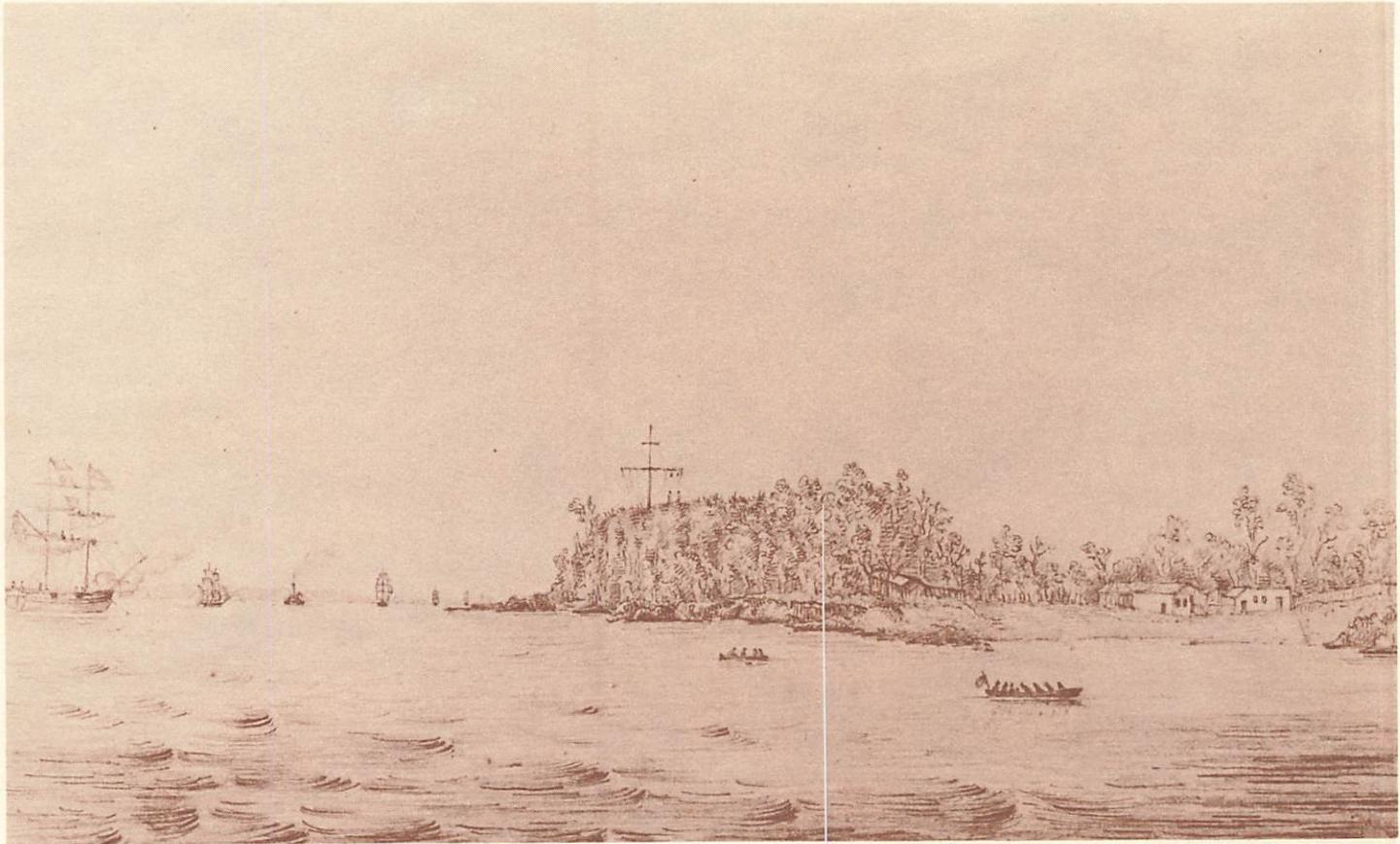
Opération dans une clinique itinérante, qui parcourait les régions rurales de l'Alberta pendant les années 1920. Collection nationale de photographies. [C 29449]



▲
Hôpital pour cholériques et abris pour immigrants à Grosse Isle (Québec), Oeuvre de Henry H.M. Percy, vers 1840. Archives publiques du Canada. [C 13630]

◀
Photographie du premier médecin de Storthoaks (Saskatchewan), dans les années 1920. Collection nationale de photographies. [PA 94751]

conditions sociales, économiques, politiques et militaires de chaque époque. L'exposition traite notamment des effets dévastateurs du choléra pour les premiers colons canadiens, des traitements et des médicaments anciens, ainsi que de la vie d'un médecin de campagne au début du siècle. Il y est également question du rôle joué autrefois par les institutions religieuses dans le domaine des soins médicaux, de la



Navires à l'ancre attendant l'autorisation d'accoster à Québec, après une inspection destinée à dépister les cas de choléra. Œuvre du lieutenant Ralph Anderson, 1832. Archives publiques du Canada. [C 5199]

vie des premiers colons canadiens, et des hôpitaux de 1639 à nos jours.

On projette de mettre les documents de cette exposition à la disposition des divers organismes ou institutions intéressés. Quant au catalogue, on peut se le procurer, gratuitement, sur demande. Veuillez faire parvenir toutes vos demandes à l'adresse suivante :

Institut Hannah de
l'histoire de la médecine
50, avenue Prince Arthur
suite 105
Toronto (Ontario)
M5R 1B5

GREY OWL

Depuis le 12 mai 1980, les Archives publiques du Canada présentent une exposition consacrée à Grey Owl. On y trouve des lettres, des carnets, des coupures de presse et d'autres documents tirés des papiers Grey Owl (MG 30 D 147), conservés à la Division des manuscrits des Archives publiques, ainsi que des photographies de la Collection nationale de photographies.

Grey Owl, de son vrai nom Archibald Stansfeld Belaney, naquit en 1888



Anahareo et Grey Owl à Squatteck (Québec), le 2 novembre 1929. [C 28198]

à Hastings, Angleterre. À son arrivée au Canada en 1906, il alla s'établir comme trappeur dans le Nord de l'Ontario. Il fut envoyé outre-mer avec l'armée canadienne pendant la Première Guerre mondiale et fut blessé en 1915. À son retour au Canada, il épousa Gertrude Bernard (Anahareo), une Iroquoise qui devait avoir une profonde influence sur sa vie.

C'est en effet grâce à ses encouragements que Grey Owl abandonna la chasse et le commerce des fourrures, et consacra ses immenses talents de conteur à une fructueuse carrière d'écrivain, de conférencier et de protecteur de l'environnement. Il mourut en 1938.

Le rôle d'Anahareo dans la transformation de Grey Owl fut reconnu en octobre 1979 ; elle devint alors la deuxième personne, après Albert Schweitzer, à recevoir l'*Order of Nature Award*, décerné par l'*International League for Animal Rights*.

L'exposition se trouve dans le foyer du troisième étage de l'immeuble des Archives publiques du Canada, au 395, rue Wellington, à Ottawa ; elle sera ouverte jusqu'au 10 septembre 1980.



Grey Owl, 1888-1938, sans titre. [C 36186]



Castors construisant leur hutte à l'intérieur de la cabane de Grey Owl, dans le parc national Prince-Albert (Saskatchewan), 1932. [C 43147]

AU FIL DES SEMAINES

La perte d'un ami aux Archives

Permettez-nous d'exprimer nos condoléances à la famille de M. Joseph Whissell, décédé subitement le 23 mai dernier. M. Whissell laisse dans la douleur son épouse, Georgette, et ses trois enfants.

En tant que responsable des magasins, au Service de la gestion du matériel des Archives publiques, Joseph Whissell a grandement facilité, entre autres choses, la réception, le transport et la distribution de *L'Archiviste*.

Il travaillait depuis dix-huit ans aux Archives publiques, soit depuis le 30 septembre 1963. Le mois prochain, il devait fêter son soixantième anniversaire.

Sa bonne humeur et sa grande servabilité manqueront certainement beaucoup à ses compagnons de travail ainsi qu'à tous ceux qui, au cours des années, ont eu affaire à lui.



Mme Selma Barkham (à gauche) reçoit sa médaille d'or des mains de Mme Edward Schreyer (à droite), épouse du gouverneur général du Canada. Photo : gracieuseté de John Evans Ltd., Ottawa, 1980.

Mme Barkham a reçu cette médaille lors d'une cérémonie spéciale organisée à la résidence du gouverneur général, M. Edward Schreyer, président d'honneur de la Société géographique royale du Canada. En l'absence du gouverneur général, c'est son épouse, Mme Schreyer, qui a remis la médaille à Mme Barkham.



Une œuvre d'art offerte aux Archives par le ministère du Travail



C'est en effectuant des recherches pour le compte des Archives publiques du Canada, dans le cadre d'une étude personnelle sur la présence des Basques au Labrador, que Mme Barkham a déniché des renseignements extrêmement intéressants ; il s'agit là d'un exemple classique de recherche historique et géographique.*

Mme Barkham a tenté de retrouver des documents anciens pour combler les lacunes qui existent dans nos connaissances sur l'activité des Espagnols au Canada, entre 1540 et 1600. Elle a alors découvert dans les archives espagnoles des données qui lui ont permis de diriger des spécialistes de l'archéologie sous-marine vers l'épave d'un galion espagnol échoué à Red Bay, au large du Labrador, en 1565.

Pour marquer l'Année internationale de l'enfant, *Opus*, la publication mensuelle du ministère du Travail, avait lancé un festival d'art pour tous les enfants des employés du ministère. Le 11 février 1980, le sous-ministre du Travail, M. T.M. Eberlee, remettait à l'archiviste fédéral, M. W.I. Smith, l'une des œuvres sélectionnées. Il s'agit d'une peinture de Jeff Fletcher, un élève de 10^e année à l'école secondaire. [C 90277]

Médaille d'or décernée à Selma Barkham

Mme Selma Barkham a reçu le 21 mai 1980 la médaille d'or de la Société géographique royale du Canada. Cette médaille est remise dans des cas exceptionnels pour des réalisations très remarquables dans le domaine de la géographie, et plus particulièrement de la géographie culturelle et historique. Mme Barkham est ainsi devenue la première femme à recevoir cette distinction honorifique très convoitée.

*Voir nos articles Des Espagnols au Labrador vers 1550 et Serait-ce l'épave du *San Juan*?, dans *L'Archiviste*, Vol. 2, no 2 (mars-avril 1975), p. 3-4 et Vol. 5, no 6 (novembre-décembre 1978), p. 5-6.



Aperçu

The Archives Looks at ...

Photographies d'archives

Photography by Struan
25 contemporary advertising
and fashion photographs

National Photography Collection
From June 11 to
October 6, 1980

*Exhibition open to the public
daily from 9 a.m. to 9 p.m.
395 Wellington Street, Ottawa*

Oeuvres de Struan
25 photographies contemporaines
de publicité et de mode

Collection nationale de photo-
graphies
Du 11 juin au 6 octobre 1980

*Exposition ouverte au public
tous les jours de 9 h à 21 h
395, rue Wellington, Ottawa*



Public Archives
Canada

Archives publiques
Canada



▲
Robe jaune, annonce dans le Chatterly Magazine, février 1976. (Photo: Struan Campbell-Smith)

◀
Janice Y., couverture du catalogue de Fair-weather, mars 1977. (Photo : Struan Campbell-Smith)

Encore, La Baie, 1977. (Photo : Struan Campbell-Smith)

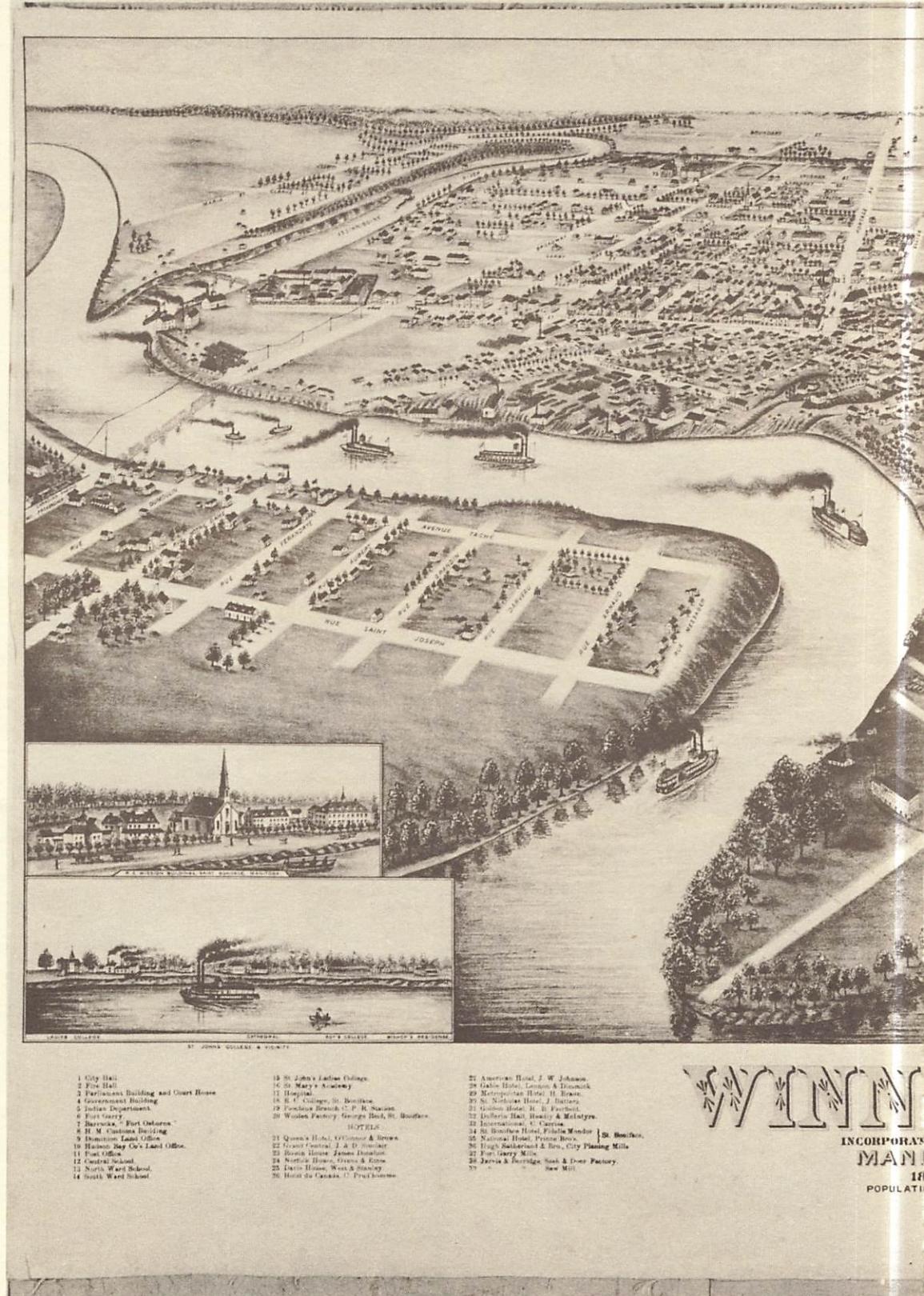




PEG,
IN 1873
U.S.A.
2 000

- | | | |
|--|--|--|
| 41 John & Fanning Saw & Planing Mill | 50 Zion's Methodist Wesleyan | 61 South Western Railway Track |
| 42 D. H. McMillan's Cut Floating Mill | 51 Presbyterian | 62 The Lower Bridge |
| 43 Winnipeg Foundry & Machine Shop | 52 English Episcopal | 63 Gas Works |
| 44 Hobart Maltley's Machine Shop | 53 Presbyterian | 64 Residence W. G. Fairbank |
| 45 A. Morris, Son & Co., Agricultural Implements | 54 Presbyterian | 65 Ogilvie Flouring Mills |
| [Warehouse] | 55 St. Mary's Roman Catholic | 66 Canada Pacific R.R. Way |
| 46 C. W. Badger's Distillery | 56 Christ Church | 67 Manitoba College |
| 47 J. E. Smith's Foundry Works, Montgomery Bros. | 57 Canada Pacific R.R. Station | 68 Wesleyan Methodist Church |
| 48 Howard L. Dryery, Royal Hotel Brewery. | 58 Canada Pacific R.R. Station | 69 Queen Victoria Park |
| See south View of St. John's College. | 59 Foundry and Smelting Works, | 70 Northward School |
| 49 Winnipeg Boat & Manufacturing Works | 60 Immigration Hospital and Buildings, | 71 Parliament Buildings and Court House, (under construction.) |
| CHURCHES. | 61 Immigration Hospital and Buildings, | 72 Governor's House, (under construction.) |
| 50 Grace, Methodist Wesleyan. | 62 Residence Mr. Ashdown. | 73 Jail. |

Carte de Winnipeg en 1881. Reproduction d'un original en couleur conservé à la Collection nationale de cartes et plans (possiblement de T.M. Fowler). 59,3 x 88,8 cm. Archives publiques du Canada. [C 58067]



Winnipeg, 1881. Reproduced from an original coloured print in the National Map Collection. (Possibly by T.M. Fowler). 59.3 x 88.8 cm. Public Archives of Canada. (C 58067)



Grey Owl, 1888-1938, (no title). (C 36186)



Beaver working on their lodge inside Grey Owl's cabin, Prince Albert National Park, Saskatchewan, 1932. (C 43147)

**LABOUR CANADA PRESENTS
ARTWORK TO THE
PUBLIC ARCHIVES**



The monthly publication of Labour Canada, Opus, recently launched an art festival for children of the department's employees, in recognition of the International Year of the Child. On 11 February 1980, the Deputy Minister of Labour, T.M. Eberlee, presented this work by Jeff Fletcher, a grade ten student in Ottawa, to the Dominion Archivist, Dr. W.I. Smith. (C 90277)

LOSS OF A FRIEND

We would like to take this opportunity to express our sincerest sympathies to the family of Mr. L.J.E. Whissell of the Public Archives of Canada. Mr. Whissell died suddenly on 23 May 1980. He is survived by his wife, Georgette, and three children.

In his capacity as Storeman in Materiel Management Stationery Stores with the Public Archives, he greatly facilitated the handling of *The Archivist* among his many other duties. He worked for the Public Archives for eighteen years, starting on 30 September 1963. He would have been sixty years old next month. He will be greatly missed by all his fellow employees and all who came in contact with him over the years.

Aperçu

The Archives Looks at ... Photographies d'archives

Photography by Struan
25 contemporary advertising
and fashion photographs

National Photography Collection
From June 11 to
October 6, 1980

*Exhibition open to the public
daily from 9 a.m. to 9 p.m.
395 Wellington Street, Ottawa*

Œuvres de Struan
25 photographies contemporaines
de publicité et de mode

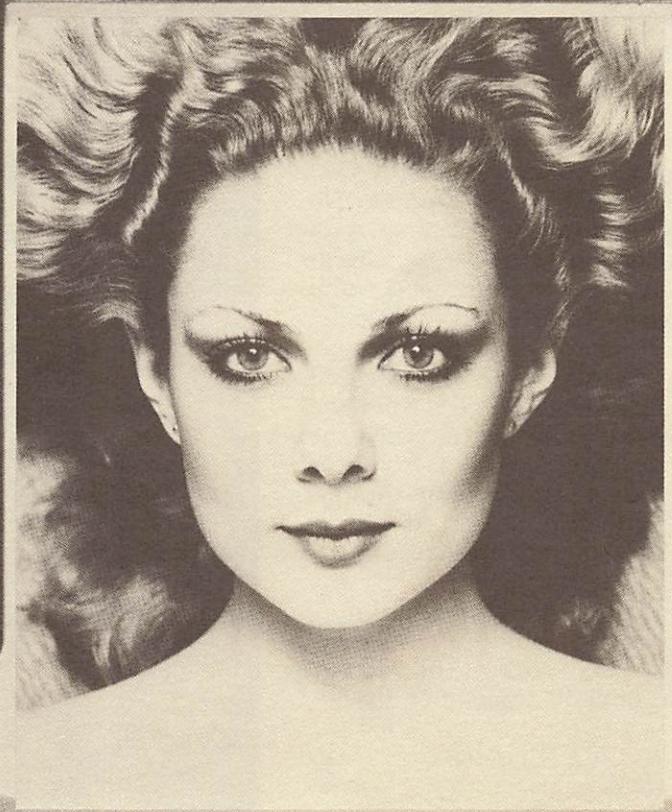
**Collection nationale de photo-
graphies**
Du 11 juin au 6 octobre 1980

*Exposition ouverte au public
tous les jours de 9 h à 21 h
395, rue Wellington, Ottawa*



**Public Archives
Canada**

**Archives publiques
Canada**



GREY OWL EXHIBIT

The Public Archives of Canada opened a display of material on Grey Owl, on 12 May 1980. The display includes letters, notebooks, clippings, and other material from the Grey Owl Papers (MG 30, D 147) in the Manuscript Division of the Public Archives, and photographs from the National Photography Collection.

Grey Owl was born Archibald Stansfeld Belaney in Hastings, England in 1888. He came to Canada first in 1906 when he settled in northern Ontario and worked a trap line. He served with the Canadian Army overseas in World War I and was wounded in 1915. When he returned to Canada, he married Gertrude Bernard (Anahareo), an Iroquois woman who was to have a profound influence on his life.

It was through her active encouragement and persuasion that Grey Owl gave up trapping and hunting. He turned his considerable skills as a story-teller into a career as a well-known writer, lecturer, and vocal conservationist. He died in 1938.

Anahareo's role in his new life was honoured in October 1979, when she was the second person to receive the Order of Nature Award from the International League for Animal Rights. (The first person to receive it was Dr. Albert Schweitzer).

The display will be in the third floor foyer of the Public Archives of Canada, 395 Wellington Street, Ottawa, until 10 September 1980.

Anahareo and Grey Owl, Squatteck, P.Q.,
2 November 1929. (C 28198)



The Archivist is published bimonthly by the Public Archives of Canada
under the direction of Yvonne Iler.

ISSN 0705-2855

Editors: Richard M. Bégin
Diane Wood
Editorial Assistant:
Marcel Larocque



▲ Cholera hospital and immigrant sheds at Grosse Isle, Quebec. By Henry H.M. Percy, ca. 1840. Public Archives of Canada. (C 13630)

◀ Operation in progress at travelling medical clinic in rural Alberta in the 1920s. National Photography Collection. (C 29449)

hosts of an exhibition of photographs and materials on the history of medicine in Canada. The exhibition opened on 3 June 1980 at the Public Archives of Canada, 395 Wellington Street, Ottawa, and simultaneously at the Chateau Laurier Hotel in Ottawa. The exhibition closed on 8 July 1980.

The materials on display covered the wide range and complexity of medical biography and clinical history with references to social, economic, political, and military influences; the devastating effects of cholera on the lives of Canada's early settlers; early remedies and drugs; the life of country doctors at the turn of the century; early transportation and communications



Photograph of the first doctor in Storthoaks, Saskatchewan, 1920s. National Photography Collection. (PA 94751)



Mrs. Selma Barkham (left) received the Gold Medal of the Royal Canadian Geographical Society from Mrs. Edward Schreyer (right), wife of the Governor General of Canada. Photo courtesy of John Evans Photo Ltd., Ottawa, 1980.

facilities; the cost of health care; the role of religious groups in providing medical care; pioneer life in Canada; hospitals from 1639 to today.

It is planned that the materials in this exhibition will be made available to agencies and institutions who might wish to sponsor a showing. A catalogue is available free, upon request. Please address all enquiries to:

The Hannah Institute for the History of Medicine
50 Prince Arthur Avenue
Suite 105
TORONTO, Ontario
M5R 1B5

SELMA BARKHAM RECEIVES GOLD MEDAL

On 21 May 1980, Mrs. Selma Barkham received the 1980 Gold Medal of the Royal Canadian Geographical Society. It is an occasional award given for great distinction and unusual achievement in the field of geography, primarily in the area of cultural and historical geography.

Mrs. Barkham is the first woman to be the recipient of this great honour. Her award is for "... a classic piece of historical-geographical research". While carrying on her research for the Public Archives of Canada, and on her own Labrador Basque project, she unearthed some unique information.

Researching ancient documents to fill in the gaps in information relating to Spanish activities in Canada in the 1540s and 1600s, she discovered information in the Spanish archives which enabled her to direct underwater archeologists to a Spanish galleon sunk off Labrador at Red Bay in 1565.

Mrs. Barkham received her award at a special presentation at Government House from Mrs. Schreyer, who was standing in for the Governor General, Mr. Edward Schreyer, who is the honorary patron of the Royal Canadian Geographical Society.

PRINTMAKING IN CANADA

The Royal Ontario Museum, through the aid of the Museum Assistance Programmes of the National Museums of Canada, has assembled an impressive collection of early Canadian engravings and lithographs for a travelling exhibition entitled, *Printmaking in Canada, The Earliest Views and Portraits*.

In putting together this exhibition, the Royal Ontario Museum has drawn from a wide range of institutions and private sources including the follow-

ing: the Public Archives of Canada, Picture Division; the McCord Museum and the McGill University Museum in Montreal; the Nova Scotia Museum and the Public Archives of Nova Scotia; the Parliamentary Library of Canada; the Metropolitan Toronto Library; the New Brunswick Museum; and their own collection at the Royal Ontario Museum.

Close to one quarter of the 106 pieces to be shown in the exhibition are from the Picture Division of the Public Archives of Canada which possesses the single largest collection of prints of this era in the country. The views and portraits were all engraved or lithographed in Canada

between 1792 and 1850. The subject matter includes Canadian landscapes, city views, street scenes, sporting and civic events, portraits and cartoons, letterheads, fashion plates, and certificates of local societies.

These rare prints illustrate the development of the pictorial printing trade in Lower Canada in the 1790s, in the Atlantic region in the early nineteenth century, and in Upper Canada from the 1830s. They reveal the names of many long-forgotten printers, artists, publishers, and patrons. Some of the earliest prints are very accomplished and elegant, and others are more naive in their concepts and execution. Altogether they make an impressive showing for



View of the monument erected on Mont St. Hilaire, Quebec, Canada. By John Penniman, 1841. Public Archives of Canada. (C 112116).

the professional and the interested public.

On view in Toronto in April and May, and then in Montreal from 11 June to 13 July, this exhibition can be seen in Ottawa, at the Public Archives of Canada, 395 Wellington Street, from 24 July to 1 September 1980.

A fully illustrated catalogue is available for \$5.00 a copy plus \$0.50 per copy for postage and handling. Please address all enquiries to:

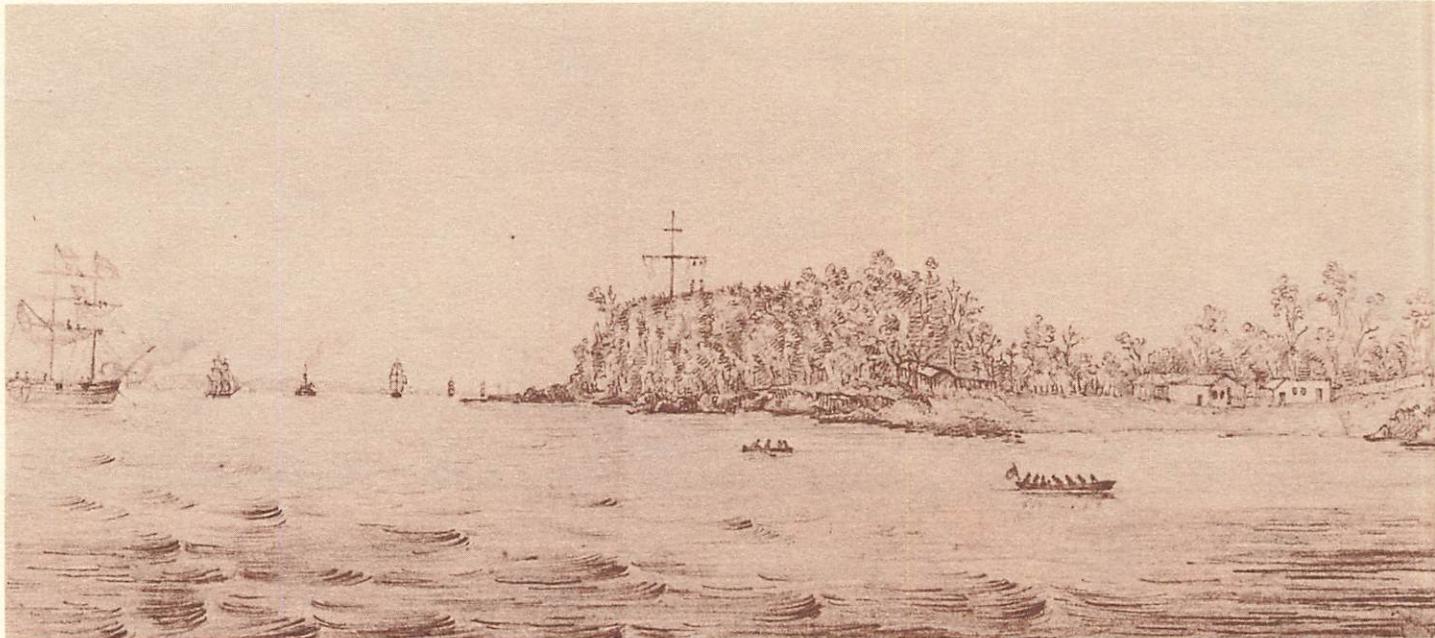
Royal Ontario Museum
Publication Services
100 Queen's Park
TORONTO, Ontario
Canada
M5S 2C6

CANADIAN MEDICAL ARCHIVES

The Royal College of Physicians and Surgeons of Canada and the Hannah Institute for the History of Medicine, together with the assistance of the Public Archives of Canada, were the



The doctors and staff, 1909. National Photography Collection. (C 20963)



Ships lying at anchor, awaiting permission to land at Quebec after undergoing inspection for cholera. By Lieut. Ralph Alderson, 1832. Public Archives of Canada. (C 1599)

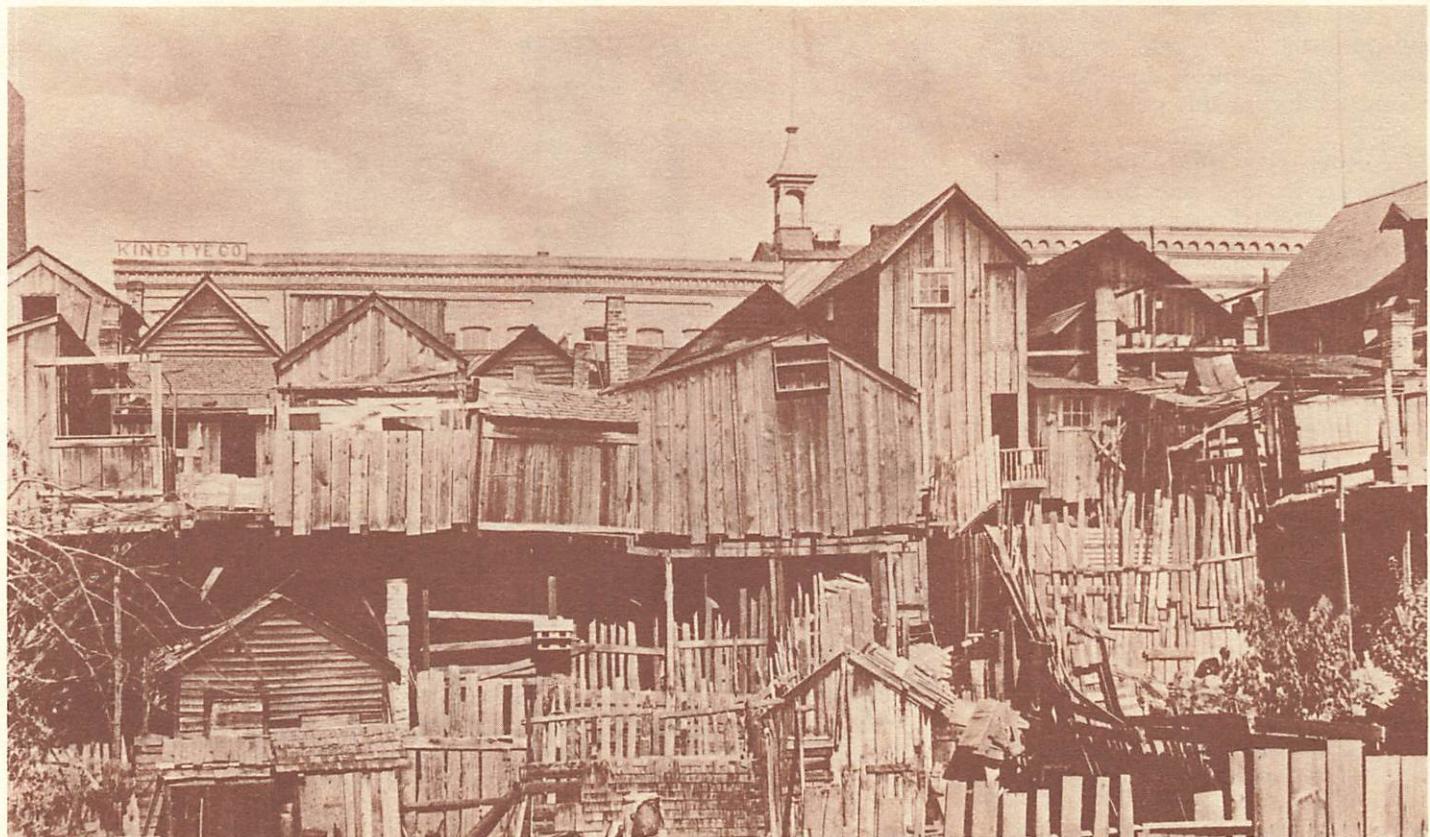
privileged to see into the lives of the people on Sous-le-Cap Street in Quebec City, for example, with the gaiety and artistry of the quilts hanging on the clothes lines in sharp contrast with the scene around them; or the harbourfront dwellings of the Chinese immigrants in Victoria, British Columbia.

The close-ups brought under scrutiny the faces of the people as they went about their work in the harbours and in the market stalls; people in the parks and at family get-togethers; in their Red River carts and in winter sleighs.

The works of famous photographers such as William James Topley, Louis-

►
Little Champlain Street, (Quebec City, Quebec), ca. 1865. Photographer unknown. (PA 103107)

▼
Chinese houses, Victoria Harbour, (B.C.), 1886. Photograph by É. Deville. (C 23415)



Prudent Vallée, Frank W. Micklethwaite, Samuel McLaughlin, and W. Notman were featured.

An illustrated catalogue of the exhibition is available, free of charge. Please address enquiries to:

Information Services
Public Archives of Canada
395 Wellington Street
OTTAWA, Canada
K1A 0N3

PHILIP DANSEN ROSS PAPERS

P.D. Ross was born in Montreal in 1858. He was the son of Philip Simpson Ross, who had immigrated from Scotland in 1853, and who established one of Canada's first chartered accountant firms, P.S. Ross and Sons. The firm still exists under the name Touche Ross and Co. There is extensive correspondence, in the P.D. Ross papers, of P.S. Ross during the period 1859 to 1903 concerning social and business conditions in Montreal during this period.

P.D. Ross graduated from McGill University in 1878 with the honours degree Bsc in engineering. He worked for a few months with the Montreal Harbours Commission. However, he preferred journalism and joined *The Montreal Star* in 1879 as a reporter. In 1883, he was Sports Editor for *The Toronto Mail*; Assistant Editor of *The Toronto News* in 1883; and the Managing Editor of *The Montreal Star* in 1885. Also in 1885, he became *The Montreal Star*'s man in the Parliamentary Press Gallery in Ottawa. In the same year, he bought a half interest in *The Ottawa Journal* from A.S. Woodburn.

In 1891, he bought the remaining interest in the paper with capital borrowed from Sir George Perley, N. Charles Sparks, and a Mr. Magee. The paper was generally profitable after the first ten years. Ross was

able to maintain high standards with the help of men like Gratton O'Leary and E. Norman Smith. For many years, *The Ottawa Journal* was the third most quoted paper in Canada after the *Winnipeg Free Press* and *The Globe and Mail* of Toronto.

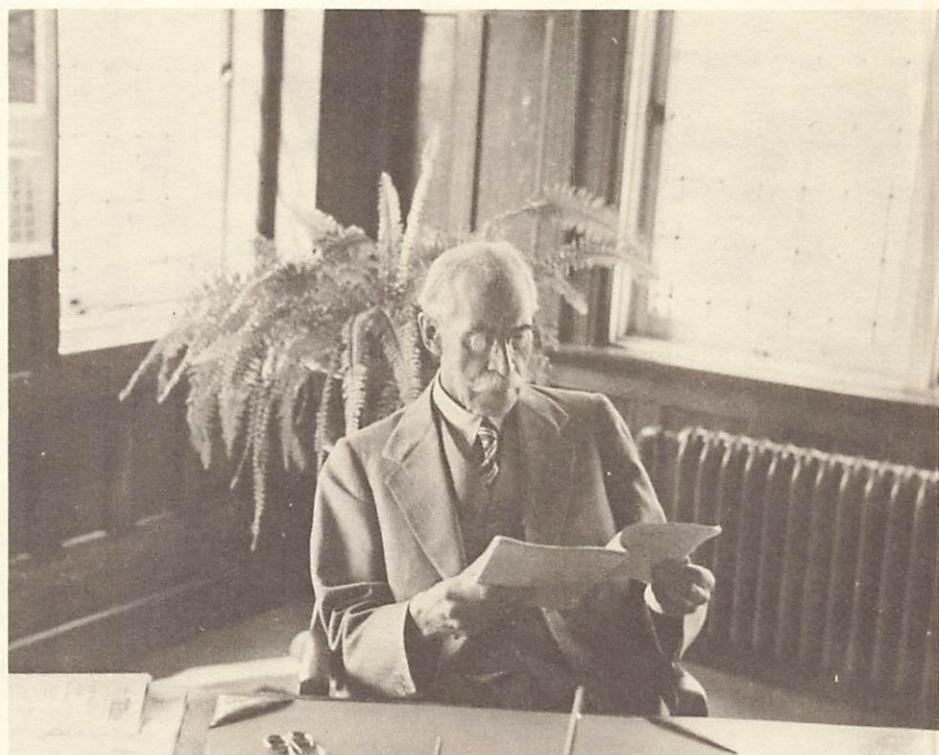
Sports were high in P.D. Ross's priorities. In 1873, at fifteen, he captained the McGill rugby team against Harvard in Canada's first international rugby match. His crew won the Canadian four-oared shell championship in 1886 at Toronto. He also starred in lacrosse, gymnastics, boxing, and hockey. From 1891-1895, he played for the Ottawa Hockey Club as a right winger, and for three out of his five years with the team they won the Ontario Championship. In 1893, Lord Stanley appointed him one of the first two trustees of the Stanley Cup, a post he held until his death in 1949. An enthusiastic golfer, he was named President of the Royal Canadian Golf Association in 1909.

In 1902, P.D. Ross was elected an Ottawa alderman. He and Mayor Ellis,

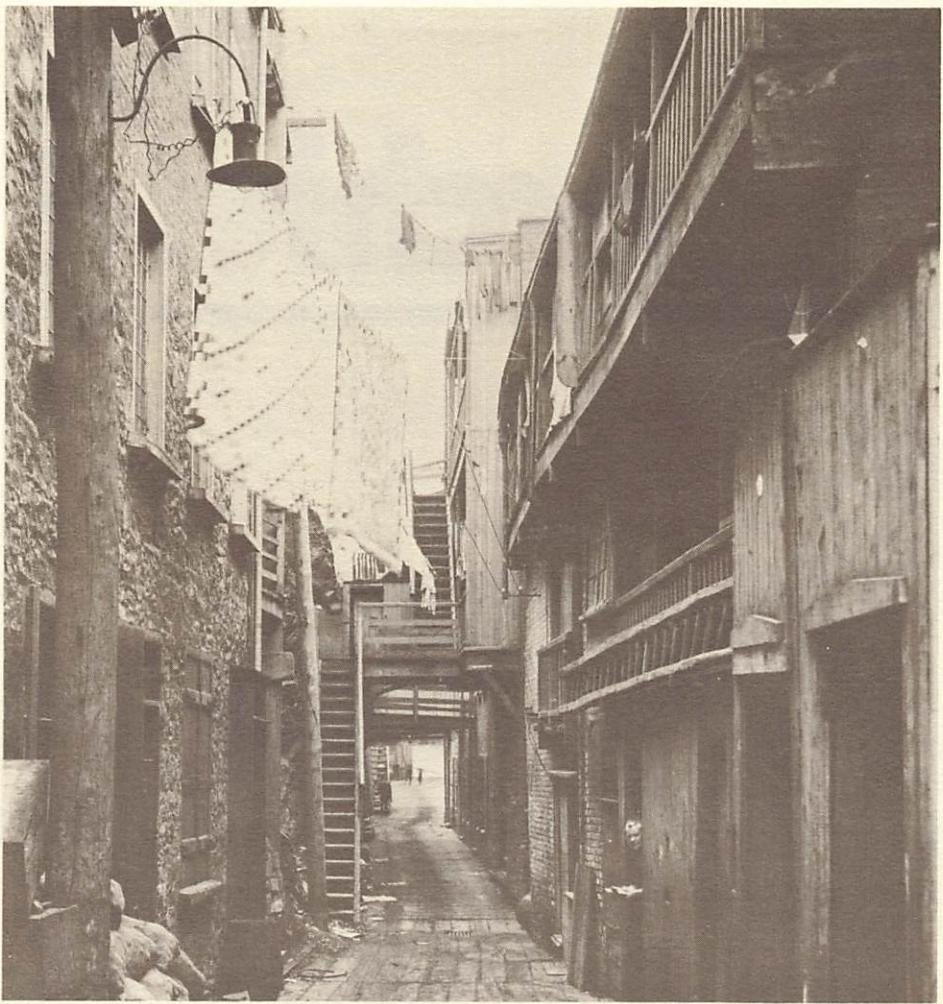
in 1905, established Ottawa Hydro, a civic electric plant to make electricity cheaper in Ottawa. He sat on the board of Ontario Hydro until he resigned in 1934 after a dispute with Premier Hepburn. He held the post of President of the Ottawa Conservative Association in 1908, and in 1928 and 1929. In 1930, Ross was named head of the Ontario Royal Commission on Public Welfare to rationalize Ontario's social welfare programs.

The Ross Papers are notable for containing a religiously kept set of diaries for the seventy years from 1879 to 1948. The entries are often brief, but they contain extensive historical data in the fields of business, sports, public affairs, and cultural life. The papers, presented in 1979 by Mr. I. Norman Smith of Rockcliffe Village, also contain correspondence, memoranda, and business records (MG 30, D 98, 2m).

J.F. Kidd
Archivist
Social/Cultural Archives
Manuscript Division



P.D. Ross in his office at The Ottawa Journal, ca. 1940, (P.D. Ross Papers). Public Archives of Canada. (PA 123539)



To researchers in the area of urban growth and development and social history, to archivists as well as to the interested public, these photographs are equally fascinating.

While the panoramic views are limited in detail, they nevertheless place the city in its geographic environment, and they give the viewer some indication of the scope and complexity of the city. They present the range of building types in a city, delineate the landscape clearly, describe the main traffic channels, and divide the city into living and working areas. They provide the details that a map does not, and focus on the large-scale monuments and public buildings in sharp contrast to the dwelling places of the inhabitants.

The sweeping strokes of the panorama are brought closer to home in the scenes of neighbourhoods and streetscapes which have so often been the favourite subject of painters. When the photographer takes the camera into the neighbourhoods we are

Sous-le-Cap Street, (Quebec City, Quebec), 1902-1907. Photographer unknown. (PA 122952)



Main Street, Winnipeg, (Manitoba), looking south, 1879. Photograph by Robert Bell. (C 33881)



Public Gardens, (Halifax, Nova Scotia), early 1900s. Photograph by John Wesley Swan. (C 17797)

CITIES THROUGH PHOTOGRAPHS

The rapid growth and dramatic changes in seven Canadian cities, from 1850 to 1900, were amply illustrated in a selection of rare photographs from the National Photography Collection of the Public Archives of Canada. These photographs were on display at the Public Archives of Canada, 395 Wellington Street, Ottawa, from 22 April to 8 July 1980.

Entitled *City Blocks, City Spaces: Historic Photographs of Canada's Urban Growth, c. 1850-1900*, the exhibition was prepared by Lilly Koltun of the National Photography Collection. She was also responsible for the preparation of the illustrated catalogue which accompanied the exhibition.

The exhibition was organized by type of photograph — panoramic views, street scenes, and close-ups. This method of organization also shows

the viewer the potential of photographs as sources of material for critical commentary of the era they portray.

The early views of Victoria, Winnipeg, Toronto, Ottawa, Montreal, Quebec, and Halifax not only indicate what life was like for the inhabitants of these cities at a given point, but also illustrate with crystal clarity the contrasting levels of development that each city had reached at specific times.

a

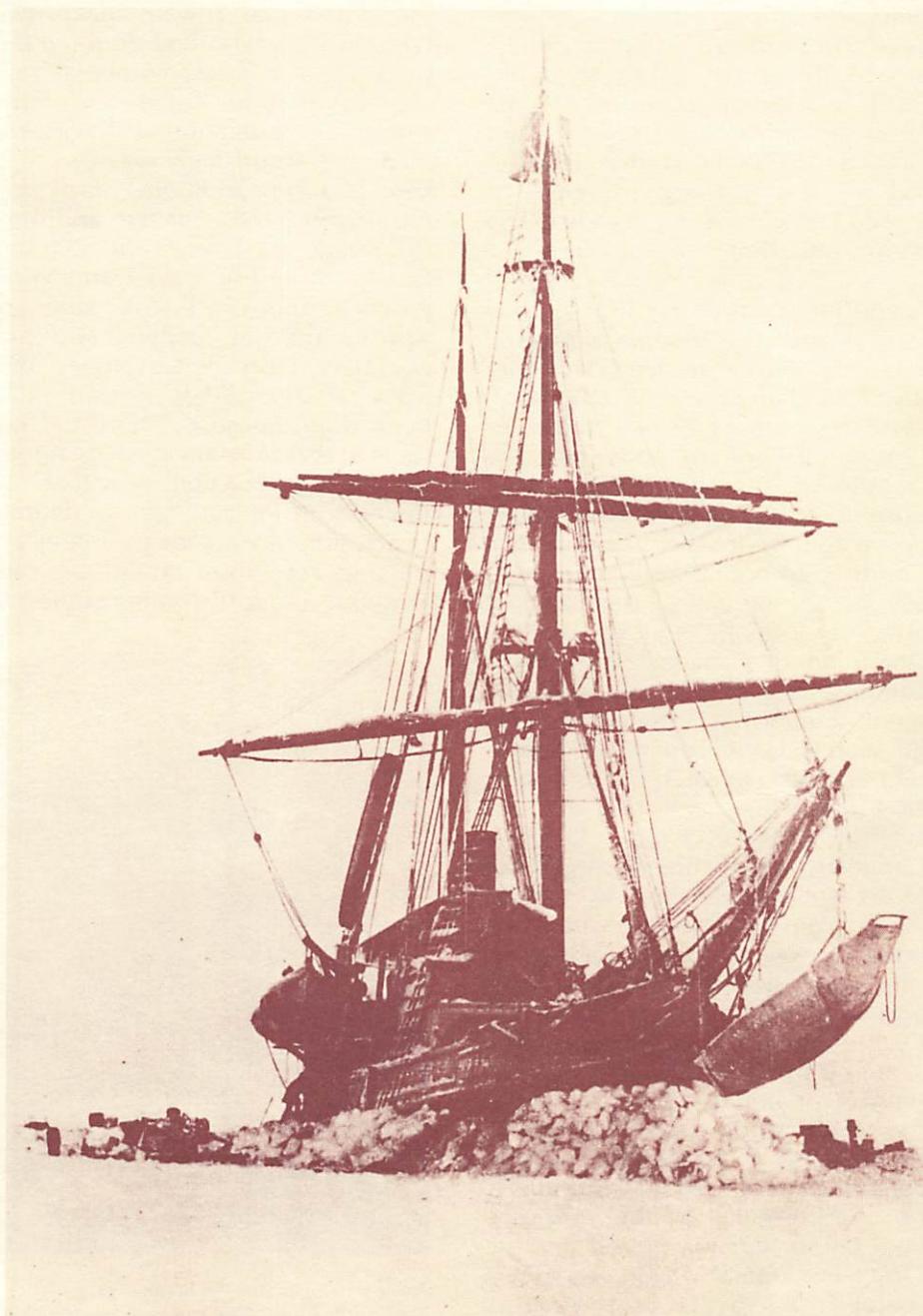
the archivist

CANADA'S ARCTIC ISLANDS: A CENTENNIAL PERSPECTIVE

On 8 December 1953, Prime Minister Louis St. Laurent heralded the creation of the new Department of Northern Affairs and National Resources by conceding that previously Canada had "administered these vast territories of the north in an almost continuing state of absence of mind." He might well have added that a similar state of mind very nearly cost Canada its Arctic heritage. When Great Britain first proposed to transfer its claim of sovereignty over the Arctic Islands to the new Dominion, the Canadian government was not overjoyed.

In the three centuries before the 1870s, exploration in the Arctic had been stimulated by the desire to discover the elusive Northwest Passage, to promote the fur trade, and later to search for the mysteriously vanished expedition of Sir John Franklin. Arctic exploration had primarily been a British imperative, the golden age of Hudson, Foxe, Frobisher, and Baffin, of Ross, Parry, Franklin, and McClure. Through discovery, exploration, and limited occupation, Britain's claim of sovereignty over the North American Arctic was strong. This nearly exclusive British preserve, however, did not long remain unchallenged after the mid-century.

Requests in 1874 by a British subject for permission to erect buildings for a whaling base on Baffin Island and, more seriously, from an American seeking to start a mica mine there, left the British government in a dilemma. If it granted these applica-



Many lives were lost establishing Canadian sovereignty in the Arctic. Here, in November 1913, the last picture of the Canadian Arctic Expedition's Karluk, taken before she was broken up by crushing ice floes, the worst Arctic disaster since Franklin. (Public Archives of Canada, C 24942)



Public Archives
Canada

Archives publiques
Canada

September-October 1980
Vol. 7 - No. 5

tions, it would *de facto* be assuming a degree of sovereignty and an administrative burden which it did not want. If it refused to do so, it might adversely prejudice Canada's future development in the Arctic Archipelago by encouraging other nations to stake claims in the area. There was a fear expressed in the Colonial Office that "this Yankee adventurer . . . would no doubt think himself entitled to hoist the 'Stars and Stripes' which might produce no end of complications." Indeed, the recent and highly publicized northern exploits of two American adventurers, Elisha Kent Kane and Charles Francis Hall, as well as the growing presence of United States' whaling vessels in the region underlined this concern.

Accordingly, on 30 April 1874 Lord Carnarvon, the British Colonial Secretary, wrote to Lord Dufferin, the Canadian Governor General, inquiring whether or not "the territories adjacent to those of the Dominions on the N. American Continent, which have been taken possession of in the name of this Country but not hitherto annexed to any Colony or any of them should now be formally annexed to the Dominion of Canada." The Liberal administration in Ottawa remained silent. Somewhat irritated that his question had been ignored, Carnarvon sent another despatch on 26 August 1874 pointedly requesting a reply. Eventually, on 10 October 1874, the Canadian government passed an Order-in-Council stating that Canada "is desirous of including within the boundaries of the Dominion the Territories referred to, with the islands adjacent." (The northern mainland to the Arctic Coast had been acquired by Canada in 1870 with the transfer of Rupert's Land, the territory of the Hudson's Bay Company). In response to Carnarvon's further request on 6 January 1875 for advice on the formula for the proposed annexation, Canada passed another Order-in-Council on 30 April 1875 stating that an act of the British Parliament would be most useful as the transferring instrument in order

to remove any ambiguity, but also requesting that no such action be taken until after the next session of the Canadian Parliament. As the new territories would "entail a charge upon the revenue", the transfer would have to be approved by Parliament.

This penny-pinching lack of vision of the Liberal government of 1873-1878 was typical. Led by Alexander Mackenzie and Edward Blake, two Ontario Grits who had doubted the wisdom of a transcontinental railway to include British Columbia within Confederation, the government not surprisingly was less than keen to accept additional burdens in the frozen North. For two and one-half years, the Liberals did nothing. Finally, in response to Carnarvon's growing annoyance over this inaction, another Order-in-Council was passed on 29 November 1877 acknowledging that nothing had been done because "there did not seem at that time any pressing necessity for taking action" but that, "as the reasons for coming to a definite conclusion now appear urgent", a suitable resolution would be submitted to the forthcoming session of

the Canadian Parliament. No doubt this urgency resulted, as Carnarvon had warned three years earlier, from the newspaper accounts that the American, William Mintzer, had gone ahead on his own and extracted in 1875-1876 fifteen tons of mica from Cumberland Sound worth some \$120,000. In reference to this and other private expeditions by Americans, "I need hardly point out to you", Carnarvon commented, "that . . . great difficulty in effecting this [transfer] may easily arise unless steps are speedily taken to place the title of Canada to these territories upon a clear and unmistakable footing." At last, on 3 May 1878, the Canadian Parliament formally passed an address to the Queen requesting the transfer of the Arctic Islands to Canada.

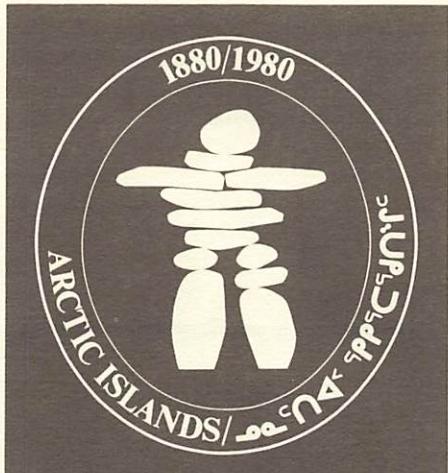
A new Colonial Secretary, Sir Michael Hicks-Beach, doubted that an act of the Imperial Parliament was necessary. An Imperial Order-in-Council would draw less international attention and create less foreign annoyance over the transfer of jurisdiction. It would also mean that the imperfectly explored Islands would not have to be described as precisely as



The erection of the tablet on Parry's Rock, Winter Harbour, Melville Island, by Captain J.E. Bernier on 1 July 1909. This was the formal proclamation of Canadian sovereignty towards which Laurier had looked when he first began sending government-sponsored expeditions to the North. (Public Archives of Canada, C 29604)

in a formal statute. He wrote in this vein to Ottawa in April, 1879, and once again the Mackenzie government failed to act for over five months. Following the September election, the returned Conservative government of Sir John A. Macdonald was eager for the transfer, declaring in an Order-in-Council on 4 November 1879, that the British proposal was "in the highest degree satisfactory". After additional consultations with Macdonald in London in the summer of 1880, the British government on 31 July passed an Order-in-Council stating that "From and after September 1, 1880, all British territories and possessions in North America, not already included within the Dominion of Canada, and all islands adjacent to any of such territories or possessions, shall (with the exception of the Colony of Newfoundland and its dependencies) become and be annexed to and form part of the said Dominion of Canada; and become and be subject to the laws for the time being in force in the said Dominion, in so far as such laws may be applicable thereto."

The confusion and procrastination which marked the acquisition of the Arctic Islands persisted for many years. Although Canada had received



This is the official logo of the Arctic Islands Centennial, 1880-1980.

the British claims to sovereignty on 1 September 1880, it did not exercise that sovereignty for many years. Indeed, Canada did not formally accept the transfer of sovereignty, as international law seemed to require, until 1895, at which time the British Parliament also passed an act to confirm and reinforce the Imperial Order-in-Council of 1880.

Canadian concern to exercise sovereignty in the Arctic after the mid-1890s was well founded. Famous northern expeditions by the Norwegians Fridtjof Nansen, Otto Sver-



Hoisting the flag at Cape Herschel, Ellesmere Island, on 11 August 1904 by the A.P. Low Expedition. This scene was repeated all over the Arctic Islands before 1918. (Public Archives of Canada, PA 53581)

drup, and Roald Amundsen; travels by Knud Rasmussen of Denmark; and most notably the attainment of the North Pole by Robert Peary of the United States all cast doubt on Canada's control over the Arctic. Not wanting a repetition of the Alaska boundary fiasco and stimulated by an expansionist climate of economic boom and national self-confidence, the Laurier government decided to send expeditions throughout the Arctic Islands to "plant our flag at every point". Once this was done, a proclamation of Canadian jurisdiction over the entire Northwest of Greenland could safely be made. The most notable northern voyages then were those of William Wakeham on the *Diana* in 1897 to Hudson Bay and Baffin Island; of A.P. Low on the *Neptune* in 1903-04 around Baffin, Ellesmere, and Somerset Islands; and of J.E. Bernier on the *Arctic* between 1906 and 1911 to scores of northern islands. With the coincident establishment of North West Mounted Police posts, fishing and whaling inspection, a customs service, mail delivery, geological and topographical survey expeditions, and northern game laws, the Canadian Arctic presence became much more than an 1880 slip of paper. On 1 July 1909, Bernier formally erected a tablet at Winter Harbour on Melville Island "to commemorate the taking possession for the Dominion of Canada of the whole Arctic Archipelago . . ."

This exercise of sovereignty was reinforced by the famous exploits of Vilhjalmur Stefansson and the Canadian Arctic Expedition of 1913-18 and by the establishment in 1922 of the Northwest Territories and Yukon Branch in the Department of the Interior to coordinate all federal northern activity and to monitor the activities of missionaries and miners, trappers and traders. This early federal administrative presence was passive and regulatory; with World War II it became active and interventionist. The construction of such wartime projects as the Alaska Highway, Canol pipeline, and Northwest Staging Route airfields followed in the postwar years by the erection of



Captain Joseph-Elzéar Bernier in his cabin on the Arctic. His three voyages between 1906 and 1911, and his leadership on the Eastern Arctic Patrol after 1922 made him the principal agent of Canadian Arctic sovereignty. (Public Archives of Canada, C 25960)

schools, hospitals, and housing; the building of roads, bridges, and harbours; the sponsorship of fishing, mining, and wildlife industries; and the administration of justice, health and education, and social concerns—all this removed any question of Canada's claim to her Arctic frontier.

When St. Laurent established the Department of Northern Affairs and National Resources in 1953 as the first department ever to be almost exclusively devoted to northern administration, he hoped that this would "give new emphasis and scope to work already being done, and to indicate that . . . such greater emphasis [be] made a continuing feature of the operation of government." The department's new name was itself "indicative of the fact that the centre of gravity . . . is being moved north." Subsequent developments—John Diefenbaker's northern vision and programmes, the discovery of Arctic oil and gas, the various pipeline debates and commissions—certainly validated St. Laurent's prediction. Canada's

northern destiny seems secure; the absent-mindedness that almost cost her the Arctic Islands had been thoroughly repudiated.

Terry Cook
Natural Resources Records
Federal Archives Division

INDIAN RESERVE MAPS

Since the time of initial contacts between the aboriginal population and European explorers, relations between Canada's native people and the government have been an important factor in the country's history. Representatives of native groups and other scholars concerned with this aspect of Canada's past have initiated a growing number of research projects in recent years.

Indian lands, including territories formerly designated for Indian use and reserves which are still in existence, are the subjects of much inquiry. Cartographic materials, studied on their own or in conjunction with other records, can be a rich source of historical information.

The National Map Collection is responsible for a great deal of material which relates to Indian Affairs. In the Government Cartographical and Architectural Records Section, maps and plans from any single source are kept in their original order to ensure that the integrity of each collection is maintained, and detailed finding aids list the contents of each group of records. Many researchers, however need to examine all of the maps relating to a particular geographic area, and often are not concerned with the provenance of the documents. Many maps have incomplete titles and many reserve names have changed



Map Showing the distribution of the Indian tribes of British Columbia. By W.F. Tolmie and G.M. Dawson. Geological and Natural History Survey of Canada. Montreal. The Burland Lithographic Co. 1883. 1 map, col. print, 68 x 81.5 cm. (Public Archives of Canada, National Map Collection, H2/600/1883.)

over the years, so that a simple list of titles may not be adequate to direct the researcher to material of interest.

In order to assist researchers and simplify the work of reference officers, the National Map Collection, in co-operation with the Federal Archives Division, is compiling a series of cartobibliographies in which maps are listed by reserve or area shown. All relevant maps for an area, regardless of source, are listed together in this index, which complements the finding aids for each collection. Another outcome of the project will be the dissemination of information on the National Map Collection's holdings to a wider group of researchers across the country.

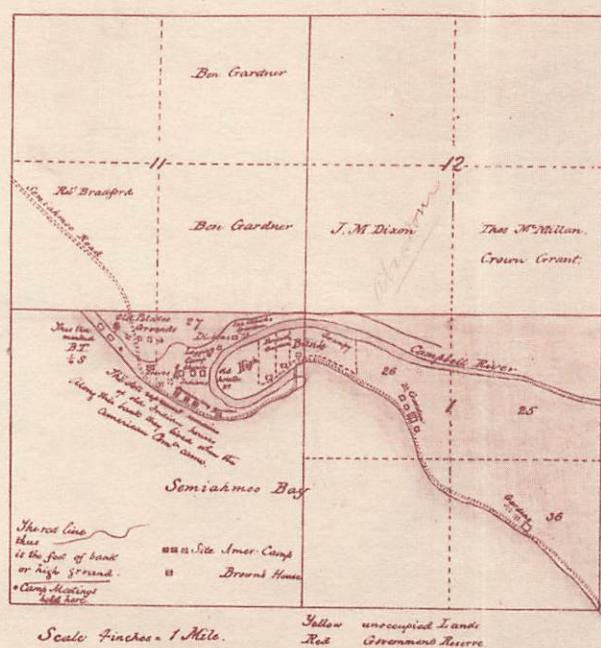
Each volume of the publication, entitled *Maps of Indian Reserves and Settlements in the National Map Collection*, consists of entries arranged within the following categories: Canada, Province, Agencies (administrative districts), and Reserves. Agencies and reserves are listed alphabetically, with cross-references for alternate names. Under these headings, the maps are listed chronologically.

The first volume, which lists significant material relating to British Columbia, has been completed and will be available by the fall of 1980. Due to the province's unique history and large native population, about 1600 of some 2300 Indian reserves in Canada are in British Columbia. Prior to 1871, when the province joined

Confederation, colonial authorities had set aside several small reserves, rather than one large one, for each band. Although numerous cutoffs and additions have since been made to the original reserves, they have never been consolidated into large acreages.

Since the British North America Act designates Indian affairs as a federal responsibility, administration of Indian lands in British Columbia since 1871 has been handled by various federal departments. The records of all government departments and agencies which have had dealings with native people are potential sources of documentation for the study of Indian Affairs in Canada. Cartographic records produced by the government range from printed maps and atlases produced for public distribution to sketches hastily drawn to accompany letters to Indian agents, and many items contain information found in no other source.

About half of the items listed in Volume I are records from the Central Registry of the Indian Affairs Branch. These maps, many of which had been folded to fit into files, require special storage conditions if their long-term preservation is to be ensured, and therefore they have been separated from the textual material they accompanied. The files themselves remain in the custody of the Federal Archives Division. A finding aid which allows access to the maps and plans according to file number is available for this group of material. Other important collections are the Lands Sales maps from the Lands and Membership Branch of the Department of Indian and Northern Affairs, Indian Affairs Survey Records plans from the Canada Lands Survey Records Office of the Department of Energy, Mines and Resources, and maps from the Commission Respecting Indian Lands and Indian Affairs generally in the province of British Columbia. In addition to these, material from other federal departments and agen-



"Sketch of Semiahmoo Village (showing Indian houses, gardens, church, graveyard and the site of the American camp)." (1880). 1 ms. plan, 32 x 32 cm. (Public Archives of Canada, National Map Collection, Records of the Department of Indian Affairs, RG 10M, acc. no. 78903/45, item 141.)

cies and from private sources has been included.

The second volume of the series, now in the final stages of preparation, lists material relating to the three prairie provinces, the Yukon Territory and the Northwest Territories. Although preliminary work has been done for subsequent volumes, schedules for completion of these will depend on research demand.

Linda Camponi
National Map Collection

THE DAILY SMILE

An Exhibition of Canadian Political Cartoons

In the fall of 1980, the Public Archives of Canada will present an exciting and original exhibit of eighty cartoons. Mainly political in tone, they have appeared in *The Toronto Star* since 1958.

These cartoons represent only a small sample of the 1220 works acquired from *The Toronto Star* this year by the Public Archives of Canada. Members of the public will be delighted to find drawings of many of the political figures who have left their marks on the Canadian scene during the past two decades: Prime Minister Pierre E. Trudeau, the Rt. Hon. Joseph Clark, the Rt. Hon. Robert Stanfield, the Rt. Hon. Lester B. Pearson, the Rt. Hon. John Diefenbaker, Mr. Tommy Douglas, Mr. David Lewis, M. Réal Caouette, M. René Lévesque, President Jimmy Carter, Mr. Leonid Brezhnev, and Mr. Henry Kissinger.

All these cartoons are the work of Duncan Macpherson, considered by some to be Canada's finest cartoonist.

Duncan Macpherson was born in Toronto in 1924, the only son of Scottish parents. His artistic talent

made itself evident at an early age when he covered the walls and ceilings of his room with cartoons when left at home with directions from his parents to paint it.

His parents wished him to enter the family textile business, and they dissuaded him from attending art classes. As a result Macpherson dropped out of school when he was seventeen to enlist in the Royal Canadian Air Force. The war gave him an opportunity to study art in London. Before the war ended, he had won an RCAF poster contest for drawing a load of bombs falling from the bomb bay of a plane.

After the war, he used his veteran's allowance to help finance study at the Boston Museum of Fine Art. When his father died in 1947, he returned to run the family business, but he soon gave it up to continue his artistic training at the Ontario College of Art.

While he was still at college, he was given a freelance contract by the weekly *Montreal Standard*. His illustrations caught the eye of Pierre Berton, then managing editor of *Maclean's*. It was not long before Macpherson found himself at *Maclean's*, illustrating humorous articles by Robert Thomas Allen. When Pierre Berton joined *The Star*, he went back to Macpherson with an offer. Macpherson accepted, tempted by the \$11,000 annual salary, a salary which probably made him, at the start of his career, the highest paid political cartoonist in the country at that time, 1958. He remained at *The Star* until he retired on 15 March 1980.

Canadians, unused to this type of cartooning, initially found Macpherson's cartoons cruel. However, they soon developed an appreciation of them, and Macpherson used his popularity to gain a greater degree of latitude than any other newspaper

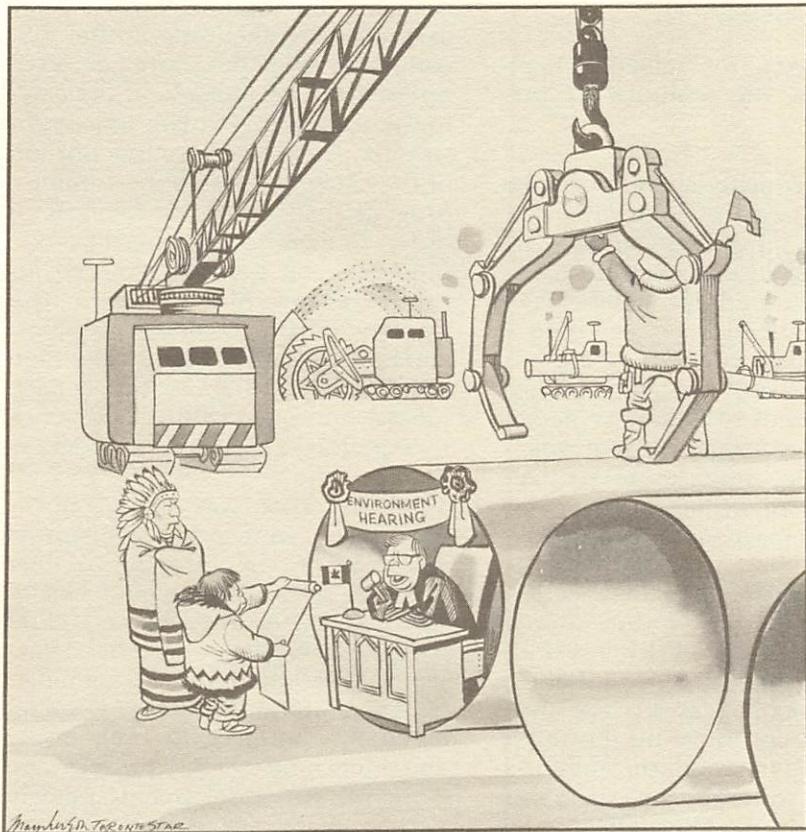
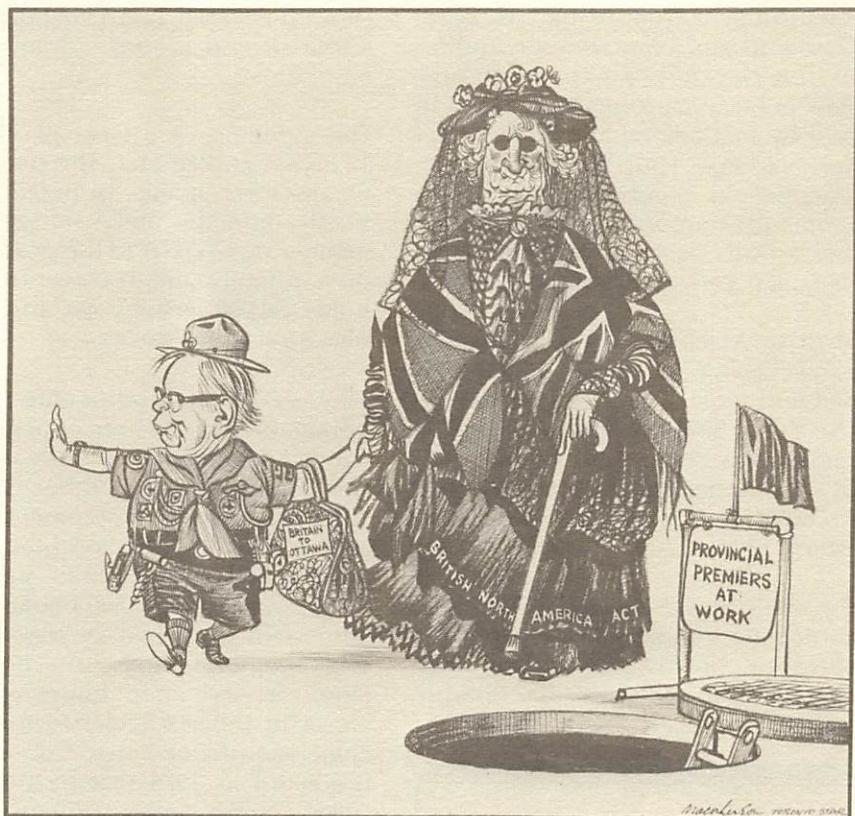


Daily Smile. Pen, brush and India ink over pencil, with pencil shading. By Duncan Macpherson, Toronto Star, 22 May 1970. (C 112576)

cartoonist had been given in Canada. He succeeded in being recognized not merely as an illustrator of the newspaper's editorials, but as a full-fledged contributor to the editorial page, and consequently came to enjoy a certain measure of independence.

Macpherson's initial reaction to a political event is instinctive and fiercely critical rather than intellectual. He claims to react to a situation not as a moralist, but as a contrary type of person, as a cynic. However, despite his professed lack of social conscience, he has produced several cartoons on such issues as the Vietnamese War, poverty, racial discrimination, the threat of nuclear warfare, Watergate, and political terrorism.

Macpherson's works are often literary compositions. In his cartoons he uses quotations from Swift, Burns, Lewis Carroll, William S. Gilbert,



▲ Provincial Premiers at Work. Pen, brush and India ink over pencil, with opaque white. By Duncan Macpherson, Toronto Star, 21 October 1964. (C 112829)

◀ "Make it snappy!" Pen, brush and India ink over pencil, with green and brown wash. By Duncan Macpherson, Toronto Star, 6 March 1975. (C 112597)

Robert W. Service, and many others, sometimes altering versions to suit his purposes. He also searches in more offbeat literary and historical directions for unusual expressions or a unique turn of phrase. This trait links him closely with his cartoonist predecessors: the great satirical artists of the past were literate as well as artistic.

The elaborate vocabulary of many Macpherson cartoons complements the graphic detail in his lavish drawings. In using this style, with its attention to detail and its display of technical virtuosity, Macpherson is reminiscent of nineteenth century

cartoonists. According to Peter Desbarats and Terry Mosher, authors of *The Hecklers*, a history of Canadian political cartoons (published in 1979 by McClelland and Stewart and the National Film Board) Duncan Macpherson combines Bengough's genius for humorous invention with the artistic skill of another great Canadian cartoonist, Henri Julien.

Most of Macpherson's cartoons are drawn using a paintbrush and/or pen and Indian ink on top of pencil. The Daily Smile exhibit, comprising some of his best works, will open on 20 November 1980, at the Public Archives of Canada, 395 Wellington Street, Ottawa.

A fully illustrated catalogue, containing reproductions of all the cartoons on display, along with captions and technical descriptions, will be produced for the exhibit.

THE VIDEODISC PILOT PROJECT

Public Archives Tries New Information Storage and Retrieval System

Throughout the years, archivists have been concerned with cataloguing, storing, retrieving, and preserving material. With the mountains of material accessioned each year, there is now an urgent need to find cheaper ways of storing the material and at the same time improving the retrieval speed and the life expectancy.

In September 1978, the Public Archives of Canada undertook a study to determine the feasibility of storing archival material on a videodisc using focussed laser light as the exposure source. The study concluded that the technology was developed sufficiently to allow off-the-shelf purchases of the items in order to implement a pilot videodisc system. The system consisted of the following parts: a videodisc player manufactured by Thompson C.S.F. Ltd. of Paris, France; a vectographic MZ 80 microcomputer; a

Hewlett Packard 2645A keyboard and terminal; and a Sony 12" television monitor.

The videodisc is a clear plastic disc 12 inches in diameter. The clear plastic discs are made by pressing the plastic onto the metal stamper in a manner very similar to the production of a phonograph record. The disc holds 54,000 images on each side plus two audio tracks.

Why was the videodisc chosen as a storage medium? There appear to be significant advantages both in storage and stability over other systems. For a disc that is a half meter in size, with storage capacity on both sides, the following items can be included on this one disc: 32,500 books or the equivalent of 16 million pages; over one thousand reels of computer tape; or seventeen hours of television in this particular format. The chief scientist of Xerox Corporation predicted in 1978 that by the mid-1980s . . . the entire contents of the 18 million volumes in the Library of Congress will be able to be stored on 100 optical videodiscs.

Another reason for selecting laser recording is the stability of the material.

Photographic materials are easy to use, but because of their chemical composition they are subject to degradation and deterioration particularly of coloured dye material. On the other hand in laser recording a small amount of power is focused to a tiny spot and the temperature raised hundreds of degrees creating a very minute permanent spot which is very stable, much more so than most means of writing on paper or any means of magnetic tape recording.

One additional factor in the selection of a videodisc was the almost instantaneous recall by random access. With microfilm for instance, if one wishes to call up the first, middle, and last frame on the roll it is necessary to wind through the entire roll to read the particular frame required. Alternatively, by

using a code with the videodisc one has access to any item on either side of the disc in less than two and a half seconds.

As no one else had undertaken this particular type of project before, a considerable amount of research had to be done. This phase was carried out in two operations running parallel. The first was the selection of equipment — the player, computer, terminal and so on. Considerable effort was expended evaluating various computer systems before choosing the Vectographic Model MZ.

This computer was picked because it integrated a high speed micro processor with a large capacity magnetic disc recording system, providing a good interface with the videodisc player and allowing the use of software suitable for searching the catalogue for the videodisc.

The selection of a videodisc player was left until the latter part of the project, as the manufacturer had indicated that there would be a delay in processing the order. After the computer and the terminal were ordered the catalogue and the catalogue searching program were written. The player control portion of the catalogue searching computer program had to be customized in order to handle the specific code sequence and routines required for the selected player. After the delivery of the computer terminal and keyboard, these items were then shipped to Toronto to the departmental consultant who did the actual preparation of the software program.

The next part was comparatively easy. The appropriate personnel were asked to supply samples of their holdings which they would like to see included on the disc, as well as the related catalogue material. These samples included prints, paintings, drawings (both artistic and architectural), photographs (both black-and-white and colour, positive and negative), paper documents, medals, posters, maps, and motion pictures.

The photography was begun in December 1978 and completed in February 1979. Altogether some four thousand, six hundred frames were taken, appearing as individual frames on the disc. The resulting film strip was spliced onto segments of motion picture film. All together there are some thirty-seven or thirty-eight thousand individual frames on our disc. At this point a black-and-white print was made of the film and sent to the consultant in Toronto so that he could see exactly where each frame fitted into the catalogue system. It appeared that everything was ready to roll.

The computer program was being prepared, and the film was ready to go to the disc manufacturer in Paris. On 16 October 1979 the entire system was demonstrated for the first time to the Records Management Conference, sponsored by the Public Archives. One final point should be mentioned with regard to the equipment. The player that had been brought from Paris was not our own, manufactured to the NTSC standards, but it was in fact a prototype player with a monitor both of which were made to the EBU standard which is six hundred and twenty five lines fifty hertz. A convertor was included so that the whole system would work. Our own player was to be delivered in January 1980.

In summary, the goals of the pilot videodisc program have been achieved. It has been shown that a wide variety of materials from the collections of the Public Archives can be recorded and played back using laser technology. The ease with which an operator can explore materials stored on a laser recorded disc has been made clear. At its worst, a search from one end to the other of the material took the player about four seconds. Colour and audio quality are excellent and it is believed that the keeping qualities of laser recorded materials can be far superior to paper or photographic film for example. The storage and convenient access of images of large and detailed objects such as maps,

has been demonstrated with the use of the special customized keyboard. Through this approach a large map could be resolved down to the scale of the smallest notation or detail. The compactness of this storage medium has been illustrated by the compression of more than thirty-seven thousand images into a very thin 12 inch diameter disk. The value of the integration of a variety of types of archival materials in a storage system has been made patently clear. As one example, motion picture clips were integrated along with the script, cast and credit information, promotional materials, critical reviews and personality profiles. Therefore there is good reason to believe that the Public Archives would greatly benefit from further efforts to deploy laser recording technology, particularly in view of the rising quantities of material and the high cost of providing controlled storage environments.

For the first time a technology is available that offers to integrate economically the storage of moving and still images along with the associated catalogue and control data in one consolidated machine readable medium. No other technology offers such a combination of longevity, accessibility and universality. The pilot videodisc project provides concrete evidence that the technology has reached a stage where initial deployment can now begin at the experimental operation level.

From an article by:

Dennis Mole
Manager
Audio Visual Operations
Departmental Administration

CANADIAN WOMEN AND MEDALS

On 26 June 1980, the Public Archives of Canada opened an exhibition of medals from its collection medals

for, by, and about women. In the realm of medals, as in other areas of Canadian life, the role of women has changed a great deal.

In the past, women rarely participated in public service or military activities. It is for this reason that few women in earlier times were rewarded with medals for such activities, or honoured on the medals which were given. This of course does not include female sovereigns who are often portrayed on medals and awards. Mr. Norman Willis, Curator of the National Medal Collection, said, "We could have included here a vast number of historic medals portraying women as allegorical goddesses . . . but our display is about real women."

Most early medals for Canadians were designed and manufactured in Europe. Towards the end of the nineteenth century medallic art gained a foothold in Canada itself. Today this art flourishes here due to the vigour and talent of a number of



Mrs. Doris Anderson, President of the Canadian Advisory Council on the Status of Women, addressing invited guests at the opening of the exhibition, Canadian Women and Medals, at the Public Archives of Canada. (C 173041)



Portrait Medal of Nellie McClung (1873-1951). This medal by Dora de Pétery-Hunt portrays the celebrated writer and champion of women's rights.

women artists. Their work is amply illustrated in this exhibition, and they include the most active and prolific Canadian medallists, Dora de Pétery-Hunt; Hélène Maday; and Elizabeth Bradford Holbrook.

Of the medals awarded to women there are a large number of women recipients of the Order of Canada, many military awards dating mostly since the Second World War, decorations of individuals such as Senator Cairine Wilson, first woman Senator; Olympic Water Skiing medal and World Championship medals of Pat Mesner; Betsy Clifford's Alpine Skiing Championship medals; and the Figure Skating Championship medals of Dorothy Jenkins. There are also several medals commemorating the famous "Person's Case" and of several of the women who helped

see the case through the Canadian courts to the British Privy Council.

Mr. Willis gives a good perspective on the exhibition in these words, "Such a display may indeed be appropriate only to this particular moment in time . . . while in times to come, the idea of focussing on women and medals may appear as nonsensical as would a display specifically for men and their medals."

A catalogue of this exhibition is available through:

Information Services
Public Archives of Canada
395 Wellington Street
OTTAWA, Ontario
K1A 0N3

PUBLICATIONS

The Federal Archives Division recently published the *Records of the Mackenzie Valley Pipeline Inquiry* (RG 126), a concise inventory of the records of Justice Thomas R. Berger's comprehensive examination of the proposed construction of an energy corridor and gas pipeline along the Mackenzie Valley. The records form a rich source for the study, not only of resource development and pipeline routes, but also of northern wildlife, native culture, environmental issues, and land claims.

Also published is *The Machine Readable Archives: An Overview of Its Operations and Procedures*. Designed for archivist and layman alike, the publication provides an interesting and comprehensive introduction to the activities and services of this Division whose holdings cover every facet of Canadian society, ranging from national surveys of working conditions to the non-medical use of drugs.

Sources for the Study of the Canadian North was prepared for the Special Publications Series of the Federal Archives Division by Terry Cook. It was written in conjunction with the Royal Society of Canada symposium: "A Century of Canada's Arctic Islands, 1880-1980", held in Yellowknife, 11-13 August 1980. It was also produced as part of the observance by the Public Archives of Canada of the centenary of the transfer of the Arctic Islands to Canadian jurisdiction.

Organized into two sections, the first part describes the role of the Public Archives of Canada, the services it provides to researchers, and the means by which its material is organized and indexed. The second section describes records of the federal government most fruitful for

northern research. Included with the description of the actual records are briefing outlines, where necessary, of the administrative structures and changes of the particular agency represented by the record group.

Certain federal departments and branches have been explicitly responsible for the general administration of the Canadian North. The most extensive and useful group of northern records has been produced by the Northern Affairs Program whose records span the years 1890-1977.

This publication also describes the records of Indian Affairs and Northern Development (1867-1976), and the Royal Canadian Mounted Police (1868-1965) among many others.

Accessions, 1979/80, in the Special Publications Series of the Federal Archives Division, was prepared by Thomas A. Hillman of that Division. It is to provide researchers and government officials with an up-to-date listing of the latest additions to the holdings of the Federal Archives Division during the 1979-1980 fiscal year.

A brief description of each accession, arranged according to record group number, is given in this guide. Access to records less than thirty years old is usually controlled by the transferring agency, and inquiries concerning access should be addressed to the Federal Archives Division.

All the publications listed above are available through the following office:

Information Services
Public Archives of Canada
395 Wellington Street
OTTAWA, Ontario
K1A 0N3



INTERNATIONAL CO-OPERATION BETWEEN FINLAND AND CANADA

The Public Archives of Canada was honoured by the visit of Dr. Olavi Koivukangas, a scholar distinguished for his work on Finnish emigration to Australia and the director of the Siirtolaisuusinstituutti (Institute for Migration), Turku, Finland. Since the primary purpose of Dr. Koivukangas's institute is to conduct research, as well as to document and publish studies related to Finnish migration through the world, he was particularly interested in acquainting himself with the progress of the Finnish Canadian programme of our own Ethnic Archives. During the course of his briefing with Walter Neutel, Chief of the Ethnic Archives, and Dr. Edward W. Laine, Coordinator of the Finnish Canadian programme, he expressed great satisfaction with the success of the Ethnic Archives in preserving the documentary evidence of Finns in Canada as part of Canada's national heritage.

In his discussions with the staff of the Public Archives, it was agreed that there would be greater co-operation between Finland and Canada in the exchange of archival and research information of mutual interest. It was agreed to designate one institution in each country to serve as a Central Clearinghouse and coordinator in the exchange of data. The formalization of such a system will facilitate the flow of vital information that has till now been done in an *ad hoc* manner.

As the national archives of Canada, the Public Archives will assume the co-ordinating role for Canada. For its part, Dr. Koivukangas noted, that the Siirtolaisuusinstituutti already serves this function for Finland in matters relating to migration studies. Thus Dr. Koivukangas's visit has aided international co-operation between Finland and Canada in the field of archives and scholarly research.

THE CANADIAN WAR MUSEUM 1880-1980

November 5, 1980 will mark the centennial of the origin of the Canadian War Museum. On that day a century ago, a Militia General Order established a small museum in the new Cartier Square Drill Hall in Ottawa.

Although modest by any standard, the Museum was a success, and met with encouragement from many individuals across Canada. By 1896, the single drill hall room had to be relinquished to the more pressing needs of the local militia unit. The books, records, and artifacts so diligently gathered were packed and stored away. In the ensuing years, elements of the original collection passed to the Dominion Archives, where a small history museum was being contemplated.

In 1935, the War Trophies Disposal Board was created and empowered to select materials which would be suitable for a national military collection. These collections were gathered in the "Trophy Building" adjacent to the Dominion Archives on Sussex Drive. This building was reconditioned to house the permanent exhibition which opened to the public in January 1942.

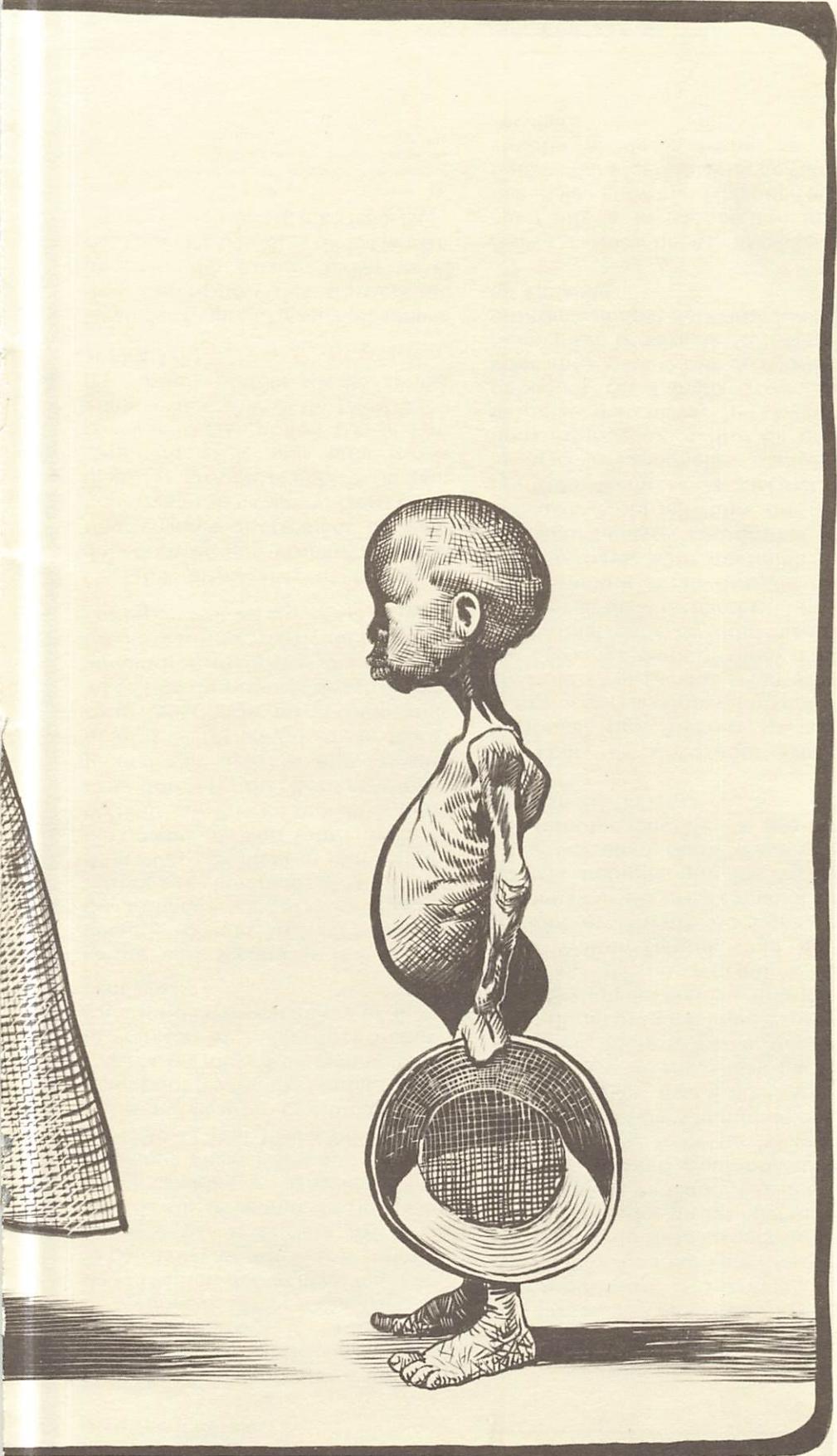
Not long after it opened the name was changed to "Canadian War Museum", which name it has retained to this day. In 1967, when the Public Archives of Canada moved into expanded, new premises on Wellington Street, the Canadian War Museum inherited its building on Sussex Drive.

Centennial year was followed by the new National Museum Act (1968) and the Canadian War Museum became a division of the National Museum of Man, and enjoys a secure place within the national system of museums.



RECONSTRUCTION





Gluttony and Starvation. A cartoon
by Duncan Macpherson. (C 113181)

Glotonnerie et famine. Une caricature de Duncan Macpherson.
[C 113181]

L'organisme qui les a remis aux Archives, et toutes les demandes de renseignements à ce sujet doivent être adressées à la Division des archives fédérales.

Le guide *Documents pour l'étude du Nord canadien* a été préparé par Terry Cook, dans le cadre de la *Collection de publications spéciales* de la Division des archives fédérales. Sa parution coïncide avec le colloque organisé par la Société royale du Canada sur le centenaire de la présence canadienne dans les îles de l'Arctique (1880-1980), qui a eu lieu du 11 au 13 août 1980 à Yellowknife. Cette publication constitue également pour les Archives publiques du Canada un moyen de commémorer le transfert des îles de l'Arctique sous juridiction canadienne, il y a cent ans.

La première section de la brochure décrit le rôle des Archives publiques du Canada, les services qu'elles offrent aux chercheurs et la manière dont elles classifient et indexent les documents qui leur sont confiés. La seconde consiste en une description des dossiers du gouvernement fédéral qui peuvent être les plus utiles à la recherche sur le Nord; cette description est accompagnée au besoin de résumés des structures administratives et des changements de l'organisme particulier auquel correspondent les groupes d'archives.

Certains ministères et certaines directions du gouvernement fédéral sont chargés directement de l'administration générale du Nord canadien; le groupe d'archives le plus important et le plus utile sur la question a été produit par le Programme des affaires du Nord, dont les dossiers portent sur les années 1890 à 1977.

Le guide comprend aussi, notamment, une description des dossiers du ministère des Affaires indiennes et du Nord (1867-1976) et de la Gendarmerie royale du Canada (1868-1965).

Toutes ces publications sont gratuites et on peut se les procurer en s'adressant aux Services de l'information, Archives publiques du Canada, 395, rue Wellington, Ottawa (Ontario), K1A 0N3.

COOPÉRATION FINLANDE-CANADA

Les Archives publiques ont eu l'honneur de recevoir la visite de M. Olavi Koivukangas, érudit renommé pour ses travaux sur l'émigration finnoise vers l'Australie et directeur du *Siirtolaisuusinstituutti* (Institut d'études sur les migrations), de Turku, en Finlande. Comme cet institut a d'abord pour objectif de faire de la recherche sur les migrations finnoises dans le monde entier et de publier des études sur le sujet, M. Koivukangas était particulièrement intéressé par le déroulement du programme finno-canadien de la Section des archives ethniques. Au cours de ses rencontres avec MM. Walter Neutel, chef de la section, et Edward W. Laine, coordonnateur du programme, il s'est dit très heureux que les Archives ethniques aient réussi à conserver les témoignages de la présence finnoise au Canada.

Au cours de discussions avec le personnel des Archives, il a été convenu que la coopération entre la Finlande et le Canada serait accrue par l'échange d'informations d'intérêt mutuel dans les domaines des archives et de la recherche, et qu'un établissement serait désigné dans chaque pays pour recueillir ces renseignements et coordonner leur échange. L'officialisation de cette pratique facilitera la circulation, jusqu'ici occasionnelle, d'informations essentielles. À titre de dépôt national d'archives, les Archives publiques du Canada assumeront pour notre pays le rôle de coordination; pour sa part, le *Siirtolaisuusinstituutti* remplit déjà cette fonction en Finlande.

Ainsi, la visite de M. Koivukangas aura aidé à la coopération internationale entre la Finlande et le Canada dans les domaines de l'archivistique et de la recherche universitaire.

LE MUSÉE CANADIEN DE LA GUERRE (1880-1980)

Le 5 novembre 1980 marquera le centenaire de la fondation du Musée canadien de la guerre. À la même date, il y a un siècle, un petit musée fut en effet ouvert par ordre général de la milice dans le nouveau manège du square Cartier à Ottawa.

Bien qu'incontestablement modeste, le nouveau musée fut une réussite et rallia la faveur de nombreuses personnalités de tout le Canada. Cependant, en 1896, il dut céder l'unique pièce qu'il occupait à l'unité locale de la milice. Les livres, les archives et les objets laborieusement réunis furent entassés dans des caisses et mis de côté. Dans les années qui suivirent, certains éléments de la collection originale passèrent aux Archives du *Dominion*.

En 1935, le *War Trophies Disposal Board* fut créé pour choisir les pièces qui mériteraient de faire partie d'une collection militaire nationale; ces pièces furent rassemblées dans la « Maison des trophées », voisine des Archives publiques sur la promenade Sussex. Cet immeuble fut remis en état pour que puisse y être installée l'exposition permanente, qui ouvrit ses portes au public en janvier 1942.

Peu après l'inauguration, le musée fut rebaptisé « Musée canadien de la guerre », nom qu'il a conservé jusqu'à nos jours. En 1967, lorsque les Archives publiques du Canada emménagèrent dans de nouveaux locaux plus vastes, rue Wellington, le musée hérita de son site actuel sur la promenade Sussex. L'année du Centenaire fut suivie de la promulgation de la Loi sur les musées nationaux en 1968 et le Musée canadien de la guerre devint alors une division du Musée national de l'Homme.



**CENTENAIRE DES ÎLES DE
L'ARCTIQUE CANADIEN**

En annonçant la création du nouveau ministère des Affaires du Nord canadien et des Ressources nationales, le 8 décembre 1953, le premier ministre Louis St. Laurent admit que jusqu'ici le Canada avait « administré ces vastes territoires du Nord dans un état de distraction presque continue ». Il aurait pu ajouter qu'un état d'esprit semblable avait failli coûter l'Arctique au Canada. En effet, lorsque la Grande-Bretagne proposa pour la première fois de transférer ses droits sur les îles de l'Arctique au Dominion du Canada nouvellement créé, le gouvernement du Canada fit preuve d'une certaine tiédeur à l'égard de cette offre.

Au cours des trois siècles qui précédèrent les années 1870, les voyages d'exploration dans l'Arctique avaient été entrepris dans l'espoir d'y découvrir l'insaisissable passage du Nord-Ouest, de stimuler le commerce de la fourrure et, plus tard, dans l'intention de retrouver les vestiges de l'expédition de Sir John Franklin, cette expédition dont les membres avaient mystérieusement péri. Au début, l'exploration de l'Arctique, stimulée par les ambitions de l'Angleterre, mobilisa le courage et la ténacité d'un groupe d'explorateurs, jamais rebutés par les obstacles, et marqua l'âge d'or des explorations polaires : mentionnons notamment les noms de Hudson, Foxe, Frobisher, Baffin, Ross, Parry, Franklin et McClure. Ces explorations, les découvertes qui s'ensuivirent et la colonisation partielle des lieux vinrent confirmer l'Angleterre



L'établissement de la souveraineté canadienne dans l'Arctique coûta de nombreuses vies humaines. On voit ici la dernière image d'un navire qui a participé à une expédition dans l'Arctique canadien, le Karluk, avant sa destruction par un iceberg en novembre 1913. Cette catastrophe fut la pire à survenir dans l'Arctique depuis le désastre de l'expédition de Franklin.
[C 24942]

dans ses droits face à cette section nord-américaine de l'Arctique.

Le gouvernement britannique se trouva néanmoins pris dans un dilemme lorsqu'en 1874 un sujet britannique sollicita la permission d'établir une station de baleiniers à la terre de Baffin (île Baffin), et davantage lorsqu'un Américain demanda l'autorisation d'exploiter une mine de mica dans cette région. En acquiesçant à ces demandes, le gouvernement se reconnaissait, *de facto*, un certain droit de propriété, ce qui automatiquement lui imposait un fardeau administratif dont il ne voulait pas. Par contre, sans cette reconnaissance officielle, il s'exposait à compromettre les possibilités d'expansion future du Canada dans l'archipel de l'Arctique puisque d'autres pays seraient tentés, devant le vide ainsi créé, de se déclarer propriétaires de ces lieux. Le *Colonial Office* exprima quelques inquiétudes à ce sujet et déclara que cet aventurier yankee ne se gênerait certainement pas pour ériger la bannière étoilée, ce qui créerait du coup des complications à n'en plus finir. Les audacieuses expéditions d'Elisha Kent Kane et de Charles Francis Hall ainsi que l'accroissement du nombre de baleiniers américains venus s'installer dans la région ne firent que confirmer ces craintes.

En conséquence, devant cette menace, Lord Carnarvon, secrétaire du *Colonial Office*, écrivit le 30 avril 1874 à Lord Dufferin, gouverneur général du Canada, pour lui demander si les territoires contigus à ceux des *dominions* du continent nord-américain, territoires dont on avait pris possession au nom de la Grande-Bretagne, mais qui jusqu'ici n'avaient été annexés à aucune des colonies, ne devraient pas être officiellement annexés au *Dominion* du Canada. L'administration fédérale, à Ottawa, ne lui répondit pas. Irrité, Carnarvon revint à la charge le 26 août 1874 en exigeant cette fois une réponse. Finalement, le 10 octobre 1874, le gouvernement canadien publia un décret du conseil stipulant que le Canada était désireux d'inclure

à l'intérieur des frontières du *Dominion* les territoires mentionnés et les îles avoisinantes (toute la terre septentrionale jusqu'à la côte de l'Arctique était déjà devenue propriété canadienne en 1870 lors du transfert de la terre de Rupert, jusqu'alors territoire de la Compagnie de la baie d'Hudson). Le 6 janvier 1875, Lord Carnarvon demanda conseil sur la formule à adopter pour procéder à l'annexion desdits territoires. L'administration canadienne lui répondit, le 30 avril 1875, par une ordonnance du conseil déclarant qu'on aurait tout intérêt à ce que ce transfert se fasse par la voie d'une loi britannique de façon à prévenir toute ambiguïté au sujet des droits de propriété, mais pas avant la reprise de la prochaine session du parlement canadien. Comme l'acquisition des nouveaux territoires accroîtrait nécessairement les dépenses de l'État, le transfert ne pouvait avoir lieu sans l'approbation préalable du Parlement.

L'étroitesse d'esprit du gouvernement libéral des années 1873-1878, qui n'a pas su mesurer la rentabilité de cette dépense, ne cesse de nous confondre. Mais faut-il s'étonner que le gouvernement ait hésité de la sorte à engager d'autres capitaux dans cette région boréale, puisque

deux de ses principaux administrateurs, Alexander Mackenzie et Edward Blake, membres du parti libéral ontarien, avaient mis en doute le jugement de ceux qui avaient préconisé la construction d'un chemin de fer transcontinental pour inciter la Colombie-Britannique à faire partie de la Confédération? Pendant deux ans et demi, les Libéraux ne firent strictement rien à ce propos. Enfin, pour apaiser l'exaspération grandissante de Carnarvon, le gouvernement publia le 29 novembre 1877 un autre décret du conseil où l'on déclarait que jusque-là rien n'avait été fait dans ce sens parce qu'on n'en avait pas vu la nécessité immédiate, mais que, la situation actuelle militant désormais en faveur d'une conclusion rapide de l'affaire, une résolution appropriée serait présentée à la prochaine session du parlement canadien. Cette précipitation fut sans doute déclenchée, comme Carnarvon en avait prévenu les intéressés trois ans plus tôt, par les journaux qui annoncèrent que l'Américain William Mintzer avait mis son projet à exécution en allant extraire, en 1875-1876, quinze tonnes de mica dans la région de la baie Cumberland pour une valeur approximative de \$120 000. À ce propos et au sujet d'autres expéditions entre-



Le capitaine J.-E. Bernier posant une plaque à Parry's Rock, au havre Winter, sur l'île Melville, le 1er juillet 1909. Cette cérémonie marqua la proclamation officielle de la souveraineté canadienne sur ce territoire, but recherché par Laurier lorsqu'il avait commencé à envoyer dans le Grand Nord des expéditions subventionnées par le gouvernement. [C 29604]

prises par des Américains, Carnarvon avait déclaré que ce transfert pourrait sans doute poser de grandes difficultés à moins que l'on s'empresse d'établir clairement et sans l'ombre d'un doute les droits de propriété du Canada sur ces territoires. Enfin, le 3 mai 1878, le parlement canadien remit officiellement une adresse à Sa Majesté la reine pour obtenir que les îles de l'Arctique soient transférées au Canada.

Le nouveau secrétaire des Colonies, Sir Michael Hicks-Beach ne voyait pas la nécessité de recourir à une loi du parlement britannique pour procéder à ce transfert. Il préférait la formule du décret du conseil qui, selon lui, attirerait moins l'attention de la presse internationale et créerait moins de remous à l'étranger. De plus, comme les îles n'avaient pas été explorées sous toutes leurs facettes, on n'aurait pas à les décrire avec la précision qu'eût exigé leur transfert par la voie d'une loi officielle. C'est en ce sens qu'il écrivit à Ottawa, en avril 1879, mais,



Logo officiel pour le centenaire des îles de l'Arctique canadien (1880-1980).

une fois de plus, le gouvernement Mackenzie se mura dans son silence pendant plus de cinq mois.

Après les élections du mois de septembre, le parti conservateur de Sir John A. Macdonald, revenu au pouvoir, marqua un grand empressement à conclure le transfert, déclarant dans un décret du conseil publié le 4 novembre 1879 que la proposition britannique était



Les membres de l'expédition A.P. Low hissant le drapeau au cap Herschel, sur l'île Ellesmere, le 11 août 1904. Cette scène se répéta dans toutes les îles de l'Arctique avant 1918. [PA 53581]

au plus haut point satisfaisante. Après d'autres entretiens avec Macdonald à Londres, au cours de l'été de 1880, le gouvernement britannique publia le 31 juillet un décret du conseil établissant qu'à partir du 1^{er} septembre 1880 tous les territoires et possessions britanniques se trouvant en Amérique du Nord et ne faisant pas encore partie du Dominion du Canada, ainsi que toutes les îles contiguës à ces territoires ou possessions (à l'exception de la colonie de Terre-Neuve et de ses annexes) seraient annexés audit Dominion du Canada et en feraient partie intégrante, et qu'ils seraient assujettis aux lois en vigueur dans ledit Dominion, dans la mesure où ces lois pourraient s'appliquer.

La confusion et les atermoiements qui caractérisèrent l'acquisition des îles de l'Arctique durèrent plusieurs années. Même s'il était devenu seigneur et maître de ces îles le 1^{er} septembre 1880, le Canada n'exerça pas ce droit pendant de nombreuses années. En fait, il n'accepta officiellement le transfert de propriété, comme le droit international semblait l'exiger, qu'en 1895, au moment où le parlement britannique adopta lui aussi une loi pour confirmer et renforcer le décret du conseil impérial de 1880.

Ce n'est pas sans raison que dans la seconde moitié des années 1890 le Canada sentit qu'il était temps pour lui d'affirmer son droit de propriété. En effet, les fameuses expéditions vers le pôle Nord qu'entreprirent les Norvégiens Fridtjof Nansen, Otto Sverdrup et Roald Amundsen, les voyages du Danois Knud Rasmussen et surtout l'exploit remarquable de l'Américain Robert Peary - il parvint au pôle Nord - étaient tous de nature à mettre en doute le pouvoir juridictionnel du Canada sur les îles de l'Arctique. Désireux d'éviter à tout prix la répétition du fiasco survenu lorsqu'il s'est agi de déterminer les frontières de l'Alaska et soutenu par une période de prospérité exceptionnelle favorisant un climat de confiance parmi la population, le gouvernement Laurier



Le capitaine Joseph-Elzéar Bernier dans sa cabine, à bord de l'Arctique. Grâce à ses trois voyages dans l'Arctique, entre 1906 et 1911, et à son rôle de premier plan comme patrouilleur dans l'est de l'Arctique, à partir de 1922, le Canada lui est en grande partie redevable de sa souveraineté dans cette région. [C 25960]

décida d'envoyer des explorateurs vers toutes les îles de l'Arctique pour « y planter notre drapeau à chaque point ». Une fois cette mission accomplie, le Canada pourrait en toute quiétude se proclamer propriétaire de toute la partie nord-ouest du Groenland.

Au nombre des expéditions les plus remarquables, il faut citer celles de William Wakeham qui se rendit en 1897, à bord du *Diana*, à la baie d'Hudson et à la terre de Baffin; celle de A.P. Low, à bord du *Neptune*, qui contourna en 1903 et en 1904 les îles de Baffin, d'Ellesmere et de Somerset; et celle de J.-E. Bernier, à bord de l'*Arctic*, qui, entre 1906 et 1911, parcourut un grand nombre d'îles boréales. À cela, il nous faut ajouter la création de postes de la Police montée du Nord-Ouest, d'un service d'inspection de la pêche (y compris celle de la baleine), d'un service des douanes, d'un service de livraison du courrier, des expéditions de recherche géologique et topographique, ainsi que la promulgation de règlements sur la chasse, le tout contribuant à concrétiser la présence du Canada dans l'Arctique beaucoup plus que n'avait

pu le faire le bout de papier de 1880. Le 1^{er} juillet 1909, Bernier érigea officiellement une plaque commémorative au havre Winter, sur l'île Melville, pour rappeler la prise de possession, par le *Dominion* du Canada, de tout l'archipel de l'Arctique.

En outre, les fameux exploits de Vilhjalmur Stefansson, l'expédition canadienne dans l'Arctique organisée en 1913-1918 et la création, en 1922, au sein du ministère de l'Intérieur, de la direction des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon, pour coordonner toutes les entreprises du gouvernement fédéral dans le Nord et pour surveiller les activités des missionnaires, des mineurs, des trappeurs et des commerçants, tout cela montrait que le Canada était bel et bien maître de cette partie du globe.

Au début, le gouvernement fédéral ne joua qu'un rôle passif et ne se préoccupa pratiquement que de réglementation, mais, au cours de la Deuxième Guerre mondiale, il se fit beaucoup plus actif et interventionniste. On mit alors en chantier des projets stratégiques comme la construction de la route de l'Alaska, du pipe-line Canol et des terrains d'atterrissement pour la route aérienne du Nord-Ouest. Puis, dans les années d'après-guerre, le gouvernement multiplia ses interventions dans le Nord en construisant des écoles, des hôpitaux, des logements, des routes, des ponts et des ports; en encourageant l'industrie de la pêche, des mines et de la chasse; en administrant la justice; en instaurant des programmes de santé, d'éducation et de services sociaux. Pareilles activités étaient évidemment de nature à lever tout doute à propos des droits du Canada sur cette partie de l'Arctique.

En créant en 1953 le ministère du Nord canadien et des Ressources nationales pour s'occuper presque exclusivement, pour la première fois, de l'administration des affaires du Nord, Louis St. Laurent espérait

attacher plus d'importance au travail qui s'accomplissait déjà et indiquer que le gouvernement désirait s'assurer que cette « plus grande importance » serait désormais l'une des constantes de l'administration gouvernementale. Le nouveau nom du ministère lui-même « indique que le centre de gravité du ministère se déplace vers le nord ». D'autres projets d'expansion lancés plus tard par John Diefenbaker, qui avait aussi entrevu les immenses possibilités du Nord, amenèrent la découverte de pétrole et de gaz naturel, la création de commissions spéciales et l'organisation de débats sur les pipe-lines. Ils prouvèrent que Louis St. Laurent avait vu juste en misant sur ces richesses naturelles. Ainsi, l'avenir du Canada dans ces régions polaires semble maintenant être à l'abri des incertitudes du passé, même s'il a failli être compromis à tout jamais par le manque de perspicacité des premiers gouvernants.

Terry Cook
Section des ressources naturelles
Division des archives fédérales

CARTES DES RÉSERVES INDIENNES

Depuis les tout premiers contacts de la population aborigène avec les explorateurs européens, les relations entre les peuples autochtones du Canada et le gouvernement constituent un facteur important de l'histoire de notre pays. Les représentants des groupes autochtones et les spécialistes qui s'intéressent à cet aspect du passé canadien ont entrepris un nombre croissant de projets de recherche à ce sujet au cours des dernières années.

Les terres indiennes, y compris les territoires désignés anciennement pour l'usage des Indiens et les réserves encore existantes, font notamment l'objet de bien des études pour lesquelles les documents cartographiques, considérés



Carte montrant la répartition des tribus indiennes en Colombie-Britannique. Elle est l'œuvre de W.F. Tolmie et G.M. Dawson, Montréal. Imprimée en couleurs par la Burland Lithographic Co., 1883. 68 x 81,5 cm. Parue dans Comparative vocabularies of the Indian tribes of British Columbia . . . [Collection nationale de cartes et plans, H2/600/1883]

séparément ou en conjonction avec d'autres documents, peuvent constituer une riche source de renseignements historiques.

La Collection nationale de cartes et plans conserve une foule de documents relatifs aux affaires indiennes. Dans la Section des documents cartographiques et architecturaux du gouvernement, les cartes et les plans provenant de sources très diversifiées sont conservés selon leur ordre original, ce qui permet de maintenir l'intégrité de chaque fonds; le contenu de chaque groupe d'archives est énuméré en détail dans des instruments de recherche. Cependant, nombreux sont les chercheurs qui ont besoin d'examiner toutes les cartes portant sur une région géographique précise et qui n'attachent par conséquent aucune importance à la provenance des documents. Or, comme les cartes ont souvent des titres incomplets et que bon nombre de réserves ont changé de nom au cours des années, les chercheurs ne

peuvent pas toujours se contenter d'une simple liste de titres pour trouver les documents qui les intéressent.

Afin d'aider les chercheurs et de simplifier le travail des agents de référence, la Collection nationale de cartes et plans, en collaboration avec la Division des archives fédérales, est donc en train d'établir une série de cartobibliographies où les cartes sont énumérées selon la réserve ou la région qu'elles représentent. Toutes les cartes portant sur une région, quelle qu'en soit la source, sont regroupées dans cet index, qui vient compléter les instruments de recherche relatifs à chaque fonds. Cette initiative favorisera par ailleurs la diffusion de renseignements sur les fonds de la Collection nationale de cartes et plans auprès des chercheurs du pays entier.

Chaque volume de la collection *Cartes des réserves et agglomérations indiennes de la Collection*

nationale de cartes et plans se compose de notices classées selon les catégories suivantes : Canada, province, agences (districts administratifs) et réserves. Les agences et les réserves sont énumérées par ordre alphabétique, et les variantes de noms sont reliées par des renvois réciproques. Les cartes sont classées sous ces rubriques par ordre chronologique.

Le premier volume, qui porte sur les documents importants relatifs à la Colombie-Britannique, est maintenant terminé et sera disponible à l'automne 1980. Étant donné l'histoire particulière de cette province et l'importance de sa population autochtone, environ 1 600 des quelque 2 300 réserves indiennes du Canada s'y trouvent. Avant 1871, année où la Colombie entra dans la Confédération, les autorités coloniales avaient alloué à chaque bande plusieurs petites réserves, plutôt qu'une seule grande.

Bien que les réserves originales aient fait l'objet de nombreuses coupures et additions, elles n'ont jamais été regroupées en territoires plus vastes.

Comme l'Acte de l'Amérique du Nord britannique confère au gouvernement fédéral la responsabilité des affaires indiennes, l'administration des terres indiennes en Colombie-Britannique a été confiée depuis 1871 à divers ministères fédéraux. Les dossiers de tous ces ministères et des organismes qui ont entretenu des liens avec les peuples autochtones peuvent donc contenir beaucoup de renseignements utiles pour l'étude des affaires indiennes au Canada. Les documents cartographiques produits par le gouvernement sont extrêmement diversifiés, depuis les cartes et les atlas imprimés, produits pour diffusion publique, jusqu'aux croquis dessinés à la hâte pour accompagner des lettres adressées à des agents indiens; plusieurs de ces articles contiennent des renseignements impossibles à trouver ailleurs.

La moitié environ des articles énumérés dans le volume I provien-

ment du service central des dossiers de la Direction des affaires indiennes. Les cartes, dont bon nombre ont été pliées pour être rangées dans des dossiers, doivent être entreposées dans des conditions particulières afin de pouvoir être préservées à long terme; elles ont par conséquent été séparées des textes qu'elles accompagnaient, tandis que les dossiers eux-mêmes demeuraient à la Division des archives fédérales. On peut se procurer un instrument de recherche permettant de retrouver les cartes et les plans selon le numéro de dossier des documents de ce groupe. Au nombre des autres collections importantes, il convient de citer les cartes relatives aux ventes de terres, en provenance de la Direction des terres et de l'effectif des bandes (ministère des Affaires indiennes et du Nord), les plans d'arpentage des terres indiennes, provenant du Bureau des archives d'arpentage des terres du Canada (ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources), et les cartes de la commission constituée en Colombie-Britannique pour étudier les terres indiennes et les affaires indiennes en général. Le volume mentionne également divers documents qui nous viennent d'autres ministères et organismes fédéraux, ainsi que de sources privées.

Quant au deuxième volume de la série, il est maintenant presque prêt. On y trouvera une liste des documents portant sur les trois provinces des Prairies, le territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. Bien que le travail préliminaire soit terminé pour les volumes suivants, ces derniers seront complétés en fonction des besoins des chercheurs.

Linda Camponi
Collection nationale de cartes et plans



LE SOURIRE QUOTIDIEN

Une collection de caricatures politiques canadiennes exposée aux Archives publiques du Canada.

D'ici la fin de l'année 1980, les Archives publiques du Canada offriront au public une exposition particulièrement originale et intéressante. Il s'agit de 80 caricatures de nature surtout politique, publiées depuis 1958 dans le *Toronto Star*.

Ces quelques caricatures ne sont qu'un mince échantillon des 1220 œuvres acquises du *Star* par les Archives, cette année. On y retrouve avec plaisir bon nombre des personnalités politiques qui ont marqué notre histoire au cours des deux dernières décennies : Pierre E. Trudeau, Joe Clark, Robert Stanfield, Lester B. Pearson, John G. Diefenbaker, Tommy Douglas, David

Lewis, Réal Caouette, René Lévesque, Jimmy Carter, Leonid Brejnev, Henry Kissinger, etc., etc.

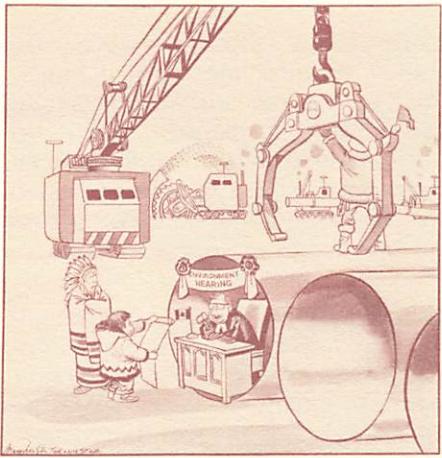
Toutes ces caricatures sont l'œuvre de Duncan Macpherson, que d'aucuns considèrent comme le meilleur caricaturiste canadien.

Fils unique de parents écossais, Duncan Macpherson est né à Toronto en 1924. Dès son jeune âge, il lui arriva de couvrir de caricatures les murs et le plafond de sa chambre, un jour où on l'avait laissé seul à la maison avec l'ordre de les peindre.

Dissuadé de suivre des cours d'art par ses parents, qui auraient voulu le voir entrer dans l'entreprise familiale de textile, Macpherson quitta l'école à dix-sept ans pour s'enrôler dans l'Aviation royale canadienne. Cette guerre fut, du reste, une occasion pour lui de suivre des cours d'art à Londres. Avant la fin de la guerre, il avait déjà gagné un prix lors d'un con-



Sourire quotidien. On reconnaît Leonid Brejnev en train de lire le *Wall Street Journal* où, comme on peut le constater, tous les titres ne parlent que de dépression, récession, débâcle, krach, etc. Caricature de Duncan Macpherson, *Toronto Star*, 22 mai 1970. [C 112576]

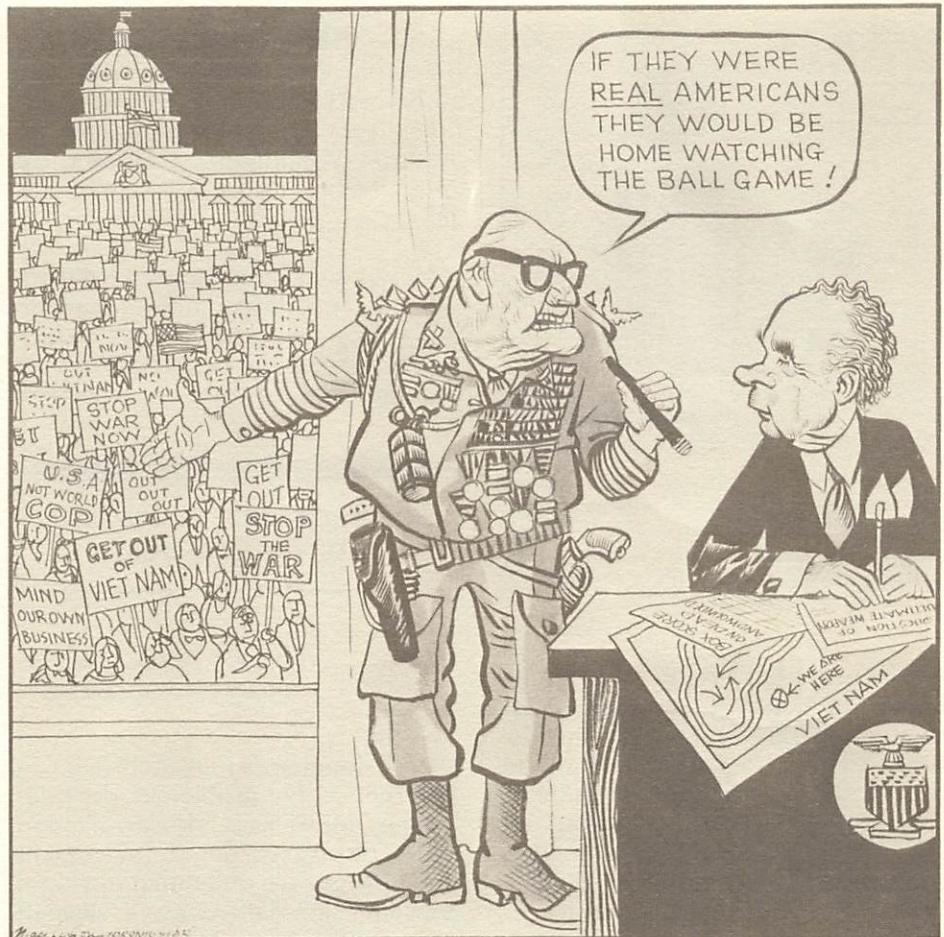


Et que ça saute! Le juge Thomas R. Berger, responsable de la Commission Berger qui, en 1975, tint des audiences publiques au sujet des répercussions qu'aurait la construction d'un pipe-line dans la vallée du Mackenzie. Caricature de Duncan Macpherson, Toronto Star, 6 mars 1975. [C 112597]

cours d'affiches organisé par l'Aviation royale canadienne, pour un dessin représentant un chapelet de bombes sortant de leur soute.

Après la guerre, il mit à profit ses allocations d'ancien combattant pour payer ses études au Boston Museum of Fine Art. Puis, à la mort de son père, en 1947, il tenta de diriger l'entreprise familiale, mais abandonna bientôt ces fonctions pour continuer sa formation artistique à l'Ontario College of Art.

Il était encore au collège lorsqu'il obtint un contrat de pigiste à l'hebdomadaire *Montreal Standard*. Ses illustrations attirèrent l'attention de Pierre Berton, alors rédacteur-gérant du *Maclean's*; aussi Macpherson ne tarda-t-il pas à se retrouver au *Maclean's* pour illustrer les articles humoristiques de Robert Thomas Allen. Après son entrée au *Toronto Star*, Berton retourna voir Macpherson pour lui offrir un poste. Les hésitations de Macpherson furent contrebalancées par la perspective alléchante du salaire annuel de \$11 000, un salaire qui fit probablement de Macpherson, alors au début de sa carrière, le caricaturiste le mieux payé du pays à l'époque -



« De vrais Américains seraient à la maison devant le téléviseur en train de regarder un match de baseball! » Richard Nixon, président des États-Unis, lors des démonstrations du jour moratoire contre la guerre au Viêt-nam, le 15 octobre 1969. Caricature de Duncan Macpherson, Toronto Star, 16 octobre 1969. [C 112606]

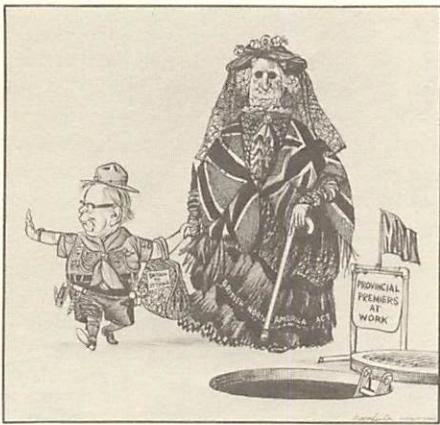
en 1958. Il demeurerait au *Star* jusqu'au 15 mars 1980, date où il prit sa retraite.

Les Canadiens, qui n'avaient jamais vu de caricatures de ce genre, les trouvèrent d'abord cruelles. Très vite, cependant, ils se prirent de passion pour elles, ce qui permit à Macpherson d'user de sa popularité pour obtenir une latitude plus grande qu'aucun autre caricaturiste de journal n'avait pu avoir jusque-là, au Canada. Il réussit à se faire reconnaître non pas comme un simple illustrateur des éditoriaux du journal, mais comme un collaborateur à part entière de la page d'éditorial, jouissant par conséquent d'une certaine indépendance.

La première réaction de Macpherson à un événement politique est

instinctive plutôt qu'intellectuelle, et agressivement critique. Il affirme réagir à une situation, non pas parce qu'il est un moraliste ou quoi que ce soit du genre, mais parce qu'il est du type raisonneur et cynique. Néanmoins, malgré son manque avoué de conscience sociale, il a réalisé quelques caricatures moralistes sur des questions comme la guerre du Viêt-nam, la pauvreté, la discrimination raciale, la menace de conflit nucléaire, le Watergate et le terrorisme politique.

Notons également que Macpherson a souvent conçu ses œuvres comme des compositions littéraires. Ainsi, il a employé dans certaines caricatures des citations de Swift, de Burns, de Lewis Carroll, de William S. Gilbert, de Robert W. Service et de bien d'autres, parfois en les



Premiers ministres provinciaux au travail. Lester B. Pearson (en scout), premier ministre du Canada, ramenant notre vieille constitution de Grande-Bretagne. Caricature de Macpherson, Toronto Star, 21 octobre 1964. [C 112829]

déformant pour les besoins de la cause. En outre, il épluchait la littérature marginale et la petite histoire, toujours à l'affût de mots et d'expressions archaïques. En ce sens, son œuvre constitue un retour en arrière : les grands artistes comiques du passé devaient en effet être des littéraires autant que des artistes.

Le vocabulaire recherché d'un grand nombre des caricatures de Macpherson reflète et complète l'abondance des détails graphiques de ses dessins, dont le faste est tout à fait théâtral. Par ce style, cette attention aux détails et l'étalage presque cabotin de virtuosité technique, Macpherson rappelle les caricaturistes du xixe siècle. Pour Peter Desbarats et Terry Mosher, auteurs de *The Hecklers* (Les Casse-pieds), cette histoire de la caricature politique au Canada publiée en 1979 par McClelland and Stewart et l'Office national du film, Duncan Macpherson allie le don génial de Bengough pour la création humoristique à l'habileté artistique de cet autre grand caricaturiste canadien que fut Henri Julien.

La très vaste majorité des caricatures de Macpherson ont été produites au pinceau et/ou à la plume et à l'encre de chine sur crayon. On pourra en admirer quelques-unes,

parmi ses meilleures, dans l'édifice principal des Archives, dès cet automne. L'exposition Sourire quotidien sera en effet en montre au 395, rue Wellington, à Ottawa, du 20 novembre 1980 à la fin de février 1981.

Un catalogue abondamment illustré accompagne l'exposition : chacune des caricatures exposées s'y trouve reproduite, avec les légendes et descriptions techniques appropriées.

UNE DÉCOUVERTE FASCINANTE : LES VIDÉODISQUES

Les Archives publiques font présentement l'essai d'un nouveau mode de stockage et de consultation des données.

Depuis longtemps, les archivistes se heurtent à des problèmes de catalogage, de stockage, de consultation et de préservation des données. Étant donné la grande quantité d'ouvrages consultés annuellement, il devient urgent de découvrir des méthodes plus économiques de stockage, de trouver plus rapidement les renseignements voulus et d'augmenter la longévité du support d'écriture.

En septembre 1978, les Archives publiques du Canada ont entrepris d'étudier la possibilité de stocker des archives sur vidéodisques à l'aide d'un rayon laser focalisé utilisé comme source d'exposition. Il en est ressorti que la technique était assez au point pour qu'on puisse établir un projet pilote à l'aide de matériel existant. Le dispositif comprend les éléments suivants : un lecteur de vidéodisques Thompson C.S.F. Ltée (Paris, France), un micro-ordinateur Vectographic MZ 80, un terminal à clavier Hewlett Packard 2645A et un moniteur Sony 12 pouces.

Le vidéodisque est un disque en plastique transparent de 12 pouces de diamètre. Il est fabriqué en trois étapes : l'enregistrement s'effectue sur une plaque de verre enduite

d'une laque photosensible ; on obtient ensuite une matrice métallique en pressant un disque métallique contre la plaque ; enfin, on fabrique le disque en plastique en le pressant contre la matrice, à peu près de la même façon qu'on presse des disques pour tourne-disques.

Pouvant déjà recevoir 54 000 images et deux pistes sonores, le vidéodisque présente des avantages marqués quant à la capacité de stockage. Les deux faces d'un disque de 0,5 mètre de diamètre peuvent contenir à elles seules 32 500 volumes, soit quelque 16 millions de pages, ou plus de mille bobines d'ordinateur, ou dix-sept heures de programmes télévisés dans le format actuel. D'après le scientifique en chef de la Xerox Corporation, il sera même possible, vers 1985, de stocker tout le contenu de la Bibliothèque du Congrès (18 millions de volumes) sur 100 vidéodisques (prévision de 1978).

La stabilité de l'enregistrement au laser constitue également un atout important. Les pellicules photographiques sont faciles à utiliser, mais leur composition chimique les rend vulnérables à la dégradation et à la détérioration, surtout si elles contiennent des pigments de couleur. Par contre, quand on enregistre au laser, une onde de faible puissance est concentrée sur un point minuscule et en élève la température de plusieurs centaines de degrés. Une tache permanente apparaît alors et elle est infiniment plus stable que tout autre support d'écriture ou d'enregistrement.

Une raison de plus d'opter pour le vidéodisque, c'est la possibilité qu'il offre de rappeler quasi instantanément les données, car elles sont à accès direct. Si l'on veut obtenir les images placées respectivement au début, au centre et à la fin d'un microfilm, il faut le dérouler au complet pour les obtenir. Par contre, il suffit de composer un code pour obtenir, en moins de deux secondes et demie, n'importe quel renseignement stocké sur vidéodisque.



Mme Doris Anderson, présidente du Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, en train de parler aux invités lors de l'ouverture de l'exposition La femme canadienne et la médaille, aux Archives publiques du Canada. [C 113041]

représentées sur les médailles et les décorations honorifiques. Comme l'indiquait le conservateur de la Collection nationale de médailles, M. Norman Willis, il aurait été possible de présenter dans cette exposition un grand nombre de médailles historiques dépeignant des femmes sous les traits de déesses allégoriques, mais l'accent a été mis avant tout sur les vraies femmes.

La plupart des médailles anciennes destinées aux Canadiens étaient conçues et fabriquées en Europe, et ce n'est que vers la fin du XIX^e siècle que l'art de la médaille s'est implanté au Canada. S'il est florissant de nos jours, c'est en partie grâce à l'enthousiasme et au talent d'un certain nombre de médaillistes canadiennes, dont l'œuvre est amplement représentée dans cette exposition. Il s'agit notamment de l'artiste la plus active et la plus prolifique dans ce domaine, Dora de Pédery-Hunt, ainsi que d'Hélène Maday et d'Elizabeth Bradford Holbrook.

Au nombre des médailles décernées à des femmes, on compte bon



Médaille à l'effigie de Nellie McClung (1873-1951). Cette médaille, œuvre de Dora de Pédery-Hunt, honore l'écrivain et championne des droits des femmes, Nellie McClung.

nombre d'insignes de l'Ordre du Canada, de nombreuses médailles militaires, dont la plupart ont été accordées depuis la Seconde Guerre mondiale, des décorations personnelles, par exemple celles du sénateur Cairine Wilson, la première femme nommée au Sénat, une médaille olympique de ski nautique et des médailles de championnats mondiaux de Pat Mesner, des médailles de championnats de ski alpin de Betsy Clifford, et des médailles de championnats de patinage artistique de Dorothy Jenkins. Plusieurs pièces commémorent en outre la fameuse affaire « Personne », en hommage à certaines des femmes qui ont contribué à la mener devant les tribunaux canadiens, et jusqu'au Conseil privé britannique.

M. Willis place l'exposition dans une juste perspective, lorsqu'il affirme qu'elle est sans doute appropriée dans la conjoncture actuelle, tandis que, dans un avenir plus ou moins rapproché, il sera peut-être aussi peu original de traiter de la femme et de la médaille qu'il le serait aujourd'hui de monter une exposition sur l'homme et la médaille.

On peut se procurer le catalogue de cette exposition à l'adresse suivante :

Services de l'information
Archives publiques du Canada
395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N3

NOUVELLES PUBLICATIONS

La Division des archives fédérales a publié récemment un guide intitulé *Archives relatives à l'enquête sur le pipe-line de la vallée du Mackenzie (RG 126)*. Il s'agit d'un inventaire concis des dossiers relatifs à l'enquête approfondie menée par le juge Thomas R. Berger sur le projet de construction d'un gazoduc et d'un couloir d'acheminement de l'énergie le long de la vallée du Mackenzie. Ces documents constituent une mine de renseignements non seulement pour l'étude de l'exploitation des ressources et des tracés de pipe-lines, mais aussi pour la recherche sur la faune du Nord, la culture autochtone, les questions d'écologie et les revendications territoriales.

Destinée aux profanes comme aux archivistes, la publication intitulée *Les Archives ordinolinguës* constitue une introduction intéressante et complète aux activités et aux services de cette division, dont les fonds couvrent toutes les facettes de la société canadienne, depuis les enquêtes nationales sur les conditions de travail jusqu'à l'utilisation des drogues à des fins non médicales.

Acquisitions, 1979-1980 est une brochure préparée par Thomas A. Hillman, de la Division des archives fédérales, dans le cadre de la *Collection de publications spéciales* de cette division. Ce guide est destiné à fournir aux chercheurs et aux fonctionnaires une liste à jour des additions aux fonds de la Division des archives fédérales pendant l'année financière 1979-1980.

Toutes ces acquisitions, classées selon le numéro de leur groupe d'archives, y sont décrites brièvement. Le droit de consulter les dossiers ouverts il y a moins de trente ans est habituellement accordé par

Étant donné qu'un projet de ce type n'avait jamais été entrepris, il a fallu effectuer des recherches poussées. Elles ont suscité deux opérations parallèles. D'une part, on a choisi le matériel (lecteur, ordinateur, terminal, etc.). Le Vectographic MZ, choisi après une étude poussée de divers systèmes informatiques, est un microcompilateur très rapide doté d'un dispositif d'enregistrement sur disques magnétiques de grande capacité. Il est bien relié (interface) au lecteur et il permet d'employer un logiciel pour la consultation du catalogue de vidéodisques. Le lecteur a été choisi en dernier, car le fabricant avait indiqué que le traitement de la commande serait retardé. On a composé le catalogue et le programme informatique de recherche sur catalogue après avoir commandé l'ordinateur et le terminal. Il a fallu adapter la partie « commande du lecteur » du programme de recherche sur catalogue afin qu'elle puisse traiter les combinaisons de codes spécifiques et les programmes compatibles avec le lecteur sélectionné. Dès leur réception, le clavier et le terminal ont été expédiés au conseiller des Archives, à Toronto ; il a alors préparé le programme du logiciel.

L'étape suivante a été relativement facile. Certaines personnes ont été invitées à fournir des échantillons de documents qu'elles voulaient voir enregistrés sur disque, ainsi que les données connexes de catalogage. Ces échantillons comprenaient des imprimés, des peintures, des dessins (artistiques et architecturaux), des photos (en noir et blanc et en couleurs ; négatifs et positifs), des documents sur papier, des médailles, des affiches, des cartes et des films.

La photographie de ces données a débuté en décembre 1978 pour se terminer en février 1979. On a pris en tout quatre mille six cents photos enregistrées individuellement sur disque. La bande obtenue a été divisée en films cinématographiques plus courts. Notre disque comporte en tout trente-sept ou trente-huit mille images distinctes. Le film a été

recopié en noir et blanc et expédié au conseiller de Toronto, qui a pu voir exactement où chaque pose prenait place dans le catalogue. Tout était alors prêt pour la programmation.

Le programme informatique était en préparation et le film pouvait maintenant être envoyé au fabricant de disques, à Paris. Le système complet a été présenté pour la première fois le 16 octobre 1979 à la conférence *Nouvelles orientations en gestion de documents*, commanditée par les Archives publiques. À propos des appareils, mentionnons que le lecteur prototype et le moniteur qu'on nous a expédiés de Paris (ils nous étaient prêtés) étaient conçus pour fonctionner selon le procédé SECAM (625 lignes, 50 hertz). Un convertisseur les a rendus compatibles avec le procédé NTSC, utilisé ici. Nous avons reçu notre propre lecteur NTSC en janvier 1980.

En fin de compte, le programme pilote sur les vidéodisques a atteint son but. Il a prouvé que la technique du laser permet d'enregistrer sur vidéodisque, puis de consulter les données des Archives publiques, données qui existent sous de nombreuses formes. Il est du reste très facile pour un opérateur de consulter les données stockées : la recherche d'un renseignement précis dans un document donné exige au plus quatre secondes. La qualité des couleurs et du son est excellente et les données devraient se conserver beaucoup mieux sur un vidéodisque que sur papier ou sur film, par exemple. Le clavier spécialement adapté a permis de démontrer combien il est facile de stocker et de consulter les images de grands objets très détaillés (cartes, etc.) - ainsi, la résolution d'une carte pourrait aller jusqu'au plus petit détail ou caractère qu'elle contient. Un mince vidéodisque de 12 pouces de diamètre pouvant stocker une masse considérable de renseignements (plus de trente-sept mille images), on voit aisément l'intérêt qu'il y aurait à regrouper sur un seul support les archives qui sont actuellement sur plusieurs supports différents. Par

exemple, on a intégré un script, un générique, des remerciements, articles publicitaires, revues critiques et profils de personnalités à des prises de vues. Il est donc permis de croire que les Archives publiques bénéficieraient grandement de l'avancement de la recherche sur l'enregistrement au laser, surtout à cause de l'accroissement du volume de données et du coût élevé de construction et d'exploitation des salles d'entreposage à atmosphère contrôlée.

Bref, pour la première fois une technique permet d'intégrer économiquement le stockage d'images mobiles et fixes, le catalogue qui s'y rapporte et les données de contrôle sur un support permettant la lecture à l'aide d'une machine. Aucune autre technique n'offre une durée, une accessibilité et une compatibilité aussi grandes. Le projet pilote est donc concluant : la technique a déjà atteint le stade où l'on peut utiliser les vidéodisques sur une base expérimentale.

Extrait d'un article de :

Dennis Mole
Service des opérations audio-visuelles
Administration des départements

LA FEMME CANADIENNE ET LA MÉDAILLE

Le 26 juin 1980, les Archives publiques du Canada ont ouvert une exposition de médailles tirées de leur collection et liées d'une façon ou d'une autre à l'activité des femmes, qu'elles espient les créatrices, les récipiendaires ou les modèles.

Dans le domaine des médailles, comme dans les autres sphères de la vie canadienne, le rôle de la femme a beaucoup changé. Dans le passé, les femmes qui participaient aux affaires publiques ou aux activités militaires étaient en effet fort peu nombreuses ; il était donc très rare qu'elles reçoivent des médailles pour des activités de ce genre ou qu'elles y figurent, à l'exception bien sûr des souveraines, souvent

SOURCES GÉNÉALOGIQUES AU CANADA

Au Canada comme aux États-Unis, on assiste, depuis quelques années, à un engouement de plus en plus marqué pour la généalogie. Qui, en effet, n'est pas à la recherche d'un parent disparu ou d'un ancêtre célèbre? Qui n'est pas en quête de renseignements sur le style de vie des générations précédentes, de testaments introuvables, de propriétés non réclamées, ou même d'anecdotes historiques et de faits divers piquants enfouis dans le passé familial?...

On s'interroge passablement quant aux causes de cette curiosité toujours croissante. La série télévisée *Racines* (*Roots*) a sans aucun doute suscité un intérêt prononcé pour nos origines, mais certains prétendent qu'il faut chercher plus loin, plus profondément : dans ce monde impersonnel que nous connaissons, ce monde dépouillé des liens familiaux et des coutumes religieuses ou sociales qui, jadis, avaient tant d'importance dans la vie des gens.

Quoi qu'il en soit, les Archives publiques du Canada, tout comme les sociétés généalogiques, les universités ou les collèges communautaires, n'ont pas tardé à recevoir le contre-coup de cette frénésie nouvelle. Tous ces organismes cherchèrent à satisfaire la demande et, pour ce faire, eurent recours aux méthodes modernes. Ainsi, les sociétés généalogiques et les collèges organisèrent des cours ou des séminaires pour aider les gens à se retrouver dans cette masse de documents qu'ils



Peut-être l'un de vos ancêtres a-t-il participé à ces festivités de 1882, à l'Opera House de Hamilton?... Œuvre de L. Eckerson, Hamilton (Ontario). [PA 28739]

doivent examiner pour retracer leurs parents. Quant aux Archives publiques, elles décidèrent, face au nombre croissant de lettres ou de coups de fil qui drainaient de plus en plus leurs ressources limitées, de publier une brochure fort intéressante sur le sujet.

Le *Guide des sources généalogiques au Canada* fut en effet préparé par Patricia Kennedy, Jean-Marie LeBlanc et Janine Roy, de la Division des manuscrits, afin de présenter sommairement les principales méthodes et sources d'information disponibles pour qui veut entreprendre une recherche généalogique.

Notons en premier lieu que les Archives publiques sont certainement

un excellent point de départ pour un chercheur en ce domaine. Le triple rôle des Archives consiste à acquérir les documents de valeur historique, à les conserver et à les rendre accessibles aux chercheurs. Aussi les Archives publiques sont-elles riches en documents de toutes sortes sur nos ancêtres.

Comme l'expliquent les auteurs, pour atteindre de bons résultats, le chercheur doit tout d'abord rassembler les divers renseignements disponibles : les anecdotes familiales, les inscriptions dans les bibles, les testaments et les certificats, ainsi que toute la documentation que l'on peut trouver à la bibliothèque municipale. Le chercheur ne doit pas négliger non plus ces séminaires, journées

TABLEAU GÉNÉALOGIQUE DE LA MAISON DE MONS, OU DE MONTS
commençant la filiation de trois branches de cette famille.

TABLEAU GÉNÉALOGIQUE DE LA MAISON D'ESPAGNE



d'étude ou conseils professionnels offerts par les sociétés généalogiques ; ils s'inspirent de plusieurs années de recherche et d'expérience.

Une fois son sujet de recherche bien délimité, le chercheur peut alors venir voir ce que nous possédons aux Archives publiques.

Parmi ces sources conservées aux Archives, mentionnons tout d'abord cette mine de renseignements que sont les recensements. Pour ceux de 1825 à 1871, il existe un catalogue et on peut se le procurer auprès du Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada (n° de catalogue : SA2-95/1978). Pour les recensements antérieurs à 1825 ou postérieurs à 1871, les Archives possèdent des listes des documents.

En plus des recensements, il y a des guides généraux comme le *Guide du géénéalogiste* : à la recherche de nos ancêtres, de Jeanne Grégoire ; des répertoires géographiques ; des guides spécialisés pour tel ou tel groupe, ethnique ou autre ; des biographies ; des listes de toutes sortes, des listes électorales, des registres d'état civil ; des archives pour l'armée, la marine ou l'immigration ; les banques de données du gouvernement fédéral ; etc.

Le guide mentionne toutes ces sources, indique comment y accéder et donne une idée de ce qu'on va probablement y trouver.

Les Archives ne font pas elles-mêmes les recherches, mais elles peuvent orienter les chercheurs vers les sources appropriées. Plus encore, elles ont une liste de personnes disposées à effectuer la recherche à votre place, moyennant rémunération. Les auteurs de la brochure notent cependant à ce sujet :

Nos services ne répondent pas de la qualité du travail des personnes qu'ils recommandent; toutefois, avant de communiquer leurs noms, nous nous sommes assurés que ces chercheurs professionnels connaissaient bien les principales sources documentaires existantes. Les Archives conseillent donc aux



Photographie de groupe, à Elora (Ontario), 1854. Prise par Thomas Connon. [C 25164]

personnes qui ne peuvent pas effectuer leurs recherches elles-mêmes de recourir aux services de ces spécialistes.

À propos des banques de données du gouvernement fédéral, qu'on nous permette de préciser aussi qu'en vertu de la partie IV de la loi canadienne sur les droits de la personne, tout Canadien a le droit de savoir si ces banques de données contiennent des renseignements à son sujet et celui, sauf exception, d'en prendre connaissance. Le géénéalogiste peut avoir besoin de certains de ces renseignements et l'*Index des banques de données fédérales*, publié chaque année par le Conseil du Trésor, lui indique quelles institutions gouvernementales disposent de telles banques de données.

Enfin, si ce Guide des sources généalogiques au Canada vous intéresse, vous pouvez vous le procurer gratuitement en écrivant aux Services de l'information, Archives publiques du Canada, 395, rue Wellington, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0N3.

Guide des sources généalogiques au Canada



Des cartes comme celle de la colonie de Talbot, ci-jointe, sont vraiment d'un très grand secours pour la recherche généalogique; bien souvent, elles clarifient des passages vagues ou contradictoires découverts dans des documents. [C 9680]

Cette liste (ou partie de liste) d'Acadiens faisant le serment d'allégeance en 1695 montre le genre de document qui peut confirmer le lieu de résidence de certaines personnes à une certaine époque. [C 16563]

L'ODYSSEÉ D'UN TRÉSOR ARCHIVISTIQUE CANADIEN

Pendant des années, la rumeur a couru dans le milieu archivistique qu'une importante et très riche collection de documents canadiens était enfouie dans les chambres fortées souterraines d'un dépôt d'archives américain. Pourtant, personne ne semblait connaître la nature exacte de cette collection, sinon que les documents avaient été rassemblés par trois personnage de marque qui ont joué un rôle actif dans les relations canado-russes.

Intrigués, des chercheurs et des archivistes canadiens se mirent en quête de trouver les mystérieux documents et leurs efforts furent finalement couronnés de succès. La fameuse collection, qui comprend quelque cent boîtes de documents, fut en effet repérée dans un dépôt souterrain, après avoir été retirée d'une cachette où elle avait d'abord été placée lors du « nettoyage » de l'ancienne ambassade russe à Washington, peu avant l'arrivée du nouvel ambassadeur, Maxim Litvinov, en 1933. D'après John Krinitzky, fils du dernier chargé d'affaires de l'ambassade, les Soviétiques avaient insisté pour que disparaîtse de l'immeuble tout vestige de la « Russie impériale » avant d'occuper les lieux. Les documents canadiens gardés à cet endroit avaient été reçus des consulats de New York et de Boston où ils se trouvaient depuis 1922. Il semble que la collection avait quitté le Canada après que le gouvernement eut fermé le consulat russe à Montréal, au mois de juin de la même année. Une partie de la collection avait déjà été transférée à Montréal en 1920, à partir de Vancouver, et, plus tard, de Halifax.

Avec le temps, on découvrit que les mystérieux créateurs de cette collection étaient Sergei Likacheff, ancien consul à Montréal, Harry Mathers, vice-consul à Halifax, et Constantine Ragosine, consul à Vancouver.

Ils avaient tous trois perdu leur emploi au Canada au moment du renversement du gouvernement provisoire par les bolcheviks en 1917. Comme ils connaissaient très bien les mœurs et les usages des Canadiens originaires d'Europe de l'Est et qu'ils s'étaient gagné leur estime, le gouvernement du Canada leur offrit un poste au Service de l'immigration, ce qui leur permit de continuer à s'occuper des affaires de leurs compatriotes. En cette dernière qualité, ils veillèrent aux besoins des citoyens russes vivant au Canada jusqu'en 1922.

Tous les trois étaient des collectionneurs enragés de tout document traitant de près ou de loin de questions reliées à l'immigration, à l'établissement et à l'adaptation sociale des nouveaux venus, au service militaire et, enfin, aux relations entre le Canada et la Russie

impériale. Leur collection se compose de centaines de milliers de photos, de lettres et de documents connexes. Des questions aussi diverses que la pêche, le commerce, la participation des Canadiens à la guerre civile de Russie, la culture, le culte et bien d'autres réalités de la vie sociale trouvent également écho dans ces documents.

Pour des milliers d'Arméniens, d'Estoniens, de Finlandais, de Géorgiens, de Lettons, de Lituaniens, de Polonais, de Russes et d'Ukrainiens devenus citoyens canadiens, un pont a été jeté entre leur pays d'adoption et leur pays d'origine, ou celui de leurs ancêtres. Il en est de même pour les personnes de confession juive ou de sectes religieuses comme les mennonites et les doukhobors. Souvent, ce sera pour la première fois que ces Canadiens découvriront le visage de leurs ancêtres et con-



Robert Gordon, directeur de la Division des manuscrits, examine certains documents que viennent d'acquérir les Archives publiques. [C 113796]

naîtront leur mode de vie en plus des valeurs culturelles et religieuses auxquelles ils ont été le plus attachés. Leur histoire est abondamment relatée dans les nombreux rapports, lettres ou autres documents qui constituent cette collection.

Ceux qui pourront ainsi découvrir leurs ancêtres parviendront peut-être à retracer les parents qu'ils avaient perdus de vue depuis longtemps et qui, si le sort s'en mêlait, pourraient bien être leurs voisins d'à côté. Certains prendront même connaissance d'un héritage qui leur revenait de droit, alors que d'autres pourront réclamer ou recouvrer ce qu'ils avaient perdu faute d'avoir été avertis de certains faits. Likacheff et Ragosine, en particulier, avaient systématiquement consigné le lieu de naissance des immigrants, leur date d'arrivée au Canada, l'endroit où ils allaient s'établir, les études qu'ils avaient faites, les noms de leurs plus proches parents, les biens et la valeur des successions. Ils tenaient tour à tour le rôle de conseillers juridiques, d'avocats de la défense et de fiduciaires. Ils surveillaient si les pensions, les indemnités ou les subventions agricoles étaient versées conformément aux ententes conclues

et veillaient au soutien financier des familles dont le père était parti pour le front.

Des milliers d'Européens de l'Est ont servi dans les forces armées canadiennes au cours de la Première Guerre mondiale. Leurs exploits et leurs malheurs sont racontés en termes émouvants dans plusieurs langues dont le russe, le yiddish, le finlandais ou l'ukrainien. Les Canadiens qui ont servi dans le Corps expéditionnaire canadien en Sibérie ou dans la Brigade du chemin de fer d'Arkhangelsk sont souvent mentionnés par leurs noms. De même, on a soigneusement décrit les secours canadiens apportés aux victimes de la guerre civile, tout comme d'ailleurs les efforts de Likacheff pour faire libérer les Russes internés qu'on avait pris pour des citoyens autrichiens. Finalement, on commente les mouvements socialistes et communistes et on encourage la pratique de la religion.

Ce sont surtout les juifs venus de Russie pour s'installer ici qui tireront profit de cette précieuse collection où l'on trouve un grand nombre d'informations à leur sujet. Les témoignages documentaires sur le

lieu d'origine des juifs venus de Russie, de Lituanie, de Biélorussie, d'Ukraine et de Pologne faisaient cruellement défaut et constituaient un obstacle majeur à l'établissement de liens avec les parents restés dans la mère patrie. L'enthousiasme a vite gagné la communauté juive canadienne face à ce fonds de documents relatant leur exode à partir de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est.

L'odyssée de cette prestigieuse collection prit fin en avril dernier lorsque les autorités américaines, chargées de la garde de ce dépôt, consentirent à transférer la collection au Canada. C'est le directeur de la Division des manuscrits aux Archives publiques, Robert Gordon, qui négocia le transfert, et le personnel de la division est maintenant occupé à répertorier et à indexer les documents. D'après M. Gordon, la collection aura sans doute d'autres mystères à dévoiler, une fois effectué le répertoriorage systématique. « Il faudra au moins un an avant de répertorier, de décrire et de micro-filmer toute cette documentation ; cet inestimable trésor historique sera alors accessible au grand public pour fins de recherche », a-t-il précisé.

M. Gordon a, de plus, ajouté deux points essentiels à l'intention des personnes désireuses de retracer leurs parents. D'abord, il faudra au moins un an avant de rendre accessible toute l'information puisqu'il y a plus d'une centaine de boîtes remplies de documents à classifier. De plus, et c'est là le plus important, la nature confidentielle de ces renseignements rendra nécessaire un contrôle approprié et on se fera un devoir de prévenir les familles concernées avant d'en permettre l'examen par les chercheurs. Ces mesures permettront ainsi d'éviter toute intrusion indésirable dans la vie privée des gens.

On pourra obtenir de plus amples renseignements en écrivant directement à la Division des manuscrits. La date où les documents seront accessibles sera annoncée dans un prochain numéro de *L'Archiviste*.



Un exemple des documents compilés par Likacheff, Mathers et Ragosine. [C 113803]

NOS DÉPÔTS D'ARCHIVES D'UN OCÉAN À L'AUTRE

Les Services de l'information et les Dépôts régionaux d'archives fédérales viennent de lancer un projet pilote. Il s'agit de faire connaître les réalisations des Archives publiques, les services qu'elles offrent et les publications qu'elles font paraître.

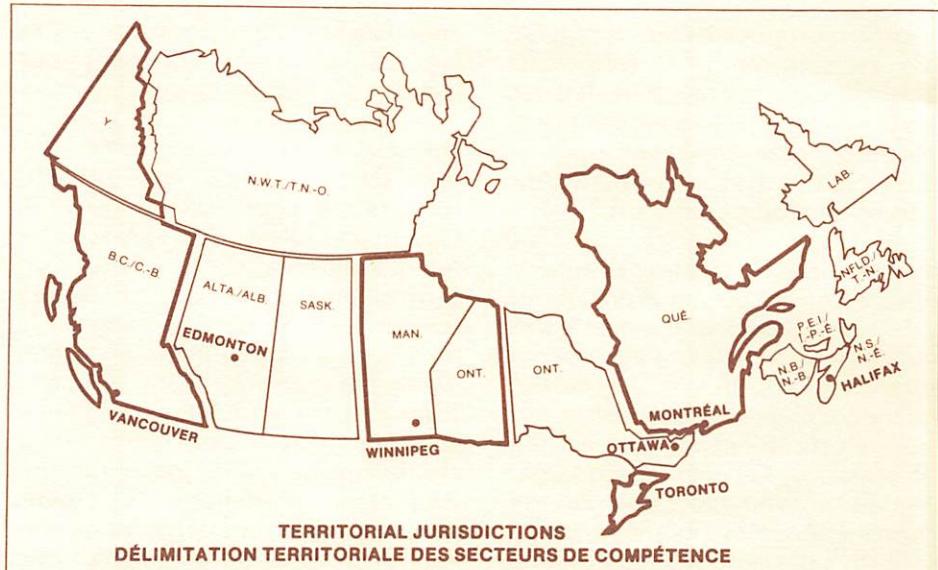
Dans le cadre de ce projet, les publications produites par les Services de l'information seront tout d'abord envoyées aux dépôts régionaux de Toronto et de Montréal. On les mettra alors à la disposition du public grâce à des présentoirs. Le but visé est de décentraliser les services et réalisations des Archives publiques, de les rendre plus accessibles à tous, dans le pays entier, et d'utiliser les ressources que représentent les bureaux régionaux des Dépôts d'archives fédérales.

Si cette première phase obtient le succès escompté et que la communication s'améliore entre Ottawa, d'une part, Montréal et Toronto, de l'autre, le projet sera étendu pour englober aussi les dépôts de Vancouver, Edmonton, Winnipeg et Halifax.

Parallèlement, nous espérons mettre bientôt en service une ligne téléphonique directe entre les dépôts régionaux et Ottawa. Les demandes de renseignements pourront ainsi être transmises plus rapidement que par écrit.

En fait, ces dépôts constituent l'une des trois divisions relevant du directeur général de la gestion des documents, les deux autres étant le Centre national des documents du personnel et les Services de gestion des documents.

En vertu des prescriptions du Décret sur les documents publics, l'archiviste fédéral est tenu de prévoir un endroit sûr et économique pour l'entreposage des documents inactifs généraux que lui confient les ministères et les



Les zones de juridiction des sept dépôts régionaux d'archives fédérales. [C 15633]



Zone d'entreposage à atmosphère contrôlée, pour les microfilms. [C 111351]

organismes gouvernementaux ainsi que les sociétés de la Couronne. Cette responsabilité a été déléguée au directeur des Dépôts d'archives fédérales.

Pour se conformer à cette prescription du décret, il a fallu créer un réseau de dépôts de documents inactifs dans les principales villes du Canada où il y a une grande concentration de documents produits par le gouvernement fédéral. L'instauration du premier dépôt de documents des Archives publiques à Ottawa, en 1956, s'est révélée un tel succès qu'on en a fait autant pour d'autres villes, notamment Toronto en 1965, Montréal en 1966, Vancouver en 1972, Winnipeg en 1973, Halifax en 1974 et Edmonton en 1977. Chaque dépôt régional a été conçu pour recevoir de 81 000 à 300 000 pieds cubes de dossiers inactifs.

Au total, les dépôts régionaux du Canada compteraient environ 1 100 000 pieds cubes de dossiers inactifs généraux. Chaque année, nous recevons quelque 175 000 pieds

cubes de plus de documents, tandis que 120 000 environ sont éliminés. De plus, on répond tous les ans à plus de 1 200 000 demandes de dossiers, ce qui entraîne 900 000 reclassements par année.

Notons que la Direction de la gestion des documents vient de faire paraître une intéressante brochure sur les Dépôts d'archives fédérales. Cette brochure illustrée définit en effet les territoires assignés à chacun des sept dépôts et elle décrit leurs principales responsabilités, depuis l'acquisition des documents généraux inactifs des ministères et organismes fédéraux jusqu'aux services et conseils offerts par les dépôts. Elle parle également du Service central d'élimination des documents, de la formation donnée dans les dépôts régionaux et du Programme d'élimination des tâches d'oxydoréduction.

On peut se procurer cette brochure gratuite en s'adressant aux Services de l'information, Archives publiques du Canada, 395, rue Wellington, Ottawa (Ontario), K1A 0N3.



Contrôle des tâches d'oxydoréduction sur les microfilms. [C 111353]

CANADA DE FANTAISIE 1920-1941

La Collection nationale de photographies présente, dans une exposition de la série « Aperçu », trente-huit photographies provenant du Bureau de cinématographie du gouvernement du Canada. Ces images, documentaires ou insolites, donnent du Canada de l'entre-deux-guerres une certaine vision que l'on pourrait qualifier de stéréotypée.

En 1918, le ministère du Commerce, soucieux d'exploiter le vif intérêt que le public portait alors au cinéma, décida d'utiliser cette nouvelle technique pour promouvoir l'industrie et le tourisme canadiens. La Direction des expositions et de la publicité fut alors créée et devint, en 1923, le Bureau de cinématographie du gouvernement du Canada.

Comme les films portaient sur une foule de sujets tels que l'énergie hydraulique et les ressources naturelles, on engagea des spécialistes pour photographier, pendant le tournage, certaines scènes de films. On songeait en effet à les utiliser pour illustrer certains rapports gouvernementaux ou même à les mettre en vente. Dès le milieu des années 1920, il y eut une Direction des photographies autonome ; elle devint par la suite l'une des plus actives du Bureau de cinématographie.

Assez rapidement, la direction élargit son champ d'action et poursuivit deux objectifs majeurs. Bien sûr, on continua de prendre des clichés documentaires pour illustrer les rapports, mais on le fit sur une plus vaste échelle. Par ailleurs, on se mit à produire également des photos du genre allégorique pour présenter certains aspects du Canada aux étrangers, mais aussi pour aider les Canadiens eux-mêmes à comprendre leur pays.

Andrew Rodger, de la Collection nationale de photographies, nous fait

toutefois remarquer, dans le catalogue qu'il a rédigé pour accompagner l'exposition, qu'à cette époque « le Canada y est présenté, surtout à l'intention des Américains, comme un pays jeune, encore à bâtir, plein de vigueur et pourtant, paradoxalement, idéal pour y passer des vacances ».

Or, cette perception de notre pays peut paraître maintenant assez limitée. En effet, l'étranger a l'impression qu'il s'agit d'un pays de vacances, avec ses montagnes, ses lacs et ses cours d'eau, d'un paradis pour la pêche, la chasse ou le golf, d'une contrée immense où l'on voit patrouiller des gendarmes à cheval et errer des chefs indiens en grande tenue.

Pourtant, n'est-ce pas cette idée, stéréotypée et statique, que certaines personnes ont toujours du Canada, en 1980? Aussi, ne peut-on sous-estimer l'impact profond des œuvres de F.C. Tyrell, E.M. Finn, J.J. Hisgrove, N. Quick ou d'autres photographes anonymes, même quarante ans après leur réalisation.

Venez en juger par vous-mêmes en visitant notre exposition *Canada de fantaisie*, présentée au public jusqu'au 2 février 1981, tous les jours de 9 h à 21 h, aux Archives publiques du Canada, 395, rue Wellington, à Ottawa.



Aperçu

The Archives Looks at ... Photographies d'archives

Canada Fantasy
38 photographs from
the Canadian Government Motion
Picture Bureau Collection,
1920-1941.

National Photography Collection
From October 7, 1980
to February 2, 1981

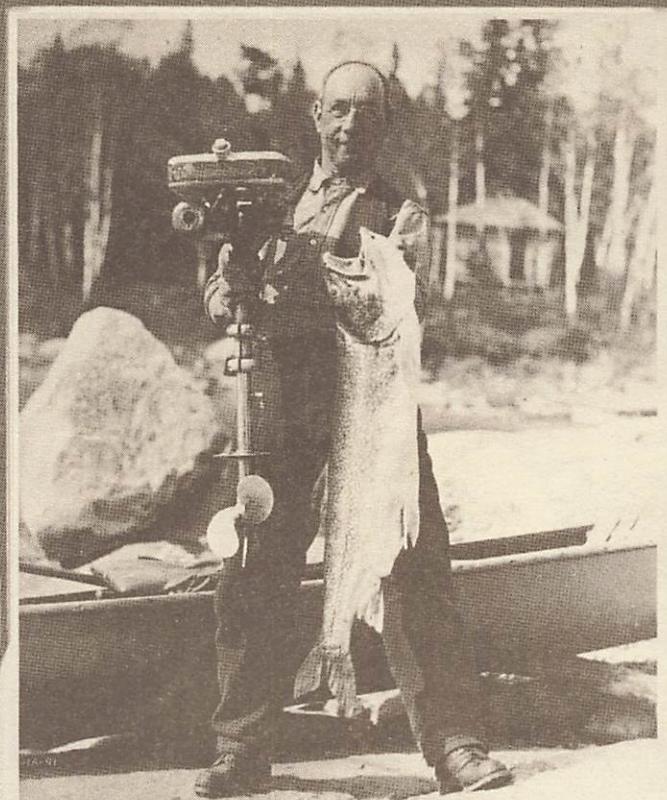
*Exhibition open to the public
daily from 9 a.m. to 9 p.m.
395 Wellington Street, Ottawa*

Canada de fantaisie
38 photographies de la Collection
du Bureau de cinématographie
du gouvernement du Canada,
1920-1941

*Collection nationale de photographies
Du 7 octobre 1980
au 2 février 1981*

*Exposition ouverte au public
tous les jours de 9 h à 21 h
395, rue Wellington, Ottawa*

 Public Archives
Canada Archives publiques
Canada



LA SURVIE : RÉGION DE L'ATLANTIQUE

Du 15 septembre au 26 octobre dernier, les Archives publiques présentaient les œuvres de seize artistes dans le cadre d'une exposition à caractère unique intitulée *La survie : région de l'Atlantique*.

Les seize artistes viennent de la région de l'Atlantique et, selon Barry Lord, coordonnateur de l'exposition et historien de l'art canadien, leurs œuvres parlent des « problèmes et défis du chômage et de la survie ».

M. Lord a d'ailleurs signé un texte qui accompagne l'exposition. Il y précise que le taux de chômage à Terre-Neuve est en réalité deux fois plus élevé que ne le laisse croire le taux officiel de 16,2 %. Par ailleurs, les statistiques montrent que 70 % des jeunes gens du Cap-Breton ne peuvent trouver d'emploi sur l'île et qu'il y a plus de 60 000 Néo-Écossais sans travail.

Mary Sparling, qui est directeur de la galerie de l'université Mount Saint Vincent (Halifax), où s'est tenu le vernissage de l'exposition en juin dernier, a pour sa part déclaré :

Cette exposition décrit la réaction de l'artiste face à ces diverses réalités. On considère généralement que l'art du Canada de l'Atlantique, c'est celui des Colville, Pratt et Forrestall, un art réaliste, mais somme toute assez éloigné des questions épineuses. À l'opposé, les œuvres qui se retrouvent ici traitent des problèmes majeurs des assistés sociaux, au cœur d'une région aux énormes difficultés économiques.

L'exposition a déjà été présentée dans les diverses provinces atlantiques et on songe à renouveler l'expérience.

Les Archives publiques ont encore quelques catalogues de cette exposition. On peut se les procurer en s'adressant aux Services d'exposition, 395, rue Wellington, Ottawa (Ontario), K1A 0N3.



Aigre-doux. Œuvre de Gordon Roache, Halifax (Nouvelle-Écosse). [C 113996]



Enfants sur une véranda. Œuvre de Karl Spital, Moncton (Nouveau-Brunswick). [C 90181]

Enfin, ceux qui le désirent pourront toujours obtenir des renseignements supplémentaires auprès de la galerie

d'art de l'université Mount Saint Vincent, à Halifax (Nouvelle-Écosse).

MEILLEURS SOUHAITS

Encore une fois, à l'occasion des Fêtes, les rédacteurs de *L'Archiviste* aimeraient souhaiter à tous un joyeux Noël et une excellente année 1981.

Ce numéro termine notre septième année de parution, sept ans d'accueil chaleureux et de contribution généreuse. Sans cette participation sans cesse croissante, aux Archives publiques comme dans d'autres organismes gouvernementaux ou privés, notre bulletin n'aurait su prendre de l'ampleur ni tripler son tirage.

Nous tenons donc à remercier tout spécialement nos divers collaborateurs et tous nos abonnés pour leur appui au cours des ans. Grâce à cette étroite coopération, *L'Archiviste* espère pouvoir encore longtemps renseigner le public sur les activités des Archives publiques, sur les documents et techniques archivistiques et même sur notre histoire.

La rédaction

AFFICHE DES ARCHIVES PRIMÉE

Pour la première fois, les Archives publiques du Canada ont vu l'une de leurs affiches primée lors d'un concours. Il s'agit de l'affiche produite par Vittorio Fiorucci pour annoncer le colloque international intitulé *Ordinateur et normes descriptives en art* et tenu aux Archives en novembre 1979. Organisé par Raymond Vézina, l'événement était placé sous les auspices de trois institutions : les Archives publiques, les Musées nationaux et l'université Laval.

En fait, l'affiche servit trois fins différentes. Aussi y en eut-il trois

séries. La première série, imprimée à 1500 exemplaires, permit de publier le colloque lui-même. Mille autres affiches s'intitulent *Département de l'iconographie* et veulent évidemment annoncer les services offerts par cette division des Archives publiques du Canada. Enfin, une dernière série d'affiches (1000) était destinée au Programme du répertoire national, aux Musées nationaux du Canada.

Du point de vue graphique, cette affiche peut s'interpréter à divers niveaux. Tout d'abord, sur un plan général, elle résume les activités variées d'un musée : acquisitions (bandes bleues et rouges) ; étude et conservation assurées par l'institution représentée ici par une tête monumentale ; diffusion des œuvres selon divers procédés (bandes jaunes et vertes d'un côté, mauves et rouges de l'autre).

De façon plus spécifique, le phénomène de diffusion informatisée est évoqué grâce au robot où réside l'intelligence artificielle de l'ordinateur. Une gamme simple de bandes bleues et rouges représente l'entrée des données. Traitées par l'ordinateur, les informations retournent au public de façon beaucoup plus diversifiée et selon des séquences différentes de celles formées pour l'entrée des informations. On note que la gamme des couleurs demeure cependant rudimentaire tout comme les analyses fournies par l'ordinateur. Le chatoiement des couleurs qui, dans ce contexte, évoquerait la synthèse faite par le chercheur a donc été délibérément évité. De plus, l'artiste a introduit une note discordante dans cet ensemble harmonieux au moyen d'un angle aigu qui exprime l'inquiétude ressentie face à l'ordinateur. L'imprimé d'ordinateur prenant la place du fichier, par exemple, pousse les usagers à un apprentissage que certains craignent.

De façon plus simple, l'affiche représente la diffusion des œuvres d'art sous forme d'expositions, de photographies, de descriptions textuelles ou par tout autre moyen.

Quant à l'artiste, Vittorio Fiorucci, de Montréal, il est l'un des affichistes canadiens les plus célèbres. Gagnant d'environ 70 prix nationaux et internationaux, il s'est mérité deux prix de grand prestige au *Chicago '78*, qui est l'un des événements les plus importants en ce qui regarde l'art publicitaire. Les onze œuvres soumises par Vittorio furent acceptées pour l'exposition. L'une de ses affiches pour le Centre national des arts lui valut le meilleur prix de la catégorie *Design*.

Pour son affiche *Drug Addiction*, immédiatement remarquée par le public et les juges, il obtint le titre de *Best of Show*.

Le Musée d'art moderne de New York possède deux de ses affiches. La Galerie d'art de Vancouver a par ailleurs montré 130 de ses œuvres lors d'une rétrospective organisée en 1978 sous le titre *Vittorio's Vittorios*. Trois affiches ont été proposées par Raymond Vézina et acceptées par Theo Dimson, coauteur du premier livre exclusivement consacré à l'affiche canadienne, *Great Canadian Posters* (Presses de l'université d'Oxford, 1979).

L'affiche produite pour la Division de l'iconographie des Archives publiques a pour sa part obtenu le prix du mérite, décerné le 27 mars 1980 par l'*Art Directors Club of Toronto*. Les membres du jury appartenaient à des institutions de Chicago et de New York : Ken Amerol, directeur artistique, Tinker, Campbell & Ewald, à New York ; Lee Epstein, vice-président et directeur artistique, Doyle Dane, New York ; Harvey Gabore, vice-président et directeur artistique, Ogilvy & Mather, New York ; Doug Johnson, illustrateur à la pige, New York ; Jim Johnston, président, Jim Johnston & Associates, New York ; et Paul Arthur, vice-président et directeur artistique, Playboy Enterprises Inc., Chicago.

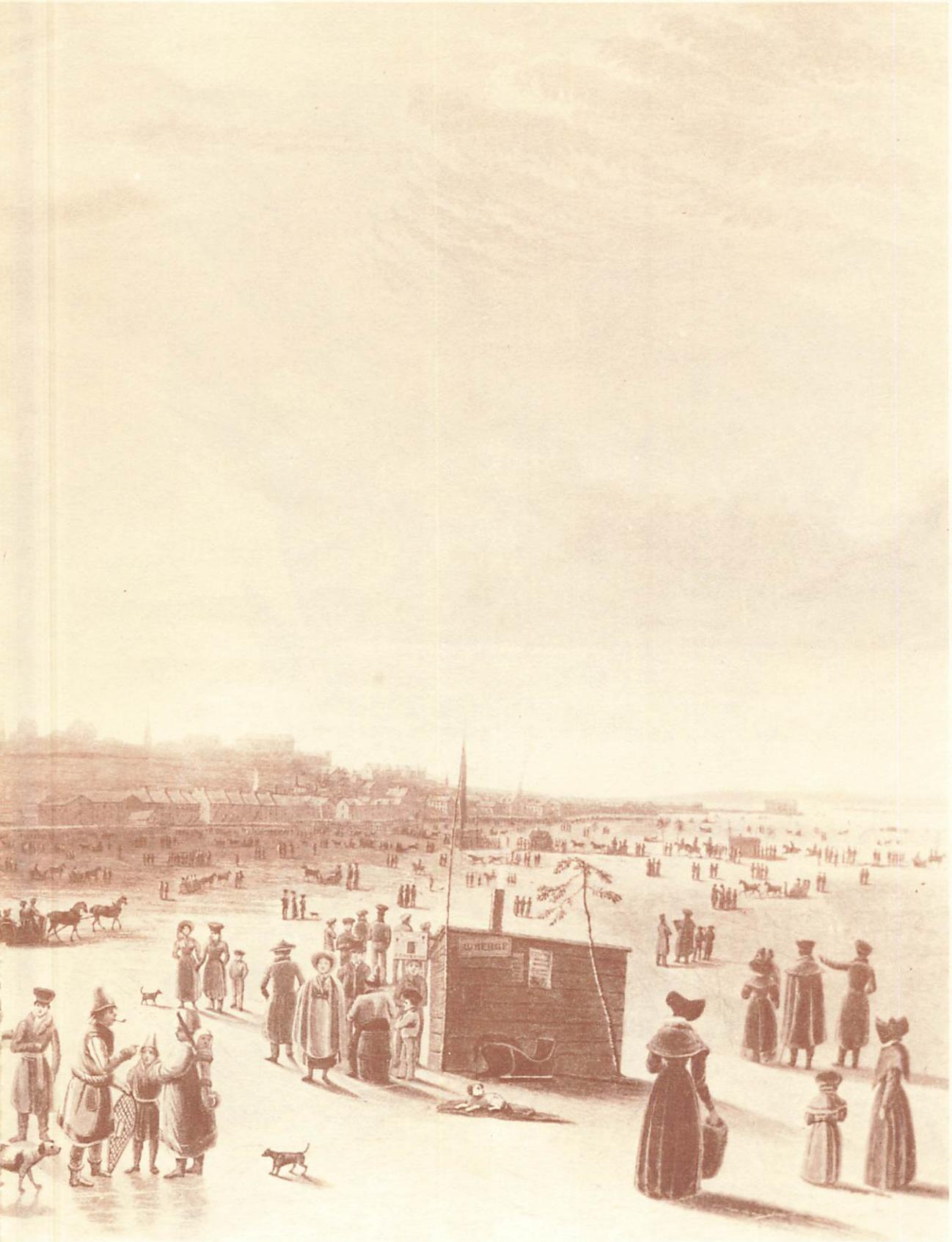


PICTURE DIVISION
DÉPARTEMENT DE
L'ICONOGRAPHIE

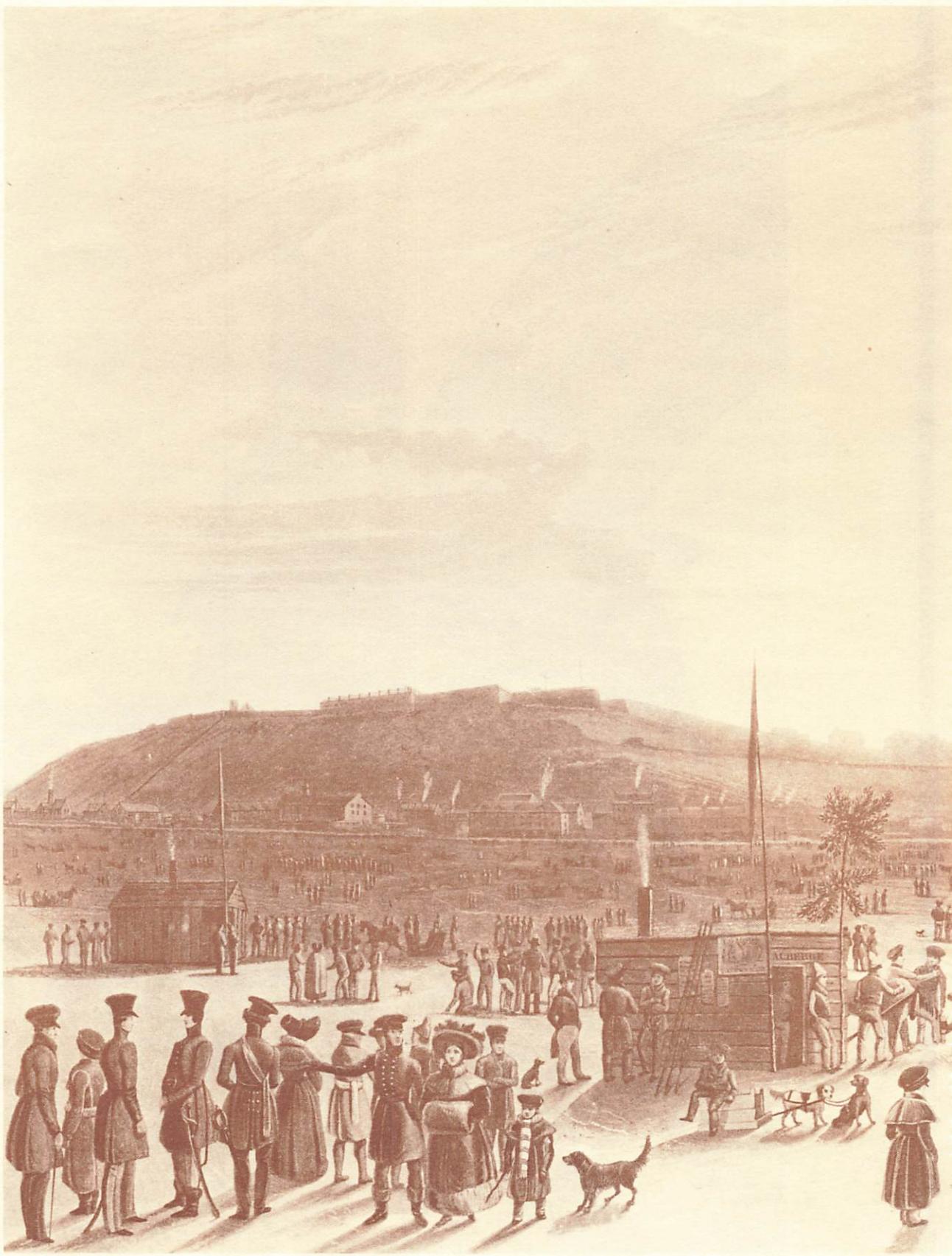


Réf. : Picture Division
Génève Services publics, Génève





Le pont de glace formé entre Québec et la pointe de Lévy en 1831.
Œuvre de J.P. Cockburn; gravure de I. Stewart. [C 12694/Transparent en couleurs n° TC-790]



The Ice Pont formed between Quebec & Point Levi in the Year 1831.
By P.J. Cockburn, engraved by I. Stewart. (C 12694/Colour transparency TC-790)

PICTURE DIVISION
DÉPARTEMENT DE
L'ICONOGRAPHIE



Public Archives
Canada / Archives publiques
Canada



TRACING YOUR ANCESTORS IN CANADA

In both Canada and the United States there recently has been an upswing in the amount of public interest in genealogy — tracing your family's history. Everyone is looking for long lost relatives, famous and even infamous ancestors, information about the lifestyles of previous generations, undiscovered legacies, unclaimed property, and historical tidbits and tantalizing trivia buried in their families' past. There is some speculation about the cause of this increased curiosity. Apart from the obvious interest aroused by the television programme, *Roots*, some claim the cause is derived more deeply from the impersonal milieu in which this generation finds itself, far removed from family contacts and old religious and social customs that were so prominent in the past.

But whatever the deeper reasons for this new interest, the Public Archives of Canada has felt the brunt of this increased curiosity. Genealogical societies and community colleges and universities have also been stressed by the new demand for information. All have sought to meet the requirements in novel ways. Genealogical societies and colleges have organized courses and seminars for interested individuals to help them get through the morass of information they must look through to search for their relatives.

The Public Archives of Canada, finding its limited resources stretched by the increasing number of tele-



One of your ancestors may have attended this festive celebration at the Hamilton Opera House in 1882. By L. Eckerson, Hamilton, Ontario. (PA 28739)

phone and written enquiries, has published an informative and fascinating booklet on the subject.

Patricia Kennedy, Jean-Marie LeBlanc, and Janine Roy of the Manuscript Division have prepared this booklet, entitled *Tracing Your Ancestors in Canada*, in an effort to synthesize the methods and information sources available for undertaking the search for your ancestors.

The Public Archives is an excellent starting point for researchers in this field. The three main responsibilities of the Archives are: to acquire material of historical interest, to preserve it, and to make it available to

researchers. These very goals mean that the Archives is a rich repository of material relating to Canadians of previous generations.

The authors of the booklet give this advice to the beginner, "Best results are achieved by those best prepared for their investigations." This means assembling all available clues before you begin: family anecdotes, entries in bibles, wills and documentation that you might find in your local libraries. Genealogical societies offer workshops and professional advice based on years of research experience.

Now that the researcher has the basic knowledge about the family members



being sought, the next step is to get to know what is available at the Public Archives of Canada.

Sources of Information

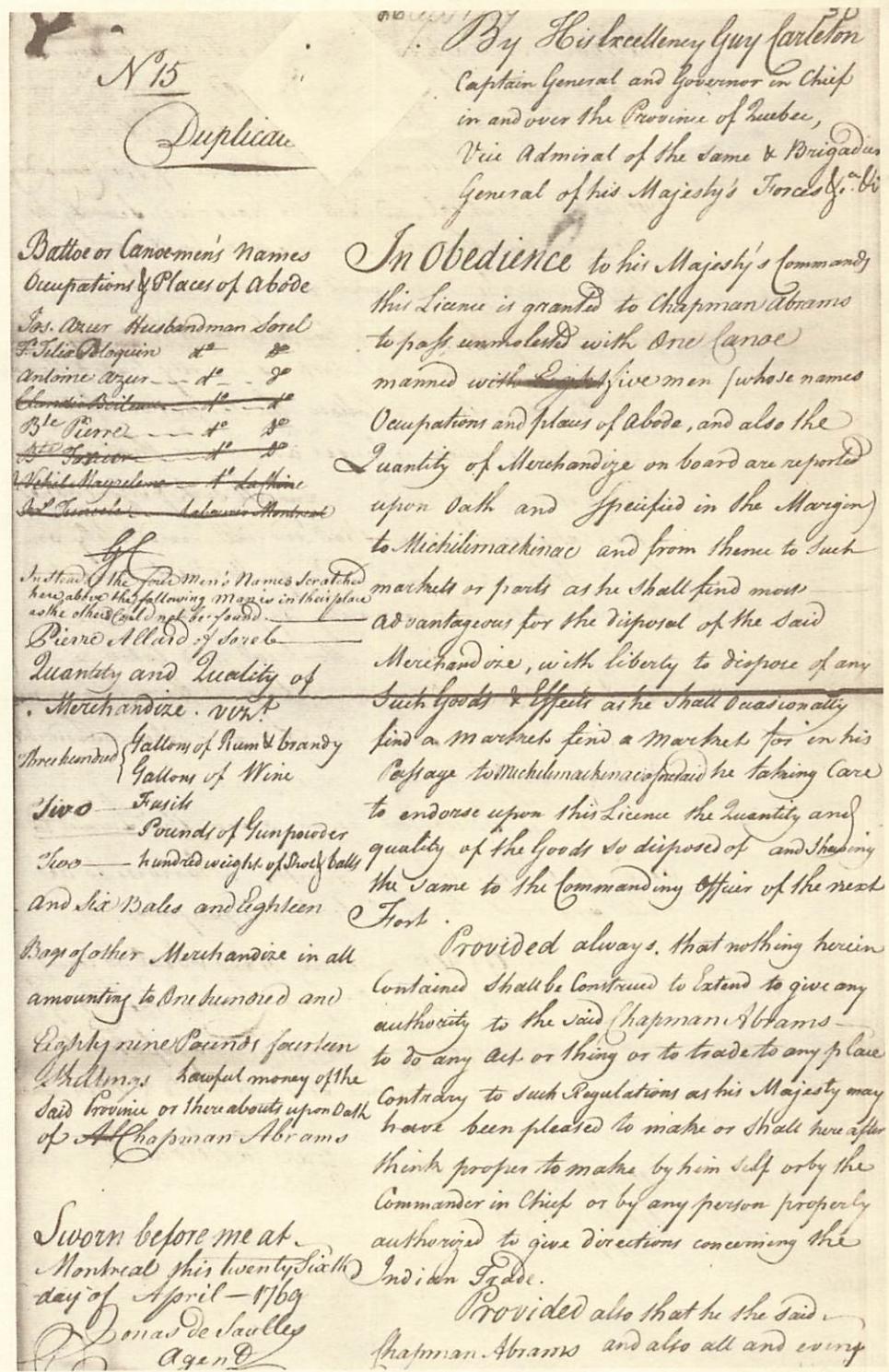
The best sources for research in family background in Canada are the census records kept by the Archives. A published catalogue of census returns from 1825-1871 is available through Supply and Services Canada (Cat. No. SA2-95/1978) and there are in-house lists for census records before 1825 and after 1871 at the Archives.

Apart from published sources such as *The Canadian Genealogical Handbook*, geographical information and specialized guides on certain ethnic or special groups, there are military lists, biographies, civil service lists, voters lists, parish registers, immigration records, native groups records, land petitions records, land titles and land grants, assessment rolls, estate records, provincial and municipal records, the list is endless.

Tracing Your Ancestors in Canada lists all these sources, tells you how to get in touch with the repositories, and gives you advice on what you are likely to find when you get to the sources.

Although the Public Archives cannot undertake the research for individuals, it can direct you to the source material. Furthermore, it maintains a list of persons who are available to do the research for a fee. "While there is no guarantee on the quality of their work," said Archives personnel, "their familiarity with Archives holdings has been investigated and their services are recommended to persons unable to do their own research."

One point to be remembered is the impact which the Canadian Human Rights Act Part IV will have on such research. This deals with access to information in the possession of the federal government about individuals in Canada. *The Index of Federal Government Information Banks*, published annually by the Treasury



An application for a licence to engage in the fur trade includes the names of the men employed by a merchant and their parish of residence. (C 85633)

Board of Canada, identifies the various government institutions holding information banks. This information, with some exceptions, is available for individuals to see and

review as they search out information about their family backgrounds. *Tracing Your Ancestors* is available free of charge from the Archives.

AN ODYSSEY OF CANADIAN ARCHIVAL HEIRLOOMS ENDS

For years rumours circulated in the archival community about the existence of an exceedingly rich and important collection of Canadian records hidden in the underground vaults of an American archival repository. The exact nature of the collection was unknown, except that it consisted of papers assembled by three prominent individuals who played an active part in Canadian-Russian relations.

Intrigued Canadian scholars and archivists began the search for the mysterious papers and were finally rewarded for their efforts. The Collection, some 100 boxes of records, was indeed located in an underground repository. They had been removed from an undisclosed hiding place when the former Russian Embassy in Washington was cleaned out in time for the arrival in 1933 of the new Soviet Ambassador, Maxim Litvinov. According to John Krinitsky, son of the last chargé d'affaires of the Embassy, the Soviets, before they took over the premises, insisted that the building be cleared of all vestiges of "Russian imperialism." The Canadian records which were stored there at that time had been sent from New York and Boston where they had been housed in consular offices since 1922. It appears that the collection left Canada after the Government closed the Russian consulate in Montreal in June of that year. Montreal, too, was a stop-over for segments of the collection which came in 1920 from Vancouver, and later, from Halifax.

It has been determined that the compilers of this collection were Sergei Likacheff, who had been Consul General in Montreal, Harry Mathers, Vice-Consul in Halifax, and Constantine Ragosine, Consul in Vancouver.

All three lost their jobs in Canada when the Bolsheviks overthrew the

Provisional Government in 1917. In recognition of their extraordinary familiarity with, and the respect they enjoyed among Canadians of East European origin, the Canadian Government offered them positions in the Immigration service while they ministered to the needs of their compatriots. In this latter capacity, they served Russian citizens in Canada until 1922.

All three were inveterate collectors of records relating to all aspects of immigration, settlement, social adjustment, military service, and relations

between Canada and Imperial Russia. Their collection contains hundreds of thousands of photographs, letters, and related documents. Matters relating to fisheries, trade and commerce, Canadian participation in Russia's Civil War, cultural and religious ministry, and many other affairs are also well documented.

For thousands of Canadians of Armenian, Doukhobor, Estonian, Finnish, Georgian, Jewish, Latvian, Lithuanian, Mennonite, Polish, Russian, and Ukrainian origin a new bridge has been opened to the place

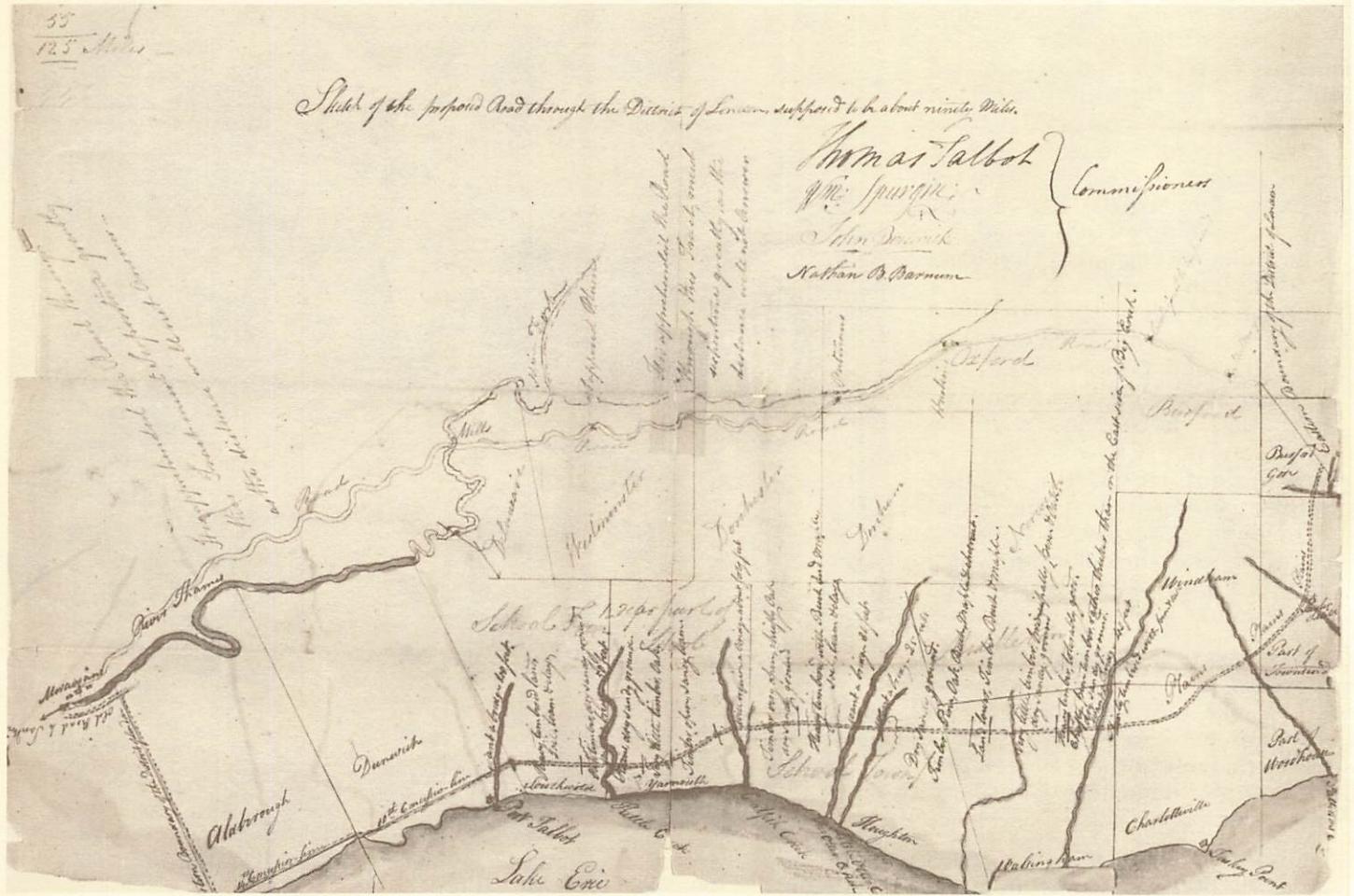


Robert Gordon, Director of the Manuscript Division, examines the documentation recently acquired by the Public Archives. (C 113796)



*Group photograph taken in Elora, Ontario,
1854. By Thomas Connon. (C 25164)*

Maps such as this of the Talbot Settlement are vital to the success of genealogical research and often clarify vague or conflicting statements found in documents. (C 9680)



FEDERAL REGIONAL RECORDS CENTRES PILOT PROJECT

In an effort to further disseminate the information available at the Public Archives, its services to the public, and the publications it produces, a pilot project has been set up between Information Services and the Federal Regional Records Centres across Canada.

Initially, publications produced by Information Services of the Archives will be distributed to the Toronto and Montreal Federal Regional Records Centres Offices. These publications will be arranged in special display cases in each of these two centres, and made freely available to the public.

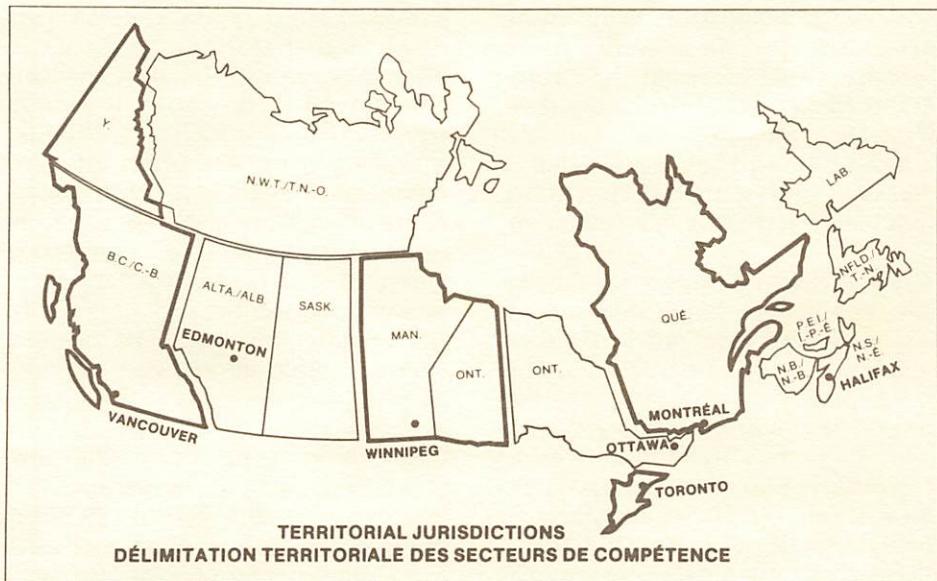
The plan is to decentralize the services and goods produced by the Public Archives in Ottawa, facilitate easy access by people in other parts of the country, and make use of the valuable resources of the records centres offices.

If this meets with some success, and a better link is developed between Ottawa and the regions, the same procedure will be adopted with other records centres in Vancouver, Winnipeg, Halifax, and Edmonton.

It is hoped that in the very near future a phone line can be allocated to link directly the regional offices with Ottawa so that requests can be made by phone rather than by the longer process of enquiring in writing.

Federal Records Centres Brochure Now Available

In order to inform its many publics and to better serve the regions of Canada the Public Archives has recently published an illustrated brochure outlining the activities, functions, and territorial jurisdictions of the various Federal Records Centres across Canada.



Territorial jurisdictions of the seven Federal Regional Records Centres. (C 15633)



Environmentally-controlled microfilm storage area. (C 111351)

they, or their ancestors came from. Often for the first time, these Canadians will see what their forefathers looked like, learn about their lifestyles and their cultural and religious values. Their story is told in countless letters, reports and other documents found in this collection.

Those tracing their ancestors may be able to uncover long-lost relatives, who may well turn out to be their next-door neighbours. Individuals may be able to claim estates that they never knew existed, or repossess the belongings they lost. Likacheff and Ragosine, in particular, kept accurate information on places of origin of immigrants, dates of arrival in Canada, places they settled, education, names of next-of-kin, ownership of property, and value of estates. They were legal advisors, defenders in courts, trustees of estates and monitors of claims for pensions, compensations, land grants, and support for their dependents while on war service.

Thousands of East Europeans served in the Canadian Armed Forces during World War I. Written in Russian,

Finnish, Yiddish, and Ukrainian their deeds and misfortunes are told in often heart-rending letters. Canadians who served in the Siberian Expeditionary Force of the Archangel Railway Brigade are often listed by name, and Canadian relief to victims of the Civil War is well documented as is Likacheff's effort to free interned Russians mistaken for Austrian nationals. Socialist and communist movements were reported on, and spiritual ministrations were encouraged.

One ethnic group, more than any other, will find these records of enormous benefit. The immigration of the Jewish Community from Russia to Canada is exceptionally well documented. For most Canadian Jews the lack of comprehensive records on places of their origin in Russia, Lithuania, Byelorussia, Poland, and the Ukraine has been a major obstacle to establishing their ties with a former homeland and relatives left behind. The excitement among Canadian Jews at the prospect of studying records of their exodus from Russia is already evident among

those who have learned of the existence of the collection.

The final lap of the odyssey of this priceless collection took place in April of this year when authorities in charge of the American repository agreed to transfer custody of the records to Canada. Mr. Robert Gordon, Director of the Manuscript Division, negotiated the transfer, and his Division is now actively organizing and indexing the collection. According to Mr. Gordon, the papers may yet reveal a wealth of additional information once they have been properly inventoried. The task of organizing, describing, and micro-filming the material may take up to a year and a half. At that time, this priceless collection of Canadiana will be available to the public for research.

Mr. Gordon would like to stress two very crucial points to those who have family members they would hope to be able to trace through this information. The first is that there are over a hundred boxes of information and for this reason it will be at the very least one year before he can make them available to researchers.

Secondly, and perhaps more importantly, because of the extremely personal and confidential nature of the information contained in these items, access will be strictly controlled. Mr. Gordon has mentioned that very strong evidence of the family connections will have to be provided before any individual is permitted access to the material. These measures will be necessary in order to safeguard the privacy of individuals.

Further information can be obtained by writing to the Manuscript Division directly. The date of the opening of the material will be announced in an upcoming issue of *The Archivist*.



A sample of some of the material compiled by Likacheff, Mathers, and Ragosine. (C 113803)

exactly the place to spend a vacation. By the mid-1920s tourism was being called 'Canada's fourth industry'."

From this time and perspective the view of the country depicted in the photographs of this collection is stilted and one-sided. It is seen as a country of fishermen, golfers, and hunters, the nation of "hewers of wood and haulers of water," an image that we are still trying to shake today as we discuss at all levels the future of Canada's natural resources and our place in the 1980s.

The work of F.C. Tyrell, E.M. Finn, J.J. Hisgrove, N. Quick, and numerous anonymous photographers brings the viewer back in time and offers a sharp contrast, through the great technical skill of the photographers, with the view of the country in the 1980s and beyond.

The exhibition can be viewed from 7 October 1980 until 2 February 1981, in the lobby of the Public Archives of Canada, 395 Wellington Street, Ottawa, Ontario.

SEASON'S GREETINGS

As the festive season approaches the editors of *The Archivist* would like to take this opportunity to extend their best wishes to everyone for a merry Christmas and a joyous new year.

During the past year, many people within the Public Archives of Canada and indeed throughout the federal government and in private institutions have contributed generously to our publication. Without your involvement and assistance *The Archivist* wouldn't have continued to grow, nor have the large readership it enjoys today. We trust that this co-operation will continue in the future as we strive to inform the public of this department's activities.

Thank you
The Editors of *The Archivist*

Aperçu

The Archives Looks at ... Photographies d'archives

Canada Fantasy
38 photographs from
the Canadian Government Motion
Picture Bureau Collection,
1920-1941

National Photography Collection
From October 7, 1980
to February 2, 1981

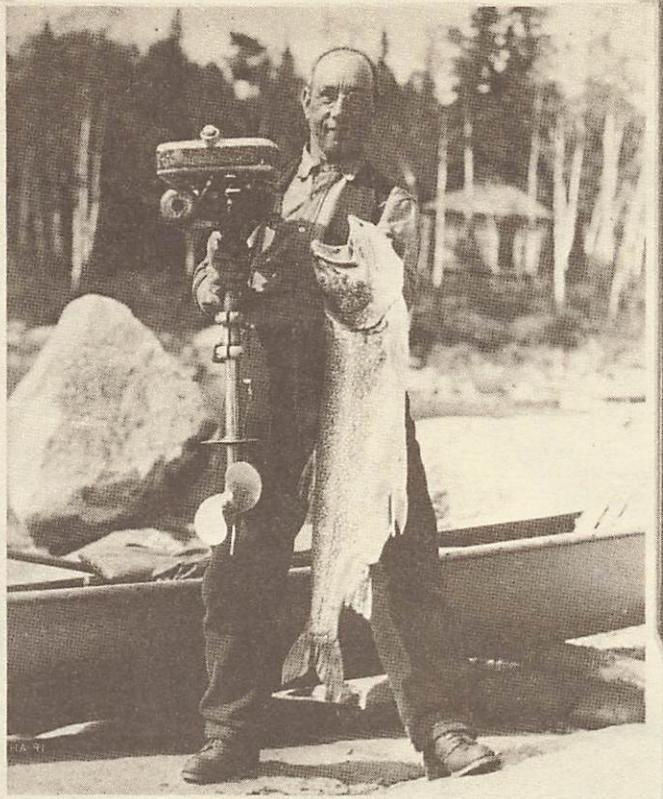
*Exhibition open to the public
daily from 9 a.m. to 9 p.m.
395 Wellington Street, Ottawa*

Canada de fantaisie
38 photographies de la Collection
du Bureau de cinématographie
du gouvernement du Canada,
1920-1941

*Collection nationale de photographies
Du 7 octobre 1980
au 2 février 1981*

*Exposition ouverte au public
tous les jours de 9 h à 21 h
395, rue Wellington, Ottawa*

 **Public Archives
Canada** **Archives publiques
Canada**



The Federal Records Centres is one of three divisions reporting to the Director General of the Records Management Branch. Under the terms and conditions of the Public Records Order the Dominion Archivist is charged with the responsibility of providing safe and economical storage facilities for dormant general records of government departments, agencies, and crown corporations. This responsibility has been delegated to the Director of the Federal Records Centres Division by the Dominion Archivist.

This has necessitated the systematic establishment of a network of dormant records storage centres in principal cities across Canada where there are large concentrations of federal government records. The success of the first Public Archives Records Centre in Ottawa in 1956 led to the creation of others in Toronto (1965), in Montreal (1966), in Vancouver (1972), in Winnipeg (1973), in Halifax (1974), and in Edmonton (1977). Each regional records centre is designed to hold and service from 81,000 cubic feet to 300,000 cubic feet of dormant records.

Approximately 1,100,000 cubic feet of dormant general records are stored in these regional centres. About 175,000 cubic feet of records are added to the holdings each year and some 120,000 cubic feet are disposed of annually. Over 1,200,000 requests are answered annually resulting in some 900,000 refiles each year.

The brochure goes on to describe the specific territorial boundaries assigned to the seven regional offices, plus lists the functions of records centres from acquiring dormant general records of federal government departments and agencies to the function of providing assistance and guidance. Central disposal services, regional training facilities, and the Redox Blemishes program are also touched upon.

The brochure is free of charge and can be obtained by writing:

Information Services
Public Archives of Canada
395 Wellington St.
Ottawa, Ontario
K1A 0N3



Microfilm Redox Blemish inspection. (C 111353)

**APERÇU...
CANADA FANTASY: 1920-1941**

The Public Archives of Canada has prepared another exhibition in its *Aperçu* series. On this occasion the focus is on 38 photographs from the Canadian Government Motion Picture Bureau's Stills Division between the years 1920 and 1941.

This division actually got its start in 1918 when the Department of Trade and Commerce decided to capitalize on the public's interest in movies and set up a mechanism to use this medium for the promotion of trade and tourism. Called the Exhibits and Publicity Branch, it was renamed the Canadian Government Motion Picture Bureau in 1923.

As the motion pictures were being made on a number of topics, including a series on water power and natural resources, still photographers were taking photographs of the movie subjects for eventual use in government reports and for sale to the public. By the mid-1920s there was a separate Stills Division which soon became the most active part of the Bureau.

The photographs taken by the Stills Division grew quickly in range, far beyond merely capturing motion picture subjects in photographs. The work of the division is divided into two types: documentary images, taken at the request of a government department to illustrate some aspect of their work; and symbolic photographs, used to present certain views of Canada to foreign countries and also to help interpret Canada to Canadians.

In the folder written by Andrew Rodger of the National Photography Collection to accompany the exhibition, he stated that "Canada was portrayed — especially in the United States — as a raw and young country, full of vigour and yet, paradoxically,

ARCHIVES POSTER WINS AWARD

For the first time, a Public Archives of Canada poster has won a competitive award. This poster was produced by Vittorio Fiorucci to announce the *International Conference on Art Documentation and Computers*, held at the Archives in November 1979. Organized by Mr. Raymond Vézina, the conference was sponsored jointly by the Public Archives, the National Museums, and the University of Laval. The same poster was distributed on three separate occasions: the first time, for the conference (1,500 copies); the second, for the Picture Division (1,000); and finally, for the National Inventory Programme, National Museums of Canada (1,000).

Theme

Due to its symbolic nature, the poster can be interpreted in several ways. In a broad sense, the poster sums up the various activities of a museum: acquisition (blue and red stripes);

research and conservation done by the institution (symbolized by a huge head); and dissemination of works of art by several means (yellow and green stripes on one side, purple and red on the other).

More specifically, distribution of computer data can be seen through the robot which contains the artificial brain of the computer. The data input is simply represented by two basic colours, red and blue, which, when computer-processed, send out much more diversified information to the public, and not in the same order as that of the input information.

Still, the range of colours remains somewhat basic, in the same manner as the computer analyzes. Shimmering colours, which in this case would reflect the work done by a researcher, were deliberately left out. Furthermore, the artist disrupted the harmonious pattern by inserting in the design a sharp angle to express a general feeling of insecurity towards the computer. For instance, the replacement of the traditional card-index by a computer print-out compels the users to learn some things that others apprehend.

In a simpler way, the poster represents the multi-media dissemination of works of art, by means of exhibits, photographs, written material, etc.

The artist Vittorio Fiorucci, from Montreal, is one of Canada's most prominent poster designers. He has won about seventy national and international prizes, including two prestigious awards at *Chicago '78*, which is one of the most important events in the field of publicity art. All eleven of Vittorio's submissions were accepted for the exhibition. One of his posters, which was designed for the National Arts Centre, was judged the best in the *Design* category. Another poster, entitled *Drug Addiction*, immediately drew the attention of the judges and the public, and it received the *Best of Show* distinction.

New York's Museum of Modern Art has two of his posters. In 1978, the Art Gallery of Vancouver displayed 130 of his works in a retrospect entitled *Vittorio's Vittorios*. Three posters were proposed by Raymond Vézina and accepted by Theo Dimson, co-author of the first book ever completely devoted to the Canadian poster, *Great Canadian Posters* (Oxford Press, 1979).

As for the poster produced for the Picture Division of the Public Archives, Vittorio was awarded the *Merit Prize* on 27 March 1980, by the Art Directors Club of Toronto. All the judges were either from New York or Chicago: Ken Amerol, Art Director, Tinker, Campbell & Ewald, New York; Lee Epstein, Vice President and Creative Supervisor, Doyle Dane, New York; Harvey Gabore, Senior Vice President and Executive Creative Director, Ogilvy & Mather, New York; Doug Johnson, freelance illustrator/designer, New York; Jim Johnston, President, Jim Johnston & Associates, New York; and Paul Arthur, Vice President/Corporate Art and Graphics Director, Playboy Enterprises Inc., Chicago.



Participants at Conference test documentary art computer. (C 109224)

Adaptation by Raymond Lepage
Information Services

SURVIVAL ATLANTIC STYLE

From 15 September to 26 October 1980, the Public Archives of Canada featured an exhibition entitled *Survival Atlantic Style*, which displayed the works of sixteen artists from the Atlantic provinces. It is considered by many to be a "first of its kind" exhibition.

All of the artists have roots in the Atlantic region and have something to say, through their work, about the "problems and challenges of under-employment and survival," said Canadian art historian and exhibition co-ordinator, Barry Lord.

According to Mr. Lord's essay, which is also part of the exhibition, the official rate of unemployment in Newfoundland is about 16.5 percent, but most people believe it is actually twice that amount. He says statistics also point out that an estimated 70 percent of Cape Breton's young people cannot find jobs on the Island, and that there are more than 60,000 Nova Scotians unable to find work. "How the artist responds to these realities is what this exhibition is all about," said Mary Sparling, director of the Mount Saint Vincent University Art Gallery where the exhibition was first shown last June.

"Atlantic Canada's art is usually portrayed through the realism of Colville, Pratt, and Forrestall which is generally removed from harsh subjects. By contrast, those represented in this exhibition deal with the pressing problems of being on social assistance in a depressed area of the country," she added.

The exhibition has toured the Atlantic region, and plans are being discussed for a further tour.

Further information can be obtained by contacting the Mount Saint Vincent University Art Gallery, Halifax, Nova Scotia.



It is Bitter, It is Sweet. By Gordon Roache, Halifax, Nova Scotia. (C 113996)



Children on Veranda. By Karl Spital, Moncton, New Brunswick. (C 90181)